

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

MOUVEMENT FNDC ET PRATIQUES COMMUNICATIONNELLES EN LIGNE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

MAÎTRISE EN COMMUNICATION - MÉDIAS SOCIONUMÉRIQUES

PAR

MAMOUDOU SANGARE

JANVIER 2026

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.12-2023). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à ma directrice de mémoire, professeure Michelle Stewart, pour son accompagnement inestimable, ses conseils éclairés et sa disponibilité constante, qui ont été essentiels à la réalisation de ce travail.

Je remercie également les membres du jury, professeure Caroline Bouchard et professeur Destiny Tchehouali, pour leurs observations pertinentes et leurs aides précieux tout au long de ce processus. Un immense merci à mon frère, Ibrahima Sangaré, pour son soutien financier et inconditionnel tout au long de cette aventure, ainsi qu'à mon cousin Amadou Diallo, dont la foi en mes capacités a été une source constante de motivation.

Je n'oublie pas mes collègues et camarades de maîtrise, Louvinia, Prince, Sandrine et Makhoulf, pour leur solidarité, leurs encouragements et les moments d'échange enrichissants que nous avons partagés.

À tous ceux qui ont contribué, de près ou de loin, à l'aboutissement de ce travail, je vous adresse mes plus sincères remerciements.

DÉDICACE

À mon défunt père, parti trop tôt, mais toujours
présent dans ce cheminement.

AVANT-PROPOS

Ce mémoire s'inscrit dans un cheminement intellectuel et personnel marqué par un intérêt constant pour les dynamiques politiques contemporaines, les mobilisations citoyennes et le rôle croissant des médias sociaux numériques dans les sociétés africaines. Il est le fruit d'un travail de recherche menée avec rigueur et persévérance dans un contexte académique exigeant. Il s'inscrit également dans un environnement politique et social où les questions de démocratie, de participation citoyenne et de libertés publiques demeurent profondément sensibles.

La réalisation de ce travail n'aurait pas été possible sans l'accompagnement et le soutien de plusieurs personnes et institutions. Je tiens tout d'abord à exprimer ma profonde gratitude à ma directrice de mémoire, dont la disponibilité, les conseils méthodologiques et la rigueur scientifique ont été déterminants tout au long de ce parcours. Ses orientations ont permis d'affiner progressivement la problématique, de structurer l'analyse et de renforcer la cohérence théorique et empirique de cette recherche.

Je souhaite par ailleurs remercier les membres du corps professoral et le personnel administratif de la faculté pour la qualité de l'encadrement académique et les conditions de travail offertes. Les échanges, séminaires et formations suivis au cours de ce programme ont contribué de manière significative à l'approfondissement de mes réflexions et à la maturation de ce projet de recherche.

Enfin, ce travail est aussi le résultat d'un soutien moral et affectif essentiel. Je pense à ma famille, en particulier à mon grand frère, dont les encouragements impérissables, la patience et la confiance ont été une source de motivation déterminante. Leur présence, même à distance, a constitué un appui précieux dans les moments de doute et de fatigue.

Cet avant-propos est ainsi l'occasion de reconnaître que ce mémoire ne se limite pas à un exercice académique, mais qu'il représente également l'aboutissement d'un parcours fait d'engagement intellectuel, de sacrifices et de solidarités multiples.

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières

REMERCIEMENTS	ii
DÉDICACE.....	iii
AVANT-PROPOS	iv
LISTE DES FIGURES.....	viii
LISTE DES TABLEAUX.....	ix
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES.....	x
RÉSUMÉ.....	xii
ABSTRACT	xiii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 PROBLÉMATIQUES	5
1.1 Les enjeux politiques dans le contexte guinéen	5
1.2 L'origine, l'objectif et l'impact du mouvement FNDC.....	8
1.3 Fracture numérique et culture des plateformes en Guinée.....	13
1.4 Contexte et enjeux de mobilisations numériques en Afrique.....	15
1.5 Pertinence scientifique, communicationnelle et sociale.....	19
1.6 Objective et question générale de recherche	20
CHAPITRE 2 CADRE CONCEPTUEL	22
2.1 Sphère publique: Concept, évolution et portée	23
2.2 Théorie de l'action collective.....	26
2.3 Théorie de l'action collective marxistes et théories des mouvements sociaux : évolutions, divergences et transformations	28
2.4 Mouvements sociaux.....	31
2.4.1 Théorie de la mobilisation des ressources.....	34
2.4.2 Théorie de l'opportunité politique	36
2.4.3 Processus de cadrage (<i>framing</i>)	40
2.5 Mobilisation en ligne.....	42
2.6 Tension et désinformation en ligne	45

2.7	Notion d'affordance des plates-formes numériques.....	47
2.8	Spécificité pour le contexte africain.....	49
2.9	Mobilisations hybrides.....	51
CHAPITRE 3 MÉTHODOLOGIE		56
3.1	Posture épistémologie et stratégie de recherches: constructiviste, critique, qualitative et interprétative.....	57
3.1.1	Approche constructiviste.....	59
3.1.2	Approche Critique.....	61
3.2	Justification du choix épistémologique	62
3.3	Présentation du corpus et choix du terrain	62
3.4	Modalité de collecte	67
3.5	Stratégie d'analyse du corpus.....	68
3.5.1	Typologie des fonctions du FNDC	69
3.5.2	Analyse thématique des contenus	73
3.5.3	Méthode d'analyse : thématique fondée sur le cadre théorique	76
3.6	Limite.....	80
3.7	Considérations Éthiques.....	81
CHAPITRE 4 PRÉSENTATION DES RÉSULTATS.....		83
4.1	Présentation des périodes d'évolution du mouvement	83
4.1.1	Synthèse de la période 2019 (plaidoirie contre la réforme constitutionnelle).....	84
4.1.2	Synthèse 2020 (intensification des manifestations et élection).....	90
4.1.3	Synthèse 2021 (période post-adoption de la nouvelle constitution et coup d'État du 5 septembre)	95
4.2	Présentation des (5) catégories	100
4.2.1	Mobilisation citoyenne.....	100
4.2.2	L'usage des slogans comme moyen pour renforcer l'impact des messages.....	106
4.2.3	Sensibilisation et information	109
4.2.4	Dénonciation et vigilance.....	112
4.2.5	Cohésion interne et légitimation	115
4.3	Tendances relevées.....	116
4.4	Conclusion partielle	117
CHAPITRE 5 ANALYSES ET DISCUSSIONS		119

5.1 Les fonctions de Facebook dans la mobilisation du FNDC	119
5.1. 1 Mobilisation citoyenne et structuration des ressources	120
5.1.2Sensibilisation, information et opportunités politiques.....	123
5.1.3Coordination et affordances numériques.....	125
5.1.4Légitimité, cohésion et mémoire des victimes	127
5.2 Représailles de l'État face à la mobilisation du FNDC et effets sur la dynamique du mouvement	128
5.2.1 Les formes de répression étatique face à la mobilisation du FNDC	129
5.2.2Réactions du FNDC et effets des représailles sur la mobilisation	130
5.2.3Censure et contrôle de l'information : enjeux et effets sur la mobilisation numérique du FNDC	131
5.3 Mouvements hybrides en Afrique.....	132
CHAPITRE 6 CONCLUSION GÉNÉRALE.....	135
6.1 Pistes de recherche futures	137
6.2 Limites de la recherche	138
6.3 Apports et l'utilité de la recherche	139
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	140

LISTE DES FIGURES

Figure 3.1 Page officiel du FNDC	64
Figure 4.1 Commentaire tiré de la publication du 09 décembre 2019	86
Figure 4.2 Commentaire tiré de la publication du 20 avril 2020	86
Figure 4.3 Extrait de la publication du 07 juin 2019 montrant l'impact de la mobilisation citoyenne sur l'activité économique	101
Figure 4.4 : Illustration de l'ampleur de la mobilisation citoyenne	102
Figure 4.5 Cérémonies de commémoration des personnes tuées lors des manifestations	104
Figure 4.6 Rapport du bilan des manifestations en Guinée.....	105
Figure 4.7 L’hashtag Amoulanfé dans les commentaires d’un abonné dans la publication du 16 octobre 2019	107
Figure 4.8 L’hashtag Amoulanfé dans les commentaires d’un abonné dans la publication du 24 novembre 2019	107
Figure 4.9 L’hashtag Amoulanfé dans les commentaires d’un abonné dans la publication du 09 décembre 2019	107
Figure 4.10 Publication de la liste des victimes	110
Figure 4.11 Cérémonie de commémoration pour les personnes lors des manifestations	110
Figure 4.12 Réaction d'un internaute par rapport à la liste des victimes.....	111
Figure 4.13 Un rappel venant d’un internaute à l'endroit des acteurs du FNDC	111
Figure 4.14 Un abonné veut la reconnaissance de toutes les victimes	112
Figure 4.15 Post relayant le slogan "coup d'État constitutionnel	113

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 3.1 Typologie des fonctions du FNDC	71
Tableau 3.2 Grille d'analyse thématique.....	75
Tableau 3.3 Thématique fondée sur le cadre théorique	79
Tableau 4.1 Grille d'analyse 2019	87
Tableau 4.2 Grille d'analyse 2020	91
Tableau 4.3 Grille d'analyse 2021	96
Tableau 4.4 Tableau d'analyse du nombre d'occurrences du slogan "Amoulanfé" dans 15 publications, regroupées par périodes: 2019, 2020 et 2021	108

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ABLOGUI	(Association des Bloggers de Guinée)
ANC	(African National Congress)
CNTG	(Confédération Nationale des Travailleurs de Guinée)
FNDC	(Front National pour la Défense de la Constitution)
GAFAM	(Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft)
LGBTQ	(Lesbiennes, Gais, Bisexuels, Trans, Queer)
MSN	(Mouvement Sociaux Numériques)
NTIC	(Nouvelles Technologies de l'information de la Communication)
PADES	(Parti des démocrates pour l'espoir)
PEDN	(Parti de l'espoir pour le développement national)
RDC	(République Démocratique du Congo)
ROPPIA	(Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest)
RSN	(Réseaux Sociaux Numériques)
RTG	(Radiodiffusion Télévision Guinéenne)
SOP	(Structure des Opportunités Politiques)
TIC	(Technologies de l'information de la Communication)

TMS	(Théories des Mouvements Sociaux)
UFGD	(Union des forces Démocratiques de Guinée)
UFR	(Union des Forces Républicaines)
USTG	(Union Syndicale des Travailleurs de Guinée)
VPN	(Virtuel Private Network)

RÉSUMÉ

L'avènement du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC) en Guinée s'inscrit dans un contexte politique fortement polarisé, marqué par une profonde division entre l'opposition et la mouvance présidentielle autour de la question d'un possible troisième mandat pour le président Alpha Condé. Cette controverse a renforcé les tensions politiques et installé un climat de méfiance généralisée entre les acteurs institutionnels et les citoyens.

Dans ce contexte, le FNDC, mouvement prodémocratie né hors des cadres partisans traditionnels, a tiré parti des opportunités offertes par le réseau social Facebook pour mobiliser les citoyens guinéens et coordonner une réponse rapide à la crise constitutionnelle de 2020. Facebook est rapidement devenu, pour le mouvement, un espace stratégique de diffusion d'informations, de construction d'un discours contestataire et d'organisation logistique des manifestations.

Cette étude analyse les stratégies de communication en ligne adoptées par le FNDC pour organiser les mobilisations, renforcer sa visibilité et faire entendre sa voix au sein d'un environnement politique complexe et fortement polarisé. Elle prend également en compte l'articulation entre les dynamiques numériques et les actions hors ligne, essentielles pour comprendre la portée réelle de la mobilisation.

Nous adoptons une approche qualitative et interprétative afin d'examiner comment Facebook a transformé les pratiques organisationnelles des mouvements sociaux en Guinée. À travers une étude de cas dédiée au FNDC, nous montrons comment l'usage de Facebook a remodelé, voire réinventé, les méthodes traditionnelles de mobilisation. Cette plateforme offre en effet de nouveaux leviers pour la coordination, la diffusion rapide d'informations et l'engagement des citoyens.

Mots-clés : FNDC, Guinée, mobilisation numérique, Facebook, mouvements sociaux, crise constitutionnelle, mobilisation en ligne et hors ligne, troisième mandat, action collective et communication politique.

ABSTRACT

The emergence of the National Front for the Defense of the Constitution (FNDC) in Guinea occurred within a highly polarized political environment, marked by deep divisions between the opposition and the presidential camp over the prospect of a possible third term for President Alpha Condé. This controversy intensified political tensions and fostered a climate of widespread mistrust between institutional actors and citizens.

In this context, the FNDC, a pro-democracy movement that emerged outside traditional partisan structures, leveraged the opportunities offered by the social network Facebook to mobilize Guinean citizens and coordinate a rapid response to the 2020 constitutional crisis. Facebook quickly became a strategic space for disseminating information, shaping a dissenting narrative, and organizing the logistical aspects of protests.

This study analyzes the online communication strategies adopted by the FNDC to organize mobilizations, strengthen its visibility, and make its voice heard within a complex and highly polarized political landscape. It also examines how online dynamics articulate with offline actions, which are essential for understanding the actual scope of the mobilization.

A qualitative and interpretative approach is used to explore how Facebook has transformed the organizational practices of social movements in Guinea. Through a case study focusing on the FNDC, the research shows how the use of Facebook has reshaped, and even reinvented, traditional methods of mobilization. The platform provides new levers for coordination, rapid information dissemination, and citizen engagement.

Keywords: FNDC, Guinea, digital mobilization, Facebook, social movements, constitutional crisis, online and offline mobilization, third term, collective action, political communication.

INTRODUCTION

Les crises politiques de 2007 et de 2009 constituent des moments structurants pour comprendre les formes actuelles de la contestation sociale en Guinée et les modalités de mobilisation citoyenne qui émergeront par la suite. En 2007, une mobilisation syndicale d'ampleur nationale provoque une crise politique profonde, révélant une fragilisation avancée du régime en place. Après vingt-trois années de pouvoir, le président Lansana Conté, affaibli par la maladie, se trouve confronté à une contestation sociale massive qui dépasse le cadre strictement syndical pour interroger plus largement la légitimité du pouvoir.

Cette dynamique de défiance atteint son paroxysme le 28 septembre 2009, lorsque les forces de sécurité répriment violemment une manifestation pacifique de l'opposition au stade du 28 septembre de Conakry. Les exactions commises ce jour-là, marquées par de graves violations des droits humains, constituent un traumatisme durable pour la société guinéenne. Le « massacre du stade du 28 septembre »¹ s'impose ainsi comme un événement fondateur de la mémoire politique nationale, contribuant à renforcer une défiance structurelle envers l'État et à nourrir, dans les années suivantes, des formes renouvelées d'engagement et de mobilisation citoyenne.

Bien que ces deux événements aient des origines et des configurations politiques différentes, ils ont tous deux fondamentalement marqué la conscience politique guinéenne et mise en évidence le rôle crucial des mouvements collectifs dans la vie publique. Ils soulignent l'importance des mouvements sociaux comme espaces d'expression citoyenne, de formulation des revendications et de contestation de l'ordre établi. Privilégiée mouvements sociaux apparaît ainsi comme une entrée

¹ Le massacre du 28 septembre 2009 en Guinée survient dans un contexte de transition politique instable, après que la junte militaire du Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD), dirigée par le capitaine Moussa Dadis Camara, a pris le pouvoir à la suite du décès du président Lansana Conté, le 22 décembre 2008. Ce jour-là, des partis d'opposition et des organisations de la société civile organisent un rassemblement pacifique au stade du 28 septembre à Conakry pour protester contre une éventuelle candidature du chef de la junte à l'élection présidentielle. La répression menée par les forces de défense et de sécurité fait plus de 150 morts (BBC, 2024), des centaines de blessés et de nombreuses violences sexuelles, marquant l'un des épisodes les plus graves de la violence politique en Guinée.

privilegiée pour analyser les luttes collectives, les rapports de pouvoir et les processus de transformation sociale, tant en Guinée que dans d'autres contextes comparables.

Par ailleurs, l'essor des technologies numériques et, plus particulièrement, des réseaux sociaux numériques à partir des années 2010 ont profondément modifié les modalités de l'action collective à l'échelle mondiale. Ces plateformes sont devenues des outils de communication, de coordination et de mobilisation, permettant de dépasser les contraintes spatiales et de faciliter la circulation rapide des discours contestataires.

En Afrique de l'Ouest, et plus spécifiquement en Guinée, les réseaux sociaux numériques ont joué un rôle déterminant dans l'émergence et le développement de nouvelles formes de mobilisation politique (Guinée, 2025). À cet égard, le Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC)² constitue un cas emblématique. Il a largement mobilisé Facebook pour organiser ses actions, diffuser ses messages et contourner les mécanismes de contrôle et de censure de l'information, s'imposant ainsi comme un acteur incontournable de la contestation politique.

Son émergence s'inscrit dans un contexte de fortes tensions politiques, marqué par un antagonisme profond entre les partisans et les opposants au projet de réforme constitutionnelle porté par le président Alpha Condé. Ce projet visait à lui permettre de briguer un troisième mandat. Cette situation a accentué les fractures politiques et sociétales, tout en alimentant un sentiment de suspicion entre les institutions et une partie de la population. Dans ce contexte, ce mémoire se propose d'analyser, à travers une étude de cas, la manière dont le FNDC articule mobilisation numérique et actions sur le terrain. Il s'agit également d'examiner le rôle de cette hybridation des modes d'action dans la défense des principes démocratiques en Guinée.

² Le Front National pour la Défense de la constitution (FNDC) est une coalition guinéenne fondée le 3 avril 2019 pour s'opposer au projet de révision constitutionnelle du président Alpha Condé. Il regroupe des acteurs variés, surtout des organisations de la société civile, des partis d'opposition et des activistes.

Ce travail est composé de cinq (5) chapitres. Le premier est consacré à la problématique et à la question de recherche. Ce chapitre vise à contextualiser les mouvements sociaux en Afrique, en particulier en Guinée, en analysant les recherches existantes sur ce sujet.

Le deuxième chapitre sera consacré à la définition des principaux concepts clés qui serviront de fil conducteur. Ces axes analytiques portent sur les mouvements sociaux en ligne, hors ligne et hybrides. Ils mobilisent les principales théories des mouvements sociaux, notamment la théorie de la mobilisation des ressources, la théorie des opportunités politiques et le processus de cadrage (*framing*). Ils intègrent également des perspectives relatives à la sphère publique et à la culture des plateformes numériques. Par conséquent, la notion d'affordances des outils numériques permet de comprendre comment les fonctionnalités de ces plateformes influencent les stratégies et les dynamiques des mobilisations hors ligne.

Dans le troisième chapitre, nous aborderons les postures épistémologiques qui se développent principalement à partir d'une approche constructiviste, critique, qualitative et interprétative. Comme les événements que nous étudions sont passés, une méthode qualitative, basée sur une analyse de contenu thématique et interprétative, s'avérera efficace pour bien examiner les informations contenues dans le compte Facebook du mouvement. Cette méthode permet d'explorer les terrains les plus pertinents dans le cadre de cette étude.

Dans le quatrième chapitre, nous allons présenter les résultats de l'analyse de notre corpus, qui comprend 15 publications sélectionnées sur la page Facebook du FNDC, en les regroupant en trois périodes clés. La première période est l'année 2019, qui correspond à la plaidoirie où le FNDC a utilisé Facebook pour inciter Alpha Condé à abandonner la réforme constitutionnelle en organisant des manifestations pacifiques sur l'ensemble du territoire guinéen. En 2020, la deuxième période se caractérise par une intensification des manifestations et l'organisation des élections, marquées par des publications appelant à la mobilisation, dénonçant les violences et maintenant l'engagement des militants malgré la répression. Enfin, en 2021, année suivant l'adoption de la nouvelle constitution, les publications analysées reflètent les conséquences de cette réforme, notamment

l'instabilité ayant mené au coup d'État militaire du 5 septembre 2021³. Le cinquième chapitre sera consacré à la discussion des résultats et permettra de répondre à la question générale de recherche.

Le chapitre 6, consacré à la conclusion générale. Il revient sur les apports théoriques et empiriques de l'étude, tout en adoptant une posture réflexive sur ses limites. Ce chapitre ouvre également des perspectives pour de futures recherches, en soulignant les prolongements possibles de l'analyse du rôle des médias sociaux numériques dans les dynamiques de mobilisation collective. Enfin, il met en évidence l'utilité de la recherche pour la compréhension des formes contemporaines de mobilisation citoyenne, notamment dans les contextes politiques marqués par des contraintes institutionnelles et répressives.

³ Le 5 septembre 2021, une unité d'élite de l'armée guinéenne, le Groupement des forces spéciales dirigé par le lieutenant-colonel Mamadi Doumbouya, s'empare du palais présidentiel et met fin aux onze années de règne du président Alpha Condé.

CHAPITRE 1

PROBLÉMATIQUES

Ce chapitre analyse les principaux facteurs qui structurent la réflexion de cette recherche et orientent à la fois les hypothèses formulées et la question de recherche générale. Il s'ouvre sur l'examen des enjeux politiques propres au contexte guinéen, afin de mieux comprendre les tensions et les défis qui caractérisent ce cadre national. Il se poursuit par une analyse des origines et des objectifs FNDC, en mettant en lumière les raisons de sa création, les finalités qu'il poursuit et les dynamiques internes qui guident son action.

Le chapitre aborde également la question de la fracture numérique en Guinée, en s'intéressant aux inégalités d'accès aux technologies numériques et à leurs effets sur les stratégies de mobilisation. Enfin, l'analyse est élargie à l'échelle continentale par une réflexion sur les mobilisations numériques en Afrique, où les outils numériques jouent un rôle croissant dans la transformation des formes d'engagement et d'action collective.

L'ensemble de ces éléments constitue le socle analytique de cette recherche. Dans cette perspective, la section suivante est consacrée aux enjeux politiques en Guinée, en mettant l'accent sur les facteurs sociopolitiques ayant contribué à l'émergence du FNDC.

1.1 Les enjeux politiques dans le contexte guinéen

L'analyse des mobilisations numériques contemporaines en Guinée ne peut être dissociée du contexte politique dans lequel elles émergent, de même que le rôle joué par le FNDC. La place qu'occupe ce mouvement dans l'espace public guinéen, ainsi que son recours marqué aux réseaux sociaux numériques, notamment Facebook, soulève des interrogations fondamentales. Celles-ci portent sur les transformations des formes d'engagement citoyen et sur les reconfigurations des rapports entre la société civile et le pouvoir politique.

L'émergence du FNDC s'inscrit dans un contexte caractérisé par de fortes tensions politiques, une instabilité institutionnelle persistante et une défiance croissante des citoyens à l'égard des institutions étatiques. Dans ce cadre, le numérique apparaît comme un espace stratégique

permettant à divers acteurs jeunes, organisations citoyennes, militants et militantes de structurer des revendications et de coordonner des actions collectives. Il contribue également à rendre visibles des formes de contestation souvent marginalisées dans les médias traditionnels. L'utilisation de Facebook par le FNDC ne relève donc pas d'un simple choix technique, mais d'une réponse à des contraintes politiques et médiatiques spécifiques.

Les travaux existants sur le FNDC permettent d'identifier les conditions sociales et politiques ayant favorisé l'émergence de cette mobilisation, ainsi que les motivations ayant conduit une pluralité d'acteurs à s'engager collectivement. Toutefois, ces recherches mettent également en évidence des enjeux plus larges liés aux stratégies de mobilisation, à la circulation de l'information et à la recomposition des liens entre acteur-citoyens et autorités politiques. Ces dynamiques s'inscrivent dans un processus plus général de transformation des mouvements sociaux en Afrique, où les outils numériques redéfinissent les modes d'action collective et les formes de contestation.

Dans cette perspective, l'étude du FNDC constitue un terrain particulièrement pertinent pour analyser les mutations sociales et politiques récentes en Guinée, notamment celles qui ont précédé et suivi les événements du 5 septembre 2021⁴. Elle permet d'interroger, au-delà du cas guinéen, les enjeux contemporains de la mobilisation citoyenne numérique dans des contextes marqués par l'instabilité politique et la restriction de l'espace démocratique.

La Guinée, pays d'Afrique de l'Ouest, a connu de nombreux défis politiques depuis son indépendance en 1958. Ces enjeux politiques sont profondément ancrés dans le tissu social et économique du pays ; ils ont donné lieu à des tensions et à des conflits. Cette section se concentrera sur certains des enjeux politiques majeurs auxquels la Guinée est actuellement confrontée.

En effet, l'un des principaux enjeux politiques actuels en Guinée est la consolidation de la démocratie et de l'état de droit. Depuis les années 1990⁵, le pays a connu des avancées

⁴ Le 5 septembre 2021, une unité d'élite de l'armée guinéenne, le Groupement des forces spéciales dirigé par le lieutenant-colonel Mamadi Doumbouya, s'empare du palais présidentiel et met fin aux onze années de règne du président Alpha Condé.

⁵ La date de 1990 marque un tournant politique en Guinée avec le lancement de réformes constitutionnelles par Lansana Conté, posant les bases du multipartisme et du progrès démocratique. Ce processus s'inscrit

significatives en matière de démocratisation, notamment avec l'introduction du multipartisme et la tenue régulière d'élections (Barry, 2023). Cependant, des obstacles demeurent, en particulier en ce qui concerne le respect des droits de l'homme.

Un autre défi important est celui de l'équilibre des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Depuis plusieurs décennies, l'exécutif domine, ce qui a entravé l'indépendance et l'efficacité des autres pouvoirs (Baldé, 2021). Cette centralisation du pouvoir met en péril les principes démocratiques et freine le progrès national.

En outre, la représentation politique constitue un problème majeur en Guinée. Bien que des partis politiques soient actifs et que des élections aient lieu, beaucoup de gens se disent exclus du processus politique et non représentés en raison de leurs convictions politiques ou de leur origine ethnique (ad392-la démocratie guinéenne est-elle piégée-depeche afrobarometer-15sept20.pdf, s. d.). Cette situation contribue à l'instabilité du pays et affecte profondément le tissu social.

La constitution guinéenne garantit l'égalité de tous les citoyens et citoyennes et établit un cadre juridique pour cette inclusion (UNESCO, 2020). Cependant, la mise en œuvre de ces principes dans la sphère politique demeure un défi de taille. L'intégration des groupes marginalisés ainsi que la représentation équitable des différentes ethnies et des régions constituent des éléments essentiels pour renforcer la paix et la tranquillité sociale en Guinée. La participation des femmes et des jeunes dans les processus décisionnels apparaît également comme un facteur déterminant à cet égard.

En définitive, les défis de développement socio-économique demeurent considérables en Guinée, malgré ses importantes ressources naturelles. Ce pays figure parmi les moins développés sur la scène mondiale. La pauvreté, le chômage et l'accès limité aux soins de santé et à l'éducation persistent, contribuant ainsi à l'aggravation des tensions sociales et politiques. Affronter ces défis est crucial pour garantir la stabilité politique en Guinée et pour favoriser son développement socio-économique.

dans un contexte de pressions populaires et internationales pour une ouverture politique après des décennies de régime autoritaire.

En somme, ces enjeux politiques guinéens, tels que la consolidation de la démocratie et de l'État de droit, la représentation politique et le développement socioéconomique, ont constitué un terrain propice à l'émergence du mouvement FNDC. Ce mouvement s'inscrit directement dans cette dynamique. Dans la prochaine section, nous examinerons son origine, ses objectifs et l'influence qu'il a exercée sur la scène politique nationale.

1.2 L'origine, l'objectif et l'impact du mouvement FNDC

Les travaux existants consacrés au FNDC soulignent plusieurs éléments essentiels qui permettent de situer ce mouvement dans le paysage sociopolitique guinéen, avant même d'aborder en détail son origine, ses objectifs et ses effets. Les analyses de spécialistes comme Foucher et Bihan, montrent que le FNDC s'inscrit dans une dynamique de mobilisation citoyenne sans précédent dans l'histoire récente du pays.

Premièrement, ces travaux insistent sur le caractère particulièrement novateur du FNDC par rapport aux mobilisations traditionnelles en Guinée. Alors que les contestations politiques ont longtemps été dominées par les partis d'opposition ou par des revendications portées par des syndicats ou des organismes de la société civile, le FNDC rompt avec ce schéma. Ils soulignent que ce mouvement marque une transition vers des formes de protestation plus transversales, capables de dépasser les logiques de loyauté partisane qui structuraient jusque-là une grande partie de l'action collective en Guinée.

Deuxièmement, la littérature met en évidence la composition multi acteurs du mouvement, élément essentiel de sa singularité. Selon Foucher et Bihan (2022), le FNDC rassemble une pluralité d'acteurs rarement réunis dans un même cadre d'action : organisations de la société civile, syndicats, associations de jeunes, collectifs d'activistes numériques, personnalités publiques et formations politiques d'opposition.

Troisièmement, cette configuration hybride lui confère une légitimité citoyenne élargie. Il apparaît, dans les travaux analysés, comme un mouvement dont la légitimité repose sur la défense d'un principe partagé : le respect de la constitution. Foucher et Bihan, insistent sur cet ancrage normatif comme élément distinctif du mouvement. C'est à partir de cette compréhension globale qu'il

devient pertinent d'écrire l'origine du mouvement, les facteurs qui ont conduit à sa création et la manière dont il s'est structuré.

Son avènement a été le résultat d'années de frustration accumulée sous le règne du président Alpha Condé. Il est devenu un sujet de recherche important en raison de son impact sur la politique, la société et la gouvernance en Guinée, ainsi que dans le contexte plus large de la démocratie en Afrique de l'Ouest (Balde, 2020 ; Baldé, 2021 ; Foucher et Bihan, s. d.)

Le FNDC est issu d'un regroupement entre plusieurs organisations de la société civile, des ONG et différents acteurs politiques de l'opposition. Sa genèse repose d'abord sur l'initiative de structures déjà actives dans la défense des droits de l'homme et la promotion de la gouvernance démocratique en Guinée. Parmi les organisations fondatrices figurent la plateforme des citoyens unis pour le développement (PCUD), dirigé par Abdourahmane Sano, qui deviendra coordinateur du mouvement, l'Association des blogueurs de Guinée (Ablogui), représentée par Abdoulaye Oumou Sow, l'ONG « Protégeons les droits de la personne » d'Ibrahima Diallo, ainsi que le Balai citoyen de Sékou Koundouno. À ces acteurs s'ajoutent des partenaires issus de mouvements citoyens d'Afrique de l'Ouest, notamment « Y'en a marre » du Sénégal et le « Balai citoyen » du Burkina Faso, qui ont apporté un appui stratégique et symbolique à la structuration du mouvement.

Ensuite, il élargit sa base en forgeant une alliance avec les principaux partis politiques d'opposition : l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) de monsieur Cellou Dalein Diallo, le Parti des Démocrates pour l'Espoir (PADES) de monsieur Ousmane Kaba, le Parti de l'Espoir pour le Développement National (PEDN) de Monsieur Lansana Kouyaté et l'Union des Forces Républicaines (UFR) de monsieur Sidya Touré. Ces formations, dirigées pour la plupart par d'anciens Premiers ministres ayant des ambitions présidentielles affirmées, partagent un intérêt commun : l'élection d'Alpha Condé pour un troisième mandat en 2020 réduirait considérablement leurs chances de conquérir le pouvoir, les contraignant à attendre une nouvelle élection pour espérer accéder à la magistrature suprême.

Son émergence s'inscrit dans un contexte de multiplication des signaux laissant présager une volonté gouvernementale de modifier la constitution de 2010⁶. Face à l'ouverture annoncée d'un débat institutionnel sur un éventuel troisième mandat, les organisations fondatrices ont estimé indispensable de constituer une plateforme unifiée. C'est ainsi qu'en avril 2019, elles officialisent la création du FNDC en mettant en réseau des acteurs jusque-là dispersés, mais réunis par un même objectif : empêcher toute révision constitutionnelle permettant au président Alpha Condé de prolonger son mandat.

La structure dirigeante du FNDC repose sur une coordination nationale, chargée d'assurer la représentation publique du mouvement, de définir les positions politiques et de superviser la communication. À la tête de cette instance se trouve Abdourahmane Sano, ancien ministre et figure de la société civile. Il est accompagné de plusieurs coordinateurs régionaux. La prédominance d'acteurs issus de la société civile au sein de l'équipe dirigeante contribue à renforcer l'image du FNDC comme un mouvement citoyen plutôt que partisan. Il bénéficie également d'un soutien étendu et pluriel. Outre les organisations fondatrices, la diaspora guinéenne, particulièrement active en Europe, au Canada et aux États-Unis, apporte également un soutien matériel et symbolique. Elles participent ainsi à l'élargissement de l'espace public au-delà des frontières nationales (Keck et Sikkink, 2014 ; Tarrow, 2005).

Dans le cas du FNDC, plusieurs analyses montrent que la diaspora guinéenne a joué un rôle actif à travers l'usage des réseaux sociaux numériques, en particulier Facebook, pour relayer les appels à la mobilisation et maintenir la visibilité du mouvement (Diallo, 2019 ; Foucher et Bihan, s. d.). Ces pratiques rejoignent les travaux sur les mobilisations numériques et transnationales, qui mettent en évidence la capacité des diasporas à renforcer la résilience des mouvements sociaux face à la censure, à la répression et aux coupures d'Internet (Bernal, 2014 ; Brinkerhoff, 2009). Cette dimension diasporique, encore marginalement abordée dans la littérature consacrée au

⁶ La constitution de 1990 est suspendue après la mort du président Lansana Conté le 22 décembre 2008. Un groupe de jeunes officiers, dirigé par le capitaine Moussa Dadis Camara, prend le pouvoir en formant le Conseil National pour la Démocratie et le Développement (CNDD). Après un an de crise, Dadis Camara est blessé dans un attentat le 3 décembre 2009 et doit être soigné au Maroc. À la suite de la médiation du président burkinabé Blaise Compaoré, un accord est signé le 15 janvier 2010. Le général Sékouba Konaté devient président par intérim, et un Conseil national de transition adopte une nouvelle constitution le 19 avril, promulguée le 7 mai 2010, pour organiser une élection présidentielle et rétablir la stabilité.

FNDC, apparaît pourtant essentielle pour comprendre l'articulation entre acteurs locaux et acteurs externes.

Sur le plan organisationnel, le FNDC fonctionne comme une coalition horizontale articulée autour d'un noyau central de coordination. Les décisions stratégiques, telles que l'organisation des manifestations, la définition des messages publics ou la position à adopter face aux événements politiques, sont prises à l'issue de discussions entre les différentes composantes. Les réseaux sociaux numériques constituent un outil essentiel dans ce dispositif : ils servent à diffuser les instructions, publier les communiqués et maintenir une mobilisation continue des sympathisants. Ce mode d'organisation, mêlant coordination centralisée et mobilisation numérique décentralisée, assure au mouvement une grande réactivité et une forte adaptabilité.

Les objectifs qui défendent résultent d'un consensus entre les acteurs qui la compose. Le premier d'entre eux est la défense de la constitution de 2010 et la prévention de toute modification permettant un troisième mandat présidentiel. Autour de cet objectif gravitent plusieurs objectifs complémentaires : sensibilisation citoyenne, organisation de manifestations pacifiques, plaidoyer auprès de la communauté internationale, documentation des violations des droits de la personne et promotion d'une alternance politique respectueuse des principes démocratiques.

Ainsi, une fois ces objectifs clairement définis et partagés au sein de la coalition fondatrice, le FNDC a pu traduire cette vision commune en actions concrètes sur le terrain. Cette convergence stratégique n'a pas seulement renforcé la cohésion interne du mouvement ; elle a également permis de mobiliser des ressources variées et de fédérer un large soutien populaire. C'est précisément cette dynamique collective qui a donné au FNDC la capacité d'amplifier sa présence nationale et internationale.

Cependant, malgré ces succès en matière de mobilisations populaires, des tensions ont commencé à apparaître au sein de l'alliance, principalement autour de la question de la participation à l'élection présidentielle du 18 octobre 2020. Alors que certains membres du FNDC prônaient un boycottage total des élections, d'autres, notamment l'UFDG, ont envisagé de participer pour tenter de changer les choses de l'intérieur.

Cette divergence stratégique s'est cristallisée lorsque l'UFDG a officiellement annoncé sa participation à l'élection présidentielle, en contradiction avec la ligne défendue par une partie du FNDC. Pour les partisans du boycottage, cette décision revenait à cautionner un processus électoral qu'ils estimaient vicié et favorable au régime en place. La rupture entre les deux camps est alors devenue inévitable, fragilisant l'unité de l'opposition guinéenne.

Les effets de cette fracture se sont rapidement fait sentir sur la dynamique de la mobilisation citoyenne. Tandis que le FNDC poursuivait les manifestations et la dénonciation du processus électoral, l'UFDG se concentrait sur sa campagne présidentielle, entraînant une dispersion des forces contestataires. Cette désunion a affaibli la capacité de l'opposition à maintenir un front commun face au pouvoir et a offert au régime une marge de manœuvre accrue pour discréditer les revendications adverses et consolider son emprise politique. Dans ce contexte de fragmentation et d'affaiblissement de la coordination opposante, le pouvoir a pu intensifier sa stratégie répressive à l'encontre des acteurs les plus actifs de la contestation.

En poursuivant ses efforts pour défendre la constitution, le FNDC est progressivement devenu la cible d'une répression sévère. Celle-ci s'est traduite par l'arrestation de ses dirigeants et de ses sympathisants, ainsi que par l'interdiction systématique de ses manifestations par le régime d'Alpha Condé (Sanoh, 2019). Cette répression visait explicitement à étouffer la contestation et à dissuader toute opposition organisée aux tentatives de modification constitutionnelle.

Toutefois, la structure informelle du FNDC, fondée sur un leadership collectif et inclusif, a rendu plus difficile pour les autorités l'identification de cibles uniques à neutraliser. La diversité du leadership, représentant différentes sensibilités politiques et appartenances sociales, a par ailleurs contribué à renforcer la légitimité du mouvement auprès d'une large frange de la population guinéenne.

Face à cette répression accrue, les modalités de mobilisation ont progressivement intégré de nouveaux leviers d'action. En multipliant les publications sur les réseaux numériques et en favorisant également une organisation plus horizontale. Les réseaux sociaux numériques réduisent l'efficacité des méthodes de répression classiques, telles que les arrestations ciblées, le contrôle des médias ou la censure. Cette configuration permet de comprendre en quoi la mobilisation sur

Facebook a constitué un outil important pour le FNDC. Elle a facilité le contournement de la censure, la coordination des protestations malgré la répression et la mise en visibilité des agissements du régime d'Alpha Condé auprès d'un public élargi.

Selon Foucher et Bihan (2022), l'utilisation des RSN pour organiser et mobiliser un soutien national et international en faveur du FNDC fait des réseaux sociaux des plateformes de mobilisation et de sensibilisation en Guinée. Cependant, cette stratégie de mobilisation sur les réseaux sociaux numériques met en lumière la fracture numérique en Guinée. Malgré les avantages de la technologie, une grande partie de la population guinéenne n'a pas accès à Internet ou aux outils numériques nécessaires pour participer pleinement aux activités en ligne.

La lecture de l'origine, des objectifs et de l'impact du FNDC nous montre l'ossature du mouvement. Elle aide également à comprendre combien il a su tirer parti de nouvelles formes de mobilisation, en particulier via les réseaux sociaux numériques. Cependant, pour comprendre la portée réelle de cette mobilisation, il est nécessaire d'examiner les conditions d'accès et les usages des technologies numériques en Guinée. La prochaine étape s'intéressera ainsi à la fracture numérique et à la culture des plateformes, qui influencent directement la manière dont les messages du FNDC ont été diffusés et reçus par la population.

1.3 Fracture numérique et culture des plateformes en Guinée

La fracture numérique, caractérisée par des inégalités d'accès, d'usage et de maîtrise des technologies de l'information et de la communication (TIC) (Granjon, 2011) constitue un défi majeur en Guinée. De nombreux auteurs ont étudié cette question en appliquant des méthodes sociologiques, économiques et politiques (Alexandre *et al.*, 2022 ; Guichard, 2011 ; Klein et Huang, 2014) Pour eux, la fracture numérique est un amplificateur d'inégalités sociales et culturelles préexistantes plutôt qu'un phénomène isolé. C'est-à-dire qu'elle laisse certaines régions en marge du développement technologique. Dans le contexte guinéen, bien que le numérique progresse, des disparités persistent entre zones urbaines et rurales, entre différentes classes sociales et selon les niveaux d'éducation.

La Guinée figure parmi les pays où l'accès au numérique est fortement restreint par plusieurs facteurs. D'abord, les infrastructures technologiques sont insuffisantes. La couverture Internet est inégalement répartie, avec des écarts flagrants entre Conakry, les grandes villes et les zones rurales. Selon les données de Datareportal, « la Guinée comptait, début 2024, 4,87 millions d'utilisateurs d'Internet, avec un taux de pénétration de 33,9 % (agence Ecofin, 2025) ». De plus, le coût élevé des équipements (téléphones intelligents, ordinateurs) et des abonnements Internet constitue une barrière importante pour de nombreux citoyens (Guinée matin.org, 2023).

Les difficultés rencontrées par les mouvements sociaux en Guinée dans l'usage du numérique sont étroitement liées aux inégalités socio-économiques et à la fracture numérique, largement documentées dans les études africaines sur l'accès aux technologies de l'information (*Global information society Watch 2013*, 2013). Les populations à faible revenu disposent d'un accès limité aux appareils numériques et à une connexion Internet stable, tandis que l'analphabétisme numérique demeure élevé, notamment dans les zones rurales. Ces obstacles sont aggravés par un environnement juridique contraignant et des mesures répressives régulièrement mises en œuvre par les autorités guinéennes. Plusieurs organisations internationales, dont le (Business & Human Rights resource centre, 2020) et Freedom House, ont montré que les coupures d'Internet, la censure et les restrictions imposées aux plateformes sociales constituent des instruments de contrôle du gouvernement, entravant la capacité des mouvements à communiquer et à coordonner leurs actions. La surveillance numérique et la répression des activistes en ligne créent un climat d'intimidation, un phénomène également observé par l'International Crisis Group dans plusieurs contextes ouest-africains.

Dans ce contexte, les réseaux sociaux numériques constituent pourtant une infrastructure essentielle pour la mobilisation, comme l'ont montré les travaux sur les mouvements sociaux contemporains en Afrique (Branch et Mampilly, 2015 ; Ekine, 2010). Les plateformes telles que Facebook, Twitter et WhatsApp, permettent une diffusion rapide de l'information et une coordination quasi instantanée des manifestations. Toutefois, la qualité instable de la connexion Internet en Guinée, combinée aux restrictions gouvernementales, compromet souvent ces efforts. Pour pallier ces contraintes, les mouvements sociaux adoptent des stratégies hybrides de communication. Ils diversifient leurs canaux en recourant aux radios communautaires et locales, médias largement accessibles, comme le soulignent les recherches de Mutsvairo (2016) et

organisent des réunions physiques pour toucher les populations exclues du numérique. L'usage combiné des plateformes en ligne et des réseaux de proximité permet ainsi de contourner partiellement la fracture numérique.

Par ailleurs, ces mouvements produisent des contenus téléchargeables et accessibles hors ligne, vidéos, fichiers audio partagés par Bluetooth ou cartes mémoires, afin de diffuser leurs messages au-delà des espaces connectés. Cette circulation horizontale de l'information repose fortement sur les jeunes, dont le rôle a été largement documenté dans les études sur l'activisme numérique en Afrique (Jeunesse et cyberactivisme en Afrique, 2021) Ces jeunes militants, souvent en première ligne des mobilisations, relayent également les informations par transmission orale et par réseaux de sociabilité, assurant une continuité dans la diffusion des messages même en cas de coupure d'Internet. Ces pratiques illustrent la résilience, la créativité et la capacité d'adaptation des citoyens guinéens, déterminés à maintenir les canaux de mobilisation malgré les contraintes techniques et politiques.

Enfin, il convient de souligner que les réseaux sociaux numériques ne fonctionnent pas de manière isolée : leur impact dépend étroitement de leur articulation avec d'autres formes d'activisme médiatique. Les mobilisations du FNDC s'inscrivent dans un écosystème où interagissent médias traditionnels, radios locales, plateformes numériques, réseaux associatifs et actions de terrain. Ce phénomène s'observe dans plusieurs pays africains où la contestation s'appuie sur une combinaison de pratiques en ligne et hors ligne. Les expériences tunisiennes, sénégalaises ou burkinabés, analysées notamment par Mutsvairo (2016) et Tufekci (2017) montrent que le numérique est devenu un outil incontournable pour la revendication citoyenne tout en restant dépendant des infrastructures sociopolitiques locales. Situer la Guinée dans ce cadre continental permet donc de comprendre les spécificités de la mobilisation en ligne du FNDC, tout en montrant que ces dynamiques s'inscrivent dans une tendance plus large à l'échelle africaine.

1.4 Contexte et enjeux de mobilisations numériques en Afrique

Au cours des dernières années, plusieurs mouvements de protestation en Afrique ont illustré de manière concrète le rôle des technologies numériques dans le renouvellement des formes de mobilisation citoyenne. Ces mouvements ont largement investi les réseaux sociaux numériques

pour organiser l'action collective, diffuser des contre-discours et contourner les canaux médiatiques contrôlés par l'État.

Au Sénégal, le mouvement « Y'en a marre », fondé en 2011 par des journalistes et des rappeurs, constitue l'un des exemples les plus emblématiques. Il a souvent utilisé Facebook, Twitter et les plateformes de partage de vidéos pour mobiliser la jeunesse urbaine contre les dérives du régime d'Abdoulaye Wade, notamment dans le contexte du projet de troisième mandat présidentiel. Les réseaux sociaux ont permis au mouvement de diffuser ses messages, de coordonner des actions hors ligne et de créer un sentiment d'appartenance collective parmi les jeunes citoyens (Mobilising the African Youth, 2011).

Au Burkina Faso, le mouvement Le Balai citoyen, créé en 2013, a joué un rôle déterminant dans la mobilisation populaire ayant conduit à la chute du président Blaise Compaoré en 2014. En s'appuyant sur Facebook et Twitter, les leaders du mouvement ont appelé à des manifestations, relayé des informations en temps réel et documenté les violences, contribuant ainsi à maintenir une pression constante sur le régime. L'usage stratégique du numérique a renforcé la capacité du mouvement à fédérer différents groupes sociaux autour d'un objectif commun (Hagberg *et al.*, 2015).

En République démocratique du Congo, le mouvement Lucha (Lutte pour le changement) illustre également l'appropriation citoyenne des outils numériques. Actif depuis 2012, ce mouvement non violent s'est appuyé sur les réseaux sociaux pour dénoncer la corruption, appeler à des actions pacifiques et attirer l'attention de la communauté internationale sur les violations des droits de l'homme. Facebook et Twitter ont servi à amplifier la visibilité de ses actions, notamment dans un contexte de forte répression étatique (Nshokano, 2023)

Ces mobilisations numériques ont trouvé une illustration frappante dans le Printemps arabe. En Tunisie, en Égypte, en Libye et en Algérie, les réseaux sociaux ont facilité les échanges, l'organisation et la diffusion des messages de contestation (Gonzalez-Quijano, 2014 ; Thibaud, 2012). Certains observateurs ont même qualifié ces mobilisations de « révolution Facebook » ou de « révolution Twitter » (Faris, 2012). Toutefois, plusieurs spécialistes soulignent que ces outils n'étaient pas les moteurs fondamentaux des mobilisations. Celles-ci reposaient sur des réseaux

militants préexistants : syndicats, organisations professionnelles, collectifs d'activistes. Pour eux, les RSN servaient principalement à accélérer la diffusion et la mise en réseau de l'information.

Ce débat a donné lieu à une réflexion académique approfondie. Selon Manuel Castells cité par Cuyck (2015) et Tufekci (2017), les plateformes numériques ont facilité la circulation de l'information en contournant la censure. En revanche, Faris (2012) met l'accent sur le profond mécontentement social et sur le rôle clé des acteurs déjà engagés. On observe un lien entre les militants de terrain et les espaces numériques dans ces différents mouvements cités préalablement, ils partagent plusieurs points en commun : une implication massive de la jeunesse, un rôle crucial des activistes et des mouvements citoyens, le soutien de la diaspora dans la circulation des informations, et l'utilisation des RSN pour contourner les médias traditionnels. Ces tendances sont manifestes dans le cas de la Guinée. En effet, de nombreux acteurs qui animent le FNDC aujourd'hui sont issus d'un environnement numérique similaire : blogueurs, militants, collectifs de jeunes, ONG locales et activistes de la société civile (Foucher et Bihan, s. d.). Ils s'inscrivent dans la continuité d'un engagement citoyen numérique transnational.

Cependant, l'appropriation des réseaux sociaux numériques ne se limite pas aux mouvements citoyens. Les régimes autoritaires investissent eux aussi ces espaces afin de contrôler, neutraliser ou détourner les dynamiques contestataires (Tufekci, 2017). Les stratégies étatiques incluent notamment les coupures d'Internet, les campagnes de propagande en ligne, ainsi que l'utilisation de bots et de trolls destinés à saturer l'espace numérique et à désorienter l'opinion publique (Diarra, 2021 ; Ngouana, 2022). Cette cohabitation conflictuelle entre mobilisations citoyennes et dispositifs de contre-mobilisation étatique transforme les réseaux sociaux en véritables arènes de lutte politique, au sein desquelles militants et gouvernements s'affrontent pour imposer leurs cadrages et influencer l'opinion publique (Tufekci, 2017). Cette confrontation numérique s'inscrit plus largement dans une configuration médiatique duale, où se superposent médias traditionnels et réseaux sociaux numériques.

En Guinée, cette dichotomie a été particulièrement visible lors des mobilisations du FNDC contre le projet de troisième mandat d'Alpha Condé. Alors que la Radiodiffusion Télévision guinéenne (RTG), média d'État, cherchait à minimiser, voire à dissimuler, l'envergure des manifestations (Diallo, 2019), les jeunes activistes, les blogueurs, les mouvements citoyens et la diaspora ont

abondamment couvert les événements sur Facebook. Cette situation met en évidence un déséquilibre dans l'information, mais elle reflète également des schémas de mobilisation qui évoluent en fonction des dynamiques politiques et médiatiques.

C'est justement la diversité des contextes et des trajectoires de mobilisation qui incite à éviter les généralisations hâtives. Malgré les défis et les limites rencontrés, il convient de souligner que chaque mouvement social est unique, façonné par les particularités du contexte et les enjeux propres à chaque pays. Bien que de nombreuses études se soient penchées sur les mouvements sociaux en Afrique, la plupart se focalisent sur des régions spécifiques, comme démontré par les recherches de Zeynep Tufekci sur le printemps arabe. Cependant, il est important de noter que l'expérience de la mobilisation dans d'autres régions d'Afrique, notamment les pays du sud du Sahara n'a nullement été abordé par l'auteure.

D'autres recherches axées sur d'autres régions de l'Afrique ont tendance à se pencher sur des cas particuliers propres à chaque nation. Par exemple, les travaux de Bosch et Wasserman (2018); Manirakiza, (2020); Nshokano (2023) et Touré (2017) dont les études ont été citées précédemment. Or, le FNDC est un mouvement hybride qui rassemble des jeunes, des activistes numériques, des organisations de la société civile, la diaspora et des partis politiques. En dépit de son importance et de son impact significatif sur la scène politique guinéenne, il demeure peu étudié dans la littérature académique. Cette lacune peut être attribuée à divers facteurs, notamment les difficultés d'accès aux données et, possiblement, un intérêt encore limité de la communauté universitaire. Pourtant, une analyse approfondie du FNDC est susceptible d'apporter un éclairage précieux sur les mouvements sociaux en Afrique, en mettant en évidence les stratégies de mobilisation, les dynamiques de pouvoir et les effets sociopolitiques propres à ce mouvement.

Dès lors, l'étude du cas guinéen prend tout son sens dans une perspective comparative et analytique plus large. Elle s'intègre pleinement aux tendances globales des mobilisations africaines. Elle révèle toutefois des spécificités liées au paysage politique national, au rôle des jeunes militants, à l'émergence d'activistes issus des mouvements citoyens et à l'engagement décisif de la diaspora. Ces éléments soulignent l'importance d'approfondir l'analyse des liens entre sphères numériques et mobilisations citoyennes. À cet égard, le FNDC peut être considéré comme une illustration

contemporaine des transformations sociopolitiques. C'est dans cette perspective que cette étude trouve sa justification scientifique, communicationnelle et sociale.

1.5 Pertinence scientifique, communicationnelle et sociale

L'étude du mouvement FNDC revêt une importance particulière, non seulement sur le plan scientifique et de la communication, mais surtout sur le plan social, où son influence a été la plus marquante. Bien que ce mouvement soit relativement peu étudié par la recherche universitaire, il demeure l'un des mouvements citoyens qui ont suscité la plus grande mobilisation et la plus longue durée en Guinée au cours des dernières décennies.

Sur le plan scientifique, analyser le FNDC éclaire les dynamiques politiques et sociales qui structurent la société guinéenne. Elle met en évidence les méthodes d'organisation citoyenne, les formes d'engagement collectif et les liens complexes entre la société civile, les institutions et les acteurs politiques. Sur le plan communicationnel, le mouvement illustre parfaitement comment les réseaux sociaux sont devenus des outils indispensables pour organiser des manifestations, diffuser des messages de protestation et coordonner des actions collectives.

C'est sur le plan social que le FNDC révèle toute sa puissance. Le mouvement a profondément marqué la société guinéenne. Il a renforcé la conscience citoyenne, rassemblé des groupes sociaux souvent divisés et donné une visibilité inédite aux revendications démocratiques. Il a permis l'émergence d'une solidarité intergénérationnelle et intercommunautaire. Il a mobilisé de manière simultanée des jeunes, des activistes, des syndicats, des organisations de la société civile et une diaspora très active. Grâce à son envergure et à sa longévité, le FNDC a influencé les formes d'engagement politique. Il a également joué un rôle clé dans le changement du paysage politique en s'opposant efficacement au troisième mandat et en contribuant à un changement de régime.

En d'autres termes, l'analyse du FNDC sert de point d'entrée crucial pour comprendre les profondes transformations sociales qui secouent la Guinée actuelle : l'essor de l'engagement civique, l'émergence des droits civiques, l'expansion des mobilisations numériques et la capacité collective d'influencer l'orientation politique du pays. Elle constitue un enjeu crucial pour saisir

les mutations démocratiques en cours et les nouvelles formes d'action sociale qui redéfinissent l'espace public guinéen.

1.6 Objectif et question générale de recherche

Cette recherche vise à analyser la manière dont le réseau social Facebook a contribué à la transformation des pratiques de mobilisation et d'organisation collective en contexte autoritaire. Il s'agit de réactiver et de reconfigurer certaines formes d'action propres aux mouvements sociaux traditionnels. L'étude de cas du FNDC permettra de comprendre comment l'usage stratégique de cette plateforme numérique a influencé la dynamique de mobilisation du mouvement. Cela se passe dans un contexte sociopolitique guinéen marqué par une forte conflictualité politique et par l'intensification des pratiques répressives de l'État.

Cette étude s'inscrit dans le domaine des recherches sur les mouvements sociaux et la construction du sens. Elle s'appuie sur les « *théories du framing* »⁷ pour analyser les mécanismes par lesquels le FNDC a élaboré, structuré et diffusé des cadres interprétatifs pour justifier la contestation du projet de révision constitutionnelle. Ces cadres permettent de qualifier la situation politique comme une menace pour l'ordre constitutionnel et démocratique, d'identifier les acteurs tenus pour responsables de cette crise et de formuler des appels explicites à l'action collective. Dans cette perspective, Facebook apparaît comme un espace essentiel de production, de circulation et de consolidation de ces cadres, facilitant leur appropriation par des publics socialement et géographiquement diversifiés.

Par ailleurs, l'analyse s'appuie sur la notion de contre-narratif, entendue comme un ensemble de récits alternatifs construits en opposition au discours officiel de l'État. À travers ses publications sur Facebook, le FNDC a développé des narrations visant à délégitimer le projet de réforme constitutionnelle en le présentant comme une rupture avec les principes démocratiques, l'héritage constitutionnel et l'histoire politique nationale. Ces contre-narratifs s'appuient sur des ressources symboliques et émotionnelles fortes telles que la mémoire collective, la fierté nationale et

⁷ La notion de framing est centrale dans l'étude des mouvements sociaux et de la communication politique. Elle désigne le processus par lequel des acteurs construisent et diffusent des interprétations d'un événement, d'une situation ou d'un problème afin de donner un sens particulier, de mobiliser des soutiens et de légitimer une action collective (Cherribi, 2023 ; Goffman, 1974 ; Snow et Benford, 1988).

l'indignation morale afin de renforcer la cohésion interne du mouvement et de susciter l'engagement citoyen.

Dans ce cadre, l'articulation entre mobilisation en ligne et actions hors ligne constitue un enjeu constitutif de l'analyse. Il s'agit de montrer comment les discours et les narratifs diffusés sur Facebook contribuent à structurer, à légitimer et à amplifier les formes de mobilisation hors ligne, malgré un environnement politique marqué par la répression et la restriction des libertés publiques. L'étude entend ainsi contribuer à une meilleure compréhension du rôle spécifique des plateformes numériques dans les dynamiques contemporaines de contestation en Afrique, en mettant en évidence des mécanismes analytiques susceptibles d'être transposés à d'autres contextes politiques comparables.

Pour répondre aux enjeux soulevés par cette problématique, une question de recherche essentielle émerge naturellement : *« Comment le FNDC a-t-il utilisé Facebook pour mobiliser des actions hors ligne contre le changement constitutionnel en Guinée entre 2019 et 2021 ? »*

Cette question générale se divise en plusieurs sous-questions qui permettent d'examiner différents aspects de la mobilisation sur Facebook :

« Comment le FNDC a-t-il utilisé ses publications sur Facebook pour construire des cadres interprétatifs définissant le projet de changement constitutionnel comme une menace pour l'ordre démocratique et constitutionnel guinéen ? »

« Quels contre-récits le FNDC a-t-il développés et diffusés sur Facebook afin de délégitimer le discours officiel de l'État et de remettre en question la légitimité politique et juridique du projet de réforme constitutionnelle ? »

« Quels symboles et quelles émotions (l'indignation, le patriotisme, la mémoire collective et la solidarité) le FNDC utilise-t-il dans les publications sur Facebook pour renforcer l'identité collective du mouvement et encourager l'engagement citoyen ? »

CHAPITRE 2

CADRE CONCEPTUEL

Le premier chapitre a permis de poser la problématique de cette recherche en mettant en évidence le contexte sociopolitique guinéen, l'émergence du FNDC ainsi que les enjeux liés à la mobilisation numérique. Dans ce cas, il est essentiel de s'appuyer sur un cadre conceptuel clair, capable d'offrir les outils théoriques nécessaires à la compréhension des dynamiques à l'œuvre. Ce second chapitre est alors consacré à la présentation de ces concepts et approches théoriques clés qui guident considérablement la partie théorique de ce travail. Il explore donc les concepts de mouvement social, de mobilisation en ligne et retrace l'évolution des théories des mouvements sociaux, des approches traditionnelles aux perspectives contemporaines. En comparant ces théories, nous mettons en lumière leurs différences, leurs points de convergence et l'émergence d'une troisième voie (approche hybride) qui intègrent les éléments essentiels des deux courants.

L'objectif vise à analyser comment les réseaux sociaux numériques (RSN) reconfigurent les dynamiques de mobilisation citoyenne dans un contexte marqué par une forte fracture numérique et le contrôle étatique des médias traditionnels. Il s'agit de comprendre dans quelle mesure les MSN permettent aux acteurs sociaux de contourner les dispositifs de contrôle de l'information imposés par l'État et de produire des contre-discours susceptibles d'influencer l'opinion publique.

Notre étude s'intéresse également aux limites structurelles de cette mobilisation numérique causée par la fracture numérique, ainsi qu'aux stratégies de répression numérique mises en place par les régimes autoritaires pour maintenir leur emprise sur l'espace public médiatique. À travers cette analyse, nous cherchons à construire un cadre théorique solide, capable de contextualiser et d'expliquer les interactions entre technologie et société, ainsi que la manière dont les mouvements sociaux exploitent les outils numériques pour agir et mobiliser.

Pour structurer ce chapitre, il importe d'abord d'expliquer le concept de sphère publique (son évolution historique et sa portée analytique), qui constitue un point d'entrée pour examiner nos concepts et théories cités précédemment.

2.1 Sphère publique: Concept, évolution et portée

Jurgen Habermas (1992) définit la sphère publique comme un espace où les citoyens se rassemblent pour discuter de questions d'intérêt commun et débattre des affaires publiques. Ce concept est important dans son ouvrage « l'Espace public » (1962) cité par Peuch (2023), où il décrit la sphère publique comme distincte de l'État et de l'économie. Cela représente un lieu de production et de circulation de discours qui peuvent critiquer l'État, permettant ainsi aux citoyens d'interagir à travers un discours délibératif et d'influencer les décisions politiques. Habermas insiste sur l'idée que cette sphère doit permettre une participation égale des citoyens, sans exclusion significative, et qu'elle joue un rôle crucial dans le maintien d'une démocratie saine en tenant l'État responsable devant la société (Fraser et Valenta, 2001).

Historiquement, la sphère publique a émergé en Europe aux XVII^e et XVIII^e siècles, sous l'impulsion de l'essor d'une bourgeoisie instruite et de nouveaux moyens de communication, tels que l'imprimerie, la presse et les cafés politiques. Ces espaces ont favorisé la formation d'une opinion publique autonome capable de contester le pouvoir en place (Fraser et Valenta, 2001). Indissociable de la démocratie, la sphère publique constitue un espace de formulation des revendications collectives et de médiation critique entre les citoyens et les institutions, permettant de légitimer ou de contester les décisions publiques. Elle peut ainsi être comprise comme un « support matériel de la circulation des opinions » (Fraser, 2005, p. 123, cité par Ancelovici et Rousseau, 2009).

Avec l'émergence d'une démocratie de masse à la fin du XX^e siècle, Habermas observe que la sphère publique bourgeoise devient moins réalisable ; elle se transforme en un espace où les relations d'intérêt public sont souvent remplacées par des stratégies de communication et de manipulation médiatique, remettant en question son rôle critique par rapport à l'État (Fraser et Valenta, 2001). Cette critique ouvre la voie à une relecture de la sphère publique, particulièrement utile pour analyser les mouvements sociaux contemporains.

Ces derniers entretiennent une relation dynamique et dialectique avec la sphère publique. D'abord, elle constitue pour eux un espace d'émergence. C'est dans les arènes discursives, qu'elles soient médiatiques, communautaires ou numériques, que les citoyens prennent conscience d'injustices

partagées et que des groupes se forment autour de revendications communes. Ainsi, la sphère publique fonctionne comme un incubateur de subjectivités politiques, où les expériences individuelles de domination deviennent des causes collectives.

Les mouvements sociaux transforment alors des problèmes privés en enjeux publics, en mobilisant des récits, des symboles et des arguments pour faire valoir leurs droits. Par exemple : les revendications du FNDC en Guinée ne se sont pas formées en vase clos, mais à travers un débat public critique sur la légitimité du 3^e mandat, notamment sur les médias, les réseaux sociaux et les radios locales. Ce que Nancy Fraser (1990) appelle les « Counter publics » citer par (Espineira, 2015).

Par ailleurs, les mouvements sociaux ne se contentent pas de participer à la sphère publique existante. Ils produisent leurs propres espaces d'expression, appelés souvent sphères publiques alternatives ou subalternes (Pagé, 2015). Ces espaces, forums communautaires, radios locales, réseaux sociaux, lieux culturels permettent à des groupes marginalisés (femmes, jeunes, populations rurales et minorités ethniques) d'échapper au contrôle des sphères officielles, de se faire entendre et de développer une parole politique autonome. Cette multiplicité des sphères publiques remet en question le modèle unique, homogène et bourgeois décrit par Habermas et met en évidence la nécessité de penser les formes plurielles de l'espace public, notamment dans le contexte contemporain (Fraser et Valenta, 2001).

Avec l'expansion du numérique, la relation entre mouvements sociaux et sphère publique se transforme profondément. L'apparition d'une sphère publique numérique bouleverse les modalités de mobilisation. En effet, l'information circule plus rapidement, les réseaux sociaux numériques permettent une diffusion sans beaucoup d'efforts organisationnels, comme l'a montré le printemps arabe en 2010. Cependant, Zeynep Tufekci (2017) démontre que cette dynamique numérique pose un paradoxe. Pour elle, si les mouvements parviennent à envoyer un signal fort (forte visibilité, indignation massive), ils peinent parfois à développer une capacité organisationnelle durable (logistique, ancrage local et négociation politique).

Le numérique peut donc renforcer la portée symbolique des mobilisations sans toujours en assurer la structuration concrète. La sphère publique en ligne, bien qu'elle constitue une avancée

significative pour l'expression et la mobilisation citoyenne, reste marquée par plusieurs limites structurelles, techniques et politiques qui entravent son potentiel démocratique. Cela se fait sentir particulièrement dans les pays autoritaires comme la Guinée.

Pour Habermas (2006), l'un des problèmes principaux de la sphère publique numérique est son incapacité à recréer les conditions de délibération rationnelle, essentielles à l'idéal démocratique. Contrairement à la sphère publique bourgeoise qu'il décrivait dans ses travaux fondateurs, l'espace en ligne est renforcé par les algorithmes de personnalisation et les bulles de filtrage, favorise l'homogénéité des opinions au sein de chaque groupe et limite les échanges contradictoires (Pariser, 2011). Autrement dit, les internautes sont moins exposés à des points de vue différents et voient seulement des contenus qui confirment leurs idées préexistantes, ce qui affaiblit le processus de délibération et la formation d'une opinion publique commune.

Plusieurs travaux démontrent que les algorithmes des plates-formes sont conçus pour maximiser l'engagement, ce qui crée un biais structurel en faveur des contenus sensationnels et émotionnellement chargés. Comme l'explique Zeynep Tufekci (2017), « les logiques algorithmiques de visibilité privilégient les messages capables de susciter une forte réaction émotionnelle (colère, indignation, peur), car ces affects tendent à générer davantage de clics, de partages et de commentaires ». Ensuite, les systèmes de recommandation et de filtrage renforcent les contenus polarisants en exploitant les biais cognitifs des utilisateurs « (*Les biais cognitifs dans les moteurs de recommandation*, 2020 ; Libnanews, 2025 ; Odot, 2024 ; S.H, 2025) ». Un rapport du Belfer center (Technology Primer, (2022) rappelle aussi que les modèles de recommandations déployés par les plates-formes sont optimisés pour prédire la probabilité d'engagement et tendent donc à surreprésenter les contenus polémiques et émotionnels au détriment d'informations plus nuancées.

En plus de cette faiblesse structurelle, l'Afrique doit faire face à un défi majeur en matière d'inclusion numérique. L'accès à Internet y est inégalement distribué en raison de la fracture numérique (Kouakou, 2015), elle-même liée à la pauvreté, à l'insuffisance des infrastructures technologiques, mais aussi à des facteurs sociaux comme l'analphabétisme ou les disparités linguistiques. Ainsi, l'espace public en ligne demeure largement l'apanage des élites urbaines et instruites, excluant une grande partie de la population des débats et de la participation politique.

Ce déséquilibre réduit la représentativité et la légitimité des mouvements ou campagnes numériques, qui peuvent sembler déconnectées des réalités vécues par les classes populaires ou rurales.

En conclusion, Cette section énonce les principes théoriques de la sphère publique en tant qu'espace de discussion et de controverse sur les questions politiques. Elle montre comment la sphère publique s'est transformée avec l'émergence du numérique, donnant lieu à des arènes multiples et décentralisées. Les médias sociaux y jouent un rôle prépondérant dans la circulation des idées contestataires, la mise en cause de l'autorité politique et la construction de la légitimité de la mobilisation.

Par ailleurs, l'analyse de la sphère publique met en évidence les dynamiques de communication et d'échanges qui façonnent l'espace du débat social et politique. Cependant, comprendre la seule logique de la sphère publique ne suffit pas pour appréhender la manière dont les individus et les groupes se mobilisent dans des contextes de contestation. Alors, nous allons nécessairement compléter cette réflexion par la théorie de l'action collective, qui offre un cadre pertinent pour les mécanismes de mobilisation, les stratégies d'organisation et la dynamique des acteurs impliqués.

2.2 Théorie de l'action collective

La théorie de l'action collective, formulée de manière fondatrice par Mancur Olson dans *The Logic of Collective Action* (2012), cherche à répondre à une question fondamentale : pourquoi des individus rationnels accepteraient-ils de participer à une action collective coûteuse alors qu'ils peuvent bénéficier de ses résultats sans y contribuer directement ? Cette interrogation met en lumière le dilemme du passager clandestin (*free rider*), selon lequel chaque individu est incité à laisser les autres supporter les coûts de la mobilisation tout en profitant des gains collectifs

Pour Olson, l'existence d'une cause juste ou d'un sentiment d'injustice partagé ne suffit pas, à elle seule, à susciter l'engagement. En l'absence d'incitations sélectives, qu'elles soient positives (récompenses matérielles ou symboliques) ou négatives (sanctions, pressions sociales), les individus rationnels ont peu de raisons de s'impliquer. L'action collective apparaît ainsi comme un phénomène fondamentalement problématique, nécessitant des mécanismes spécifiques de mobilisation et de coordination pour surmonter les tendances à la défection.

Olson identifie plusieurs facteurs déterminants dans la capacité d'un groupe à résoudre ce dilemme. La taille du groupe est centrale : plus un collectif est large, plus les risques de passer clandestin augmentent, rendant l'organisation et la discipline collective plus difficiles. La clarté des objectifs, l'existence d'un sentiment d'appartenance partagé et la présence de motivations matérielles ou symboliques renforcent, en revanche, la probabilité d'un engagement durable. Dans cette optique, les mouvements sociaux s'appuient souvent sur des structures organisationnelles (syndicats, partis politiques, associations) ou sur des leaders capables de donner du sens à l'action, de légitimer les sacrifices demandés et de coordonner les efforts individuels.

L'action collective apparaît alors moins comme un phénomène spontané que comme le produit d'un travail stratégique et organisationnel. Elle implique des coûts multiples logistiques, temporels, émotionnels et parfois physiques qui expliquent la participation inégale des acteurs et la concentration de l'engagement autour de noyaux militants. Si l'approche d'Olson repose sur une conception principalement individuelle et rationnelle de l'action, elle a été progressivement enrichie par d'autres courants théoriques.

Des auteurs comme Doug McAdam ont ainsi mis en évidence l'importance du cadrage cognitif, des émotions collectives, de l'identité partagée et des réseaux sociaux dans la décision de s'engager (Raynaud, 2012). L'engagement ne relève plus uniquement d'un calcul coût/bénéfice, mais s'inscrit dans un processus social au sein duquel les normes, les relations interpersonnelles et la reconnaissance symbolique jouent un rôle décisif. Les technologies numériques ont, par ailleurs, transformé les conditions de l'action collective en abaissant les coûts de participation et en facilitant la diffusion des appels à la mobilisation. Si ces formes d'engagement sont plus accessibles et flexibles, elles peuvent également être plus fragmentées et moins durables.

Dans le contexte africain, l'application de la théorie de l'action collective requiert une attention particulière aux logiques communautaires, aux réseaux informels et à la nature spécifique des incitations. Dans des environnements marqués par la pauvreté, la répression politique et la faiblesse des canaux institutionnels de participation, l'engagement ne repose pas uniquement sur la rationalité instrumentale, mais aussi sur des facteurs culturels, moraux et religieux. Les grandes grèves syndicales de 2007 en Guinée illustrent cette dynamique : leur succès s'explique en partie

par la capacité des acteurs à articuler une rhétorique du bien commun et à proposer une alternative morale crédible face au pouvoir politique.

De manière similaire, des mouvements plus récents, comme le FNDC combinent des incitations symboliques fortes (la défense de la Constitution), des liens sociaux denses (réseaux locaux et diasporiques) et une communication stratégique, notamment via les médias numériques, pour encourager l'engagement malgré les risques encourus. La théorie classique de l'action collective offre ainsi un cadre analytique essentiel pour comprendre les ressorts de la mobilisation, en mettant en avant les notions de rationalité individuelle, d'incitations et de coûts de participation (Olson, 1996).

Toutefois, ces fondements gagnent à être replacés dans une perspective théorique plus large. Les approches marxistes de l'action collective et les théories critiques des mouvements sociaux proposent une lecture alternative, centrée sur les rapports de classe, les conflits structurels et les tensions économiques et politiques qui sous-tendent les mobilisations. Cette évolution théorique, abordée dans la section suivante, permet de dépasser les limites d'une approche strictement individualiste et de mieux saisir les dynamiques collectives dans des contextes africains marqués par des inégalités structurelles et des trajectoires historiques spécifiques.

2.3 Théorie de l'action collective marxistes et théories des mouvements sociaux : évolutions, divergences et transformations

Si la théorie de l'action collective permet d'analyser les mécanismes de coordination et de mobilisation des acteurs, elle ne suffit pas à elle seule pour comprendre la complexité et l'évolution des mouvements sociaux contemporains. Les approches marxistes et les théories des mouvements sociaux offrent, à cet égard, des perspectives complémentaires, en mettant l'accent sur les rapports de force, les structures sociales et les transformations historiques.

Ces théories offrent deux points de vue notables pour comprendre les dynamiques collectives de contestation. Toutes deux visent à révéler les structures de pouvoir et à expliquer les conflits sociaux, mais elles diffèrent largement par leur point de vue, leur approche et leur vision de la société et du changement. Les théories marxistes reposent sur une analyse des structures économiques et des rapports de production (Larose, 2003). Les théories des mouvements sociaux,

quant à elles, ont émergé avec l'évolution des luttes sociales et mettent l'accent sur la culture, l'identité, les ressources, les opportunités politiques et les dimensions symboliques de la mobilisation (Noiseux, 2004).

Les théories marxistes classiques, fondées sur les travaux de Marx et enrichies par les traditions critiques du XXe siècle, considèrent que les mouvements sociaux émergent des contradictions internes du système capitaliste. Selon cette théorie, l'histoire est guidée par la lutte des classes entre la bourgeoisie (qui possède les moyens de production) et le prolétariat (la main-d'œuvre exploitée) (Noiseux, 2004). La mobilisation sociale est ainsi vue comme un processus historique inévitable, où les classes opprimées prennent conscience de leur situation et s'organisent pour renverser les rapports de domination. Ce modèle a été une source d'inspiration pour de nombreux mouvements ouvriers et révolutionnaires au XXe siècle, comme la lutte pour l'indépendance en Afrique peu après la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945).

Cependant, il montre des faiblesses majeures lorsqu'il s'agit d'analyser les luttes sociales actuelles. Tout d'abord, il tend à simplifier toute mobilisation en un simple conflit de classe, en négligeant ainsi d'autres formes d'oppression, comme celles basées sur le genre, la race, la sexualité ou la culture. Ensuite, il repose sur une vision téléologique de l'histoire axée sur la révolution qui ne reflète pas la diversité des formes d'engagement observées aujourd'hui. Bref, son accent sur les déterminismes économiques limite sa capacité à comprendre les dimensions subjectives, culturelles et émotionnelles des mobilisations sociales.

C'est dans cette période de crise que les théories des mouvements sociaux ont vu le jour, notamment à partir des années « 60 » (Farro, 2000), en réponse à l'essor de mobilisations qui ne suivaient pas les schémas classiques de lutte des classes : luttes féministes, anticoloniales, environnementales, LGBTQ plus et étudiante. Ces nouveaux types de contestation ont amené des penseurs comme Alain Touraine, Alberto Melucci, Jurgen Habermas ou encore Charles Tilly à réviser le cadre théorique existant. Leurs recherches ont aidé à démontrer que ces mouvements peuvent être initiés par des identités collectives spécifiques, basées sur des valeurs culturelles, des revendications symboliques et un besoin de reconnaissance, en dépassant ainsi les simples intérêts économiques.

Les théories des mouvements sociaux (TMS) voient ces mouvements comme des créateurs de sens et non simplement comme des outils révolutionnaires. Par exemple, dans les travaux portant sur les « nouveaux mouvements sociaux : débat autour du texte d'Alberto Melucci », les auteurs pensent que les mouvements sociaux n'ont pas forcément pour but de prendre le pouvoir, mais plutôt de transformer les normes sociales, les représentations collectives ou encore de promouvoir des modes de vie alternatifs (Hamel *et al.*, 2016).

L'examen des théories marxistes de l'action collective et des théories des mouvements sociaux, dans leurs évolutions et leurs divergences, permet de saisir les principaux cadres analytiques qui ont structuré l'étude des mobilisations collectives. Les approches marxistes offrent une lecture centrée sur les rapports de domination, les inégalités structurelles et les conflits politiques et économiques qui constituent le socle des contestations sociales. Les théories plus récentes des mouvements sociaux, quant à elles, déplacent l'attention vers les processus de mobilisation, les ressources organisationnelles, les opportunités politiques et les dynamiques interactionnelles entre acteurs. Ensemble, ces perspectives fournissent des outils essentiels pour comprendre pourquoi des mobilisations émergent et comment elles se transforment en action collective organisée.

Toutefois, ces cadres théoriques ont été élaborés principalement à partir d'expériences occidentales, marquées par des contextes institutionnels relativement stabilisés, une forte structuration des organisations militantes et un accès plus large aux espaces publics et médiatiques. Or, les réalités africaines se caractérisent par des trajectoires historiques singulières, des systèmes politiques souvent marqués par l'autoritarisme, le contrôle de l'information, ainsi que par des formes de mobilisation où coexistent des actions formelles et informelles. Dans ce contexte, l'application mécanique de ces théories risque de masquer certaines spécificités essentielles des mobilisations africaines.

Le cas du FNDC illustre précisément la nécessité d'une telle relecture théorique. Ce mouvement s'inscrit à la fois dans des logiques structurelles de contestation du pouvoir, que les approches marxistes permettent d'éclairer, et dans des dynamiques organisationnelles et stratégiques analysées par les théories des mouvements sociaux. Cependant, son mode de mobilisation, fortement appuyé sur les réseaux sociaux numériques, sur l'engagement des jeunes et sur l'implication de la diaspora, révèle des formes d'action collective qui dépassent les cadres

classiques. L'usage de Facebook comme espace de coordination, de visibilité et de contournement des médias contrôlés par l'État montre comment les mobilisations africaines contemporaines recomposent les rapports entre acteurs, ressources et opportunités.

Ainsi, pour comprendre pleinement l'objet de cette recherche, il est nécessaire d'articuler ces traditions théoriques à des approches plus attentives aux contextes africains et aux changements numériques de l'action collective. Cette réflexion ouvre la voie à la section suivante, consacrée aux mouvements sociaux et aux théories de la mobilisation. Ces approches permettront d'analyser plus finement les mécanismes concrets par lesquels des acteurs comme le FNDC construisent, maintiennent et diffusent leur action collective dans un environnement politique et médiatique contraint.

2.4 Mouvements sociaux

Malgré les tentatives de démocratisation en Afrique, marquées par des coups d'État, des conflits armés ou des compromis politiques, les résultats ont souvent été limités (Guèye, 2009). La démocratie, envisagée uniquement sous un angle institutionnel, s'est avérée être un mirage (Van De Walle, 2009). Les mouvements sociaux émergent comme des acteurs essentiels pour stimuler la démocratisation, mais ils doivent relever des défis considérables. Malgré ces difficultés, ces mouvements « ont permis de montrer à la fois qu'il y a une forte aspiration irréversible à la démocratie d'une part, et un souhait de passage de témoin entre les générations pour une réelle souveraineté des peuples d'autre part » (Tamekem Ngoutsop et Sarr Modiane, 2018).

Le concept de mouvement social a suscité un vaste champ de recherche interdisciplinaire au sein des sciences sociales. Diverses définitions ont émergé pour caractériser ces phénomènes. D'après Neveu, « le mouvement social est un agir-ensemble intentionnel, marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert. Cet agir-ensemble se développe dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt matériel ou d'une cause » (Neveu, 2019). Cette conception met l'accent sur l'action collective en tant qu'initiative délibérée et intentionnelle qui implique un désir d'agir ensemble pour atteindre un objectif commun. Il s'agit d'une croyance partagée en une cause ou un objectif qui caractérise les membres. En outre, le concept de délibération se

reflète également dans les mouvements sociaux, dont les membres travaillent en étroite collaboration pour planifier et mettre en œuvre leurs actions de manière coordonnée.

Dans le domaine de la sociologie politique, la théorie de la nouvelle sociologie proposée par Alberto Melucci dans les années 1980, met en évidence la dimension culturelle du phénomène. Pour lui, les mouvements sociaux sont des « processus de création de sens » où les acteurs sociaux négocient et créent de nouveaux sens en réponse au changement social (Melucci, 2002). « Ils peuvent être compris comme des actions collectives délibérées dirigées contre des acteurs antagonistes impliqués dans un champ commun de conflits liés au contrôle de l'orientation culturelle de la vie sociale » (Vahabzadeh, 2001). Cette définition souligne l'importance des luttes symboliques et culturelles, mettant en lumière le rôle de la contestation et de la négociation dans la production du sens au sein de la sphère sociale.

Melucci enrichit ainsi la compréhension des mouvements sociaux en les considérant comme des processus complexes d'interaction et de confrontation dans lesquels interagissent les questions culturelles, économiques et politiques qui vont au-delà d'une analyse marxiste de classe toute seule. Dans cette perspective, les idées de Neveu et Melucci présentent des similitudes dans plusieurs aspects de leurs définitions.

Le concept de mouvement social prend une dimension particulière lorsqu'on l'applique au contexte africain. Contrairement aux hypothèses classiques qui supposent souvent des organisations rigides et hiérarchiques, les mouvements sociaux africains se caractérisent par des dynamiques de mobilisation plus fluides et diversifiées. Comme le souligne Banegas (1993), « les mouvements sociaux africains ne s'appuient pas toujours sur des groupes structurellement solides mais sur des réseaux flexibles et adaptables ».

Dans cette dynamique, Bekkaj (2020) définit les mouvements sociaux en Afrique comme « des expressions collectives, des protestations et des revendications qui émergent en réponse à l'injustice, aux inégalités ou à l'oppression politique, sociale, économique ou culturelle ». Cette définition est profondément influencée par les réalités sociopolitiques spécifiques aux États africains. Nous pouvons dire ici que les théories élaborées par des auteurs comme (McAdam, 2000 ;

Melucci, 2002 ; Neveu, 2019), bien qu'utiles, ont été pensées dans des contextes occidentaux et non africaine.

Quant aux ressources communicationnelles de la sphère publique africaine, elles se distinguent également de celles des sociétés occidentales en raison de contraintes structurelles, politiques et culturelles. Alors que l'espace public occidental est largement façonné par des médias diversifiés, institutionnalisés, protégés par des cadres juridiques solides (liberté de la presse, pluralisme médiatique, indépendance des régulateurs), les sociétés africaines doivent composer avec des sphères publiques fragmentées, souvent sous contrôle étatique (Bayart, 2006).

Dans ce paysage médiatique contrasté, les réseaux sociaux numériques (RSN) ont émergé comme de nouvelles ressources communicationnelles capables de redéfinir les formes d'expression publique et les dynamiques de mobilisation citoyenne. Elles favorisent une communication plus horizontale, interactive, participative, en rupture avec les formes centralisées et hiérarchisées des médias classiques.

Toutefois, ces usages numériques ne fonctionnent pas de manière isolée, ils coexistent avec d'autres formes de médiation sociale comme l'oralité, les radios communautaires ou les réseaux interpersonnels dans un espace public hybride (Cheval, 2005 ; De Bembereke, s. d.). Ce caractère composite de la communication publique en Afrique reflète une condition postcoloniale dans laquelle les logiques de domination, de résistance et d'adaptation cohabitent. Afin de bien comprendre les mouvements sociaux en Afrique, ces cadres théoriques doivent être adaptés pour prendre en compte les spécificités locales. Elles ne peuvent être réduits à des schémas prédéterminés. Elles reflètent l'adaptabilité, la créativité et méritent d'être étudiés en tenant compte du contexte historique, culturel et politique propre au continent africain.

Si l'analyse des mouvements sociaux en Afrique met en évidence leur rôle dans la contestation politique, la production de sens et la construction de narratifs légitimateurs, elle ne suffit pas à expliquer, à elle seule, les conditions concrètes de leur émergence, de leur organisation et de leur pérennité. Ressources comment ces acteurs collectifs parviennent à transformer des revendications symboliques et identitaires en actions soutenues implique de s'intéresser aux ressources

matérielles, organisationnelles et communicationnelles dont ils disposent, ainsi qu'aux stratégies mises en œuvre pour les mobiliser.

C'est précisément dans cette perspective que s'inscrit la théorie de la mobilisation des ressources, qui prolonge l'analyse des mouvements sociaux en déplaçant l'attention des seules motivations idéologiques ou culturelles vers les capacités organisationnelles (réseaux de soutien, leadership, financements) ainsi que les canaux de communication mobilisés par les acteurs. Cette approche permet de comprendre pourquoi certaines mobilisations parviennent à s'institutionnaliser et à durer, tandis que d'autres demeurent éphémères, malgré des revendications largement partagées.

Dans le contexte africain, cette grille de lecture revêt une importance particulière. Les contraintes structurelles, la répression étatique et la faiblesse des ressources formelles poussent les mouvements sociaux à développer des stratégies alternatives. Celles-ci reposent sur des ressources informelles, des solidarités communautaires, des réseaux diasporiques, et, de plus en plus, sur les ressources offertes par les médias sociaux numériques. La section suivante, consacrée à la théorie de la mobilisation des ressources, permettra ainsi d'analyser de manière plus fine les mécanismes par lesquels les mouvements sociaux africains transforment leurs discours, leurs identités et leurs revendications en capacité d'action collective effective.

2.4.1 Théorie de la mobilisation des ressources

Après avoir présenté les caractéristiques générales des mouvements sociaux et leur inscription dans des dynamiques discursives, identitaires et revendicatives, il convient désormais d'examiner les mécanismes concrets qui conditionnent leur efficacité et leur capacité à durer. À cet égard, la théorie de la mobilisation des ressources constitue un cadre analytique particulièrement pertinent pour comprendre comment les mouvements transforment des aspirations collectives en capacité d'action effective.

En effet, la théorie de la mobilisation des ressources, élaborée aux États-Unis dans les années 1970, propose une analyse pragmatique et tactique des mouvements sociaux. Elle se concentre sur l'organisation et l'utilisation des ressources existantes (Neveu, 2011). Cette approche met en évidence l'importance de la structure, qu'elle soit formelle ou informelle, dans le processus de mobilisation des ressources.

La théorie identifie différents types de ressources mobilisables. Il s'agit entre autres de ressources matérielles, comme le financement et les infrastructures, de ressources humaines, formées de militants, d'experts et de leaders charismatiques, ainsi que de ressources organisationnelles, qui incluent les structures, les réseaux et la maîtrise de la communication ou de la gestion de campagnes. Elle soutient que la clé du succès d'un mouvement réside dans sa capacité à structurer, à planifier et à poursuivre ses actions sur le long terme (Pizzorno, 1990).

En ce sens, les organismes de la société civile, les ONG, les syndicats, les communautés expatriées et les groupes informels ont un rôle crucial à jouer dans l'acquisition et la gestion de ces ressources. Un aspect fondamental de cette théorie est l'idée que les mouvements sociaux ne sont pas essentiellement spontanés, mais plutôt le résultat de stratégies réfléchies d'accumulation et d'utilisation de ressources. Elle s'oppose ainsi aux théories précédentes qui les voyaient comme irrationnels ou spontanés. Cela explique pourquoi certains mouvements parviennent à perdurer, à influencer le programme politique ou à obtenir des concessions, tandis que d'autres échouent rapidement par manque de moyens.

La logique d'efficacité y est dominante, dans la mesure où l'action collective devient un processus rationnel et soigneusement calculé. Elle est alors comparable à une entreprise dans laquelle il est nécessaire de convaincre des sympathisants, d'obtenir des financements, de gérer des coalitions et de s'adapter à l'environnement du « marché » politique. Néanmoins, cette théorie a suscité plusieurs critiques, entre autres parce qu'elle aurait tendance à minimiser les aspects symboliques, culturels et identitaires de l'action collective. En mettant l'accent sur les aspects structurels et rationnels, elle risque d'écarter l'importance des émotions, des récits inspirants, des identités collectives et du sens donné à la lutte.

James Jasper (1998) et Alberto Melucci (1996) ont mis en évidence ces aspects immatériels. Selon ces auteurs, l'engagement dans une mobilisation ne se limite pas à la recherche de résultats concrets, il est également influencé par la défense de valeurs, l'affirmation d'une identité ou le sentiment d'appartenance à une cause. Dans les contextes numériques ou autoritaires, comme celui de l'Afrique, cette théorie demeure utile pour comprendre comment des mouvements tels que « balai citoyen » au Burkina Faso, « Y'en a marre » au Sénégal et « FNDC » en Guinée parviennent à subsister malgré la répression.

En ce qui concerne le FNDC, cette approche permet de comprendre comment le mouvement a compensé son accès limité aux médias traditionnels et son absence de structures fortement institutionnalisées en investissant de manière raisonnable les plateformes numériques, en particulier Facebook. Celui-ci a servi à la fois de ressource informationnelle et organisationnelle. Il a permis la coordination, la diffusion rapide de messages politiques et la construction d'un répertoire d'action collective adapté au contexte guinéen. Dans un contexte marqué par la répression, l'utilisation de Facebook s'avère une stratégie de mobilisation efficace pour accroître la visibilité, le soutien et la capacité d'organisation des mouvements (Earl et Kimport, 2011 ; Tufekci, 2017).

Ainsi, dans cette étude, la théorie de la mobilisation des ressources sera utilisée pour éclairer le rôle de Facebook comme une ressource stratégique dans l'action du FNDC. Elle mettra en évidence la manière dont cette plateforme facilite la structuration du mouvement, la diffusion d'informations militantes et l'exécution d'un répertoire d'action collective spécifique aux mouvements sociaux en Afrique.

Toutefois, si la disponibilité et la gestion des ressources constituent des conditions essentielles de l'efficacité de l'action collective, elles ne suffisent pas à expliquer à elles seules les trajectoires des mobilisations. En effet, les mouvements évoluent également dans des environnements politiques en constante évolution, qui sont marqués par des ouvertures, des contraintes et des rapports de force spécifiques. C'est précisément cette dimension contextuelle qui permet d'aborder la théorie des opportunités politiques.

2.4.2 Théorie de l'opportunité politique

La gestion des ressources internes ne permet pas à elle seule d'appréhender la trajectoire d'un mouvement social. C'est pourquoi la théorie de l'opportunité politique apporte un éclairage complémentaire en mettant en évidence le rôle des structures de pouvoir, des contextes politiques et des moments propices qui favorisent ou freinent la mobilisation.

La structure des opportunités politiques (SOP) est un concept qui permet de mieux comprendre les conditions d'émergence des mouvements sociaux. « Elle met en avant le contexte politique comme un facteur clé influençant positivement ou négativement ces mobilisations » (Fillieule et Mathieu,

2020). La théorie a été proposée en 1982 par Doug McAdam, qui l'a systématiquement appliquée dans son étude des évolutions du mouvement des droits civiques aux États-Unis entre 1930 et 1970.

Pour McAdam, « les opportunités politiques sont influencées par des facteurs tels que l'ouverture institutionnelle, les changements dans les alignements politiques, etc., les alliances politiques, les divisions entre les élites et la capacité de l'État à répondre aux revendications ». « Il souligne également que ces opportunités ne peuvent être définies a priori, car elles dépendent de divers événements ou processus sociaux susceptibles de modifier le calcul des structures de pouvoir politique ». (Ancelovici et Rousseau, 2009).

Sidney Tarrow insiste tout particulièrement sur le caractère évolutif et fluctuant des opportunités politiques, en soulignant que l'efficacité des mouvements sociaux repose sur leur capacité à identifier, interpréter et exploiter ces moments d'ouverture afin d'amplifier leur portée et leur impact. Selon lui, les périodes de crise politique ou d'instabilité créent des moments propices à l'action collective, car elles affaiblissent la capacité de répression de l'État et favorisent la mobilisation (Colmard, 2015).

Dans son ouvrage « power in movement », il met en avant l'idée que ces mouvements ne surgissent pas de manière spontanée, mais qu'ils émergent lorsque des conditions politiques favorables créent des fenêtres d'opportunité pour l'action collective (Tarrow, 2022). C'est ce qu'il appelle la structure d'opportunité politique, un concept qui désigne l'ensemble des facteurs externes qui influencent la mobilisation, comme l'ouverture ou la fermeture du système politique, les divisions au sein des élites, ou encore l'existence d'alliés influents. Plutôt que de se concentrer uniquement sur les ressources internes des mouvements, Tarrow montre que leur succès dépend largement de leur capacité à exploiter ces opportunités et à s'adapter aux changements du contexte politique.

Toujours dans son analyse des mouvements sociaux, il introduit la notion de cycles de protestation, où une première mobilisation réussie entraîne une vague plus large de contestations (Tarrow, 2022). Un des concepts qui décrit comment les mobilisations tendent à suivre un schéma récurrent: une période d'intensification de l'action collective, marquée par une augmentation des protestations et une diffusion des revendications à d'autres groupes, suivie d'une phase de répression ou de récupération par les institutions. Il insiste aussi sur l'importance des répertoires

d'action collective, une idée empruntée à Charles Tilly (Péchu, 2020), pour montrer que les mouvements adoptent des formes de protestation en fonction du contexte historique et des possibilités offertes par le système politique. Tarrow souligne que les mouvements sociaux acquièrent du pouvoir en construisant des alliances transnationales, en utilisant les médias et en mobilisant les émotions collectives pour renforcer leur cohésion et légitimer leurs revendications.

Charles Tilly adopte une approche historique et structurelle des mouvements sociaux, mettant en évidence le rôle des transformations à long terme dans la politique et l'État (Ancelovici et Rousseau, 2009). Selon lui, les mouvements sociaux ne sont pas des événements isolés, mais des phénomènes ancrés dans des dynamiques historiques plus larges, influencées par les changements institutionnels, économiques et politiques. Il soutient que l'évolution des régimes politiques, notamment leur degré de centralisation, de bureaucratisation et d'ouverture à la contestation, détermine en grande partie les formes et les chances de succès des mobilisations collectives (Ancelovici et Rousseau, 2009). Ainsi, l'histoire des mouvements sociaux est intimement liée aux mutations des structures de pouvoir et aux processus de modernisation des États.

Tilly met aussi en avant l'importance de la capacité répressive ou tolérante des régimes dans la structuration des contestations. Un État autoritaire et répressif limite les formes d'action collective et contraint les mouvements à adopter des stratégies violentes, tandis qu'un État plus ouvert permet l'émergence de formes de protestation institutionnalisées, comme les manifestations pacifiques (Colmard, 2015). En outre, il insiste sur l'influence des évolutions économiques et sociales, soulignant que les transformations du capitalisme, l'urbanisation ou l'essor des classes moyennes façonnent les revendications et les modes d'organisation des mouvements sociaux. Pour Tilly, l'étude des mobilisations doit alors être replacée dans une perspective de longue durée, où l'interaction entre les structures étatiques, les dynamiques économiques et les stratégies contestataires façonnent l'histoire des luttes politiques et sociales.

Dans le contexte des mouvements sociaux en ligne, cette théorie s'adapte pour prendre en compte les nouvelles opportunités offertes par Internet et les réseaux sociaux. Les mouvements sociaux en ligne exploitent ces opportunités de plusieurs façons. Premièrement, ils contournent les médias traditionnels en communiquant directement avec leur public cible, ce qui leur donne un contrôle

accru sur leur message et leur image, sans passer par le filtre des médias traditionnels qui peuvent parfois déformer ou ignorer leurs revendications (Aubin, 2019).

Deuxièmement, en utilisant les plateformes en ligne, ces mouvements peuvent attirer l'attention sur des questions spécifiques et forcer les médias et les politiciens à y répondre, influençant ainsi l'agenda politique et médiatique (Muller dit Woulkoff Estelle et Busson Marine, s. d.). Troisièmement, les réseaux sociaux facilitent l'organisation de manifestations et d'actions collectives en temps réel, permettant une mobilisation rapide et étendue (Kharoll-Ann Souffrant, 2021). Quatrièmement, les mouvements peuvent dépasser les frontières géographiques pour créer des réseaux de soutien internationaux, formant ainsi des communautés (Muller dit Woulkoff Estelle et Busson Marine, s. d.).

Quand on applique cette théorie à l'Afrique, elle souligne l'importance des moments politiques critiques. La mobilisation se produit souvent en réponse à une crise de légitimité des gouvernements en place, à des transitions politiques incertaines, ou à des tentatives de modification de la constitution. En Guinée, par exemple, l'annonce d'un changement de constitution pour permettre un troisième mandat à Alpha Condé a été vue comme une atteinte grave à l'ordre démocratique. Cette crise politique a été une occasion que le FNDC a su saisir, en rassemblant des acteurs variés autour d'un objectif et en devenant une opposition organisée.

Appliquée au cas du FNDC, la théorie de l'opportunité politique s'avère particulièrement pertinente pour analyser le contexte de la contestation du troisième mandat présidentiel en Guinée. La crise de confiance envers les institutions, la révision constitutionnelle controversée, la répression des manifestations, ainsi que la marginalisation des médias traditionnels ont constitué des conditions politiques propices à l'émergence et à la consolidation du mouvement. Ces éléments peuvent être interprétés comme des « fenêtres d'opportunité politique » (Tarrow, 1998), favorisant la mobilisation collective en réaction à la fermeture de l'espace politique formel.

Dans cette recherche, la théorie des opportunités politiques servira ainsi à comprendre comment ces configurations institutionnelles et politiques ont rendu l'usage de Facebook non seulement opportun, mais indispensable. Les réseaux sociaux numériques apparaissent alors comme des

espaces alternatifs de mobilisation permettant de contourner les restrictions informationnelles, de coordonner les actions de protestation (Mcadam *et al.*, 2003).

2.4.3 Processus de cadrage (*framing*)

Après avoir analysé la théorie des opportunités politiques, il est maintenant nécessaire d'étudier les processus interprétatifs par lesquels les mouvements sociaux donnent du sens aux situations qu'ils dénoncent ainsi qu'aux actions qu'ils entreprennent. La théorie du cadrage (*framing*) permet de comprendre comment les acteurs construisent des significations partagées, mobilisent des soutiens et orientent l'engagement collectif. Elle complète ainsi les approches précédentes en mettant l'accent sur la dimension discursive, symbolique et cognitive de la mobilisation.

Le concept de cadrage renvoie aux travaux d'Erving Goffman, pour qui les cadres sont des « schémas d'interprétation » permettant aux individus de percevoir, d'identifier et de donner sens aux événements sociaux (Goffman, 1974). Repris et développé dans le champ des mouvements sociaux par des auteurs comme Snow, Benford et McAdam, le cadrage désigne le travail stratégique par lequel les mouvements construisent des interprétations de la réalité sociale. Ces interprétations visent à rendre une situation problématique, injuste ou intolérable, et de justifier l'action collective (Snow et Benford, 1988).

Dans cette perspective, les mouvements sociaux ne se contentent pas de réagir à des opportunités politiques ou de mobiliser des ressources : ils produisent activement des narratifs, des diagnostics et des discours qui orientent la perception des acteurs et structurent la mobilisation. Le cadrage constitue ainsi un processus dynamique par lequel les leaders, les militants et les organisations sélectionnent certains éléments de la réalité, les hiérarchisent et leur attribuent une signification particulière afin de susciter l'adhésion

La littérature distingue généralement trois dimensions complémentaires du cadrage. Le cadrage diagnostique consiste à identifier un problème social, à en définir les causes et à désigner des responsables. Il permet de transformer une situation perçue comme normale ou inévitable en une injustice politiquement contestable. Le cadrage pronostique renvoie à la formulation de solutions, de revendications et de stratégies d'action jugées légitimes et efficaces. Enfin, le cadrage

motivationnel vise à produire des raisons d’agir, en mobilisant des appels moraux, émotionnels ou identitaires destinés à encourager la participation et à surmonter les coûts de l’engagement (Snow et Benford, 1988)

Ces processus de cadrage jouent un rôle majeur dans la construction des identités collectives. En définissant un « nous » opposé à un « eux », les mouvements sociaux renforcent la solidarité interne et clarifient les lignes de conflit. Le cadrage participe également à la légitimation de la contestation, en présentant l’action collective comme juste, nécessaire et conforme à des valeurs partagées, telles que la démocratie, la justice sociale ou la souveraineté populaire. À ce titre, il constitue un levier essentiel pour délégitimer les discours officiels des autorités et concurrencer les récits dominants produits par l’État ou les élites politiques.

Le cadrage n’est toutefois ni automatique ni univoque. Il s’inscrit dans un champ de luttes symboliques, où différents acteurs mouvements sociaux, gouvernements, médias, organisations internationales cherchent à imposer leurs interprétations de la réalité. L’efficacité d’un cadre dépend de sa résonance culturelle, c’est-à-dire de sa capacité à s’articuler avec des valeurs, des croyances et des expériences préexistantes au sein de la société. Un cadrage efficace est celui qui apparaît crédible, moralement pertinent et émotionnellement mobilisateur.

Dans le contexte africain, les processus de cadrage prennent une importance particulière en raison des contraintes structurelles, de la répression politique et de la fragmentation des espaces publics. Les mouvements sociaux y mobilisent fréquemment des ressources symboliques spécifiques, telles que la mémoire collective, l’histoire des luttes anticoloniales, les références morales ou religieuses, ainsi que l’identité nationale. Ces éléments permettent d’ancrer les revendications dans des registres de sens largement partagés et de renforcer la légitimité de la mobilisation face au pouvoir en place.

Les réseaux sociaux numériques jouent un rôle déterminant dans ces processus. Ils offrent aux mouvements des espaces relativement autonomes pour produire, diffuser et ajuster leurs cadres interprétatifs, en contournant partiellement le contrôle des médias traditionnels. Les plateformes comme Facebook facilitent la circulation rapide des récits, la mise en visibilité des injustices, la dénonciation des violences étatiques et la mobilisation des émotions collectives, telles que

l'indignation ou l'espoir. Toutefois, ces espaces sont également le théâtre de contre-cadrages produits par les autorités, ce qui accentue la dimension conflictuelle du framing.

Appliquée à l'étude du FNDC, la théorie du cadrage permet d'analyser les modalités par lesquelles le mouvement a élaboré, à travers ses publications et ses discours, des cadres interprétatifs spécifiques. Ces derniers présentent le projet de révision constitutionnelle comme une menace directe pour l'ordre démocratique et la souveraineté populaire. Elle permet aussi de comprendre comment le FNDC a élaboré des contre-récits pour délégitimer le discours officiel de l'État, renforcer l'identité collective des militants et encourager leur engagement en dépit des risques.

Ainsi, le processus de cadrage constitue un maillon essentiel entre les opportunités politiques, les ressources mobilisées et les formes concrètes de l'action collective. Il met en évidence le rôle central du sens, des discours et des émotions dans la dynamique des mobilisations. Il offre ainsi un cadre analytique essentiel pour comprendre les mouvements sociaux contemporains, notamment dans les contextes africains caractérisés par des rapports de force politiques asymétriques.

2.5 Mobilisation en ligne

Les outils numériques, et plus particulièrement les réseaux sociaux numériques, occupent désormais une place principale dans les pratiques organisationnelles, communicationnelles et mobilisatrices des mouvements sociaux en Afrique (De Marie Heungoup et Theophilus, 2019). Loin de se réduire à de simples canaux de diffusion de l'information, ils constituent des espaces relationnels au sein desquels les individus interagissent, produisent et font circuler des contenus. Cette dynamique, qualifiée de « média-activisme » par Granjon et Cardon (2013), favorise la construction de liens sociaux, l'émergence de communautés virtuelles et le développement de nouvelles formes de participation citoyenne. Dans la littérature scientifique, ces formes de participation font toutefois l'objet d'interprétations contrastées : certains auteurs les appréhendent comme des pratiques de protestation en ligne, tandis que d'autres mettent l'accent sur la capacité des plateformes numériques à mobiliser rapidement un grand nombre d'individus autour de causes sociales et politiques (Tine et Elhaou, 2015).

C'est précisément cette capacité de mobilisation accélérée et reconfigurée par les infrastructures numériques qui conduit Zeynep Tufekci (2017) à analyser les transformations contemporaines de l'action collective. Selon elle, la mobilisation en ligne a modifié la nature même des mouvements sociaux, en donnant naissance à ce qu'elle qualifie de « mouvements sociaux connectés ». Ces formes de mobilisation, rendues possibles par les plateformes numériques, se distinguent notamment par leur rapidité d'émergence, en contournant les longues phases de préparation caractéristiques des mouvements sociaux traditionnels. Grâce aux outils de messagerie et de diffusion en ligne, un appel à l'action peut ainsi être relayé quasi instantanément auprès de milliers de personnes, à l'échelle nationale comme internationale.

Tufekci (2017) introduit deux notions à ce stade : la « capacité » (capacity) et le « signal » (signal). Ces notions permettent de distinguer l'apparence de la puissance d'un mouvement (sa capacité à présenter une image de sa force et de son importance, tant à ses adversaires qu'à ses futurs membres potentiels) de sa véritable capacité organisationnelle à produire un changement durable. Sa distinction entre signal et capacité soulève des enjeux essentiels dans l'analyse des mobilisations contemporaines, en particulier dans les contextes africains marqués à la fois par la répression étatique, l'essor du numérique et la fragilité institutionnelle. Dans de nombreux cas, les mouvements sociaux parviennent à émettre un signal fort, mais ils ne disposent pas toujours des structures nécessaires pour que ce signal se traduise en changements concrets et durables.

Prenons l'exemple du FNDC en Guinée. Ce mouvement a produit un signal particulièrement puissant entre 2019 et 2020. Il a rassemblé des milliers de manifestants à Conakry et dans d'autres grandes villes, il a aussi mobilisé les réseaux sociaux pour sensibiliser l'opinion publique, même à l'international. Pourtant, malgré cet impressionnant signal, des doutes ont surgi quant à sa véritable capacité lorsque la répression s'est intensifiée, notamment par les arrestations de leaders, les divisions internes, l'exil de figures clés, et la difficulté à maintenir la dynamique après le référendum. Le FNDC possédait bien des structures locales, mais leur fragilité face à un appareil d'État autoritaire s'est révélée.

À l'inverse, la grève syndicale de 2007 en Guinée illustre un équilibre plus fort entre le signal et la capacité. Grâce à leur structure hiérarchique et à leur division en secteurs, les syndicats ont su exprimer des demandes nettes, exercer une pression constante sur le gouvernement et négocier

directement avec les décideurs, tout en maintenant une mobilisation durable. Leur message, bien qu'il n'ait pas été aussi « médiatique » ou numérique, reposait sur une capacité organisationnelle solide et ancrée dans l'histoire.

En effet, de nombreuses études mettent en évidence que l'un des principaux défis des mouvements actuels en Afrique est de transformer un simple signal en une mobilisation durable. Selon Tufekci (2017), lors du Printemps arabe en Tunisie en 2011, Facebook et Twitter ont joué un rôle majeur dans la diffusion d'images et de vidéos des manifestations après l'immolation de Mohamed Bouazizi. Ces publications ont suscité une indignation nationale, ce qui a aidé les mobilisations locales à devenir un mouvement à l'échelle du pays. Les réseaux sociaux ont servi à coordonner les actions et à diffuser des messages dans diverses régions, ce qui a contribué à renforcer l'unité du mouvement.

Dans le contexte guinéen, les travaux de Foucher et Bihan (2022) montrent que Facebook a été principalement utilisé par le FNDC pour diffuser des appels à manifester et organiser des actions sur le terrain. Une publication pouvait rassembler rapidement des milliers de citoyens, ce qui a permis au mouvement de coordonner des actions simultanées dans plusieurs régions. Les auteurs soulignent que cette utilisation de Facebook s'inscrit dans une continuité avec les capacités organisationnelles des mouvements sociaux et des syndicats déjà présents en Guinée, qui ont contribué à structurer et à amplifier la mobilisation.

Enfin, le mouvement « BringBackOurGirls » montre la puissance des campagnes numériques dans un contexte de crise. Ce mouvement a été lancé après l'enlèvement de 276 lycéennes par Boko Haram au Nigeria en 2014. Le hashtag « BringBackOurGirls » a servi à sensibiliser le public et à contraindre le gouvernement nigérian et la communauté internationale à agir (Adebiyi, 2020). En quelques jours seulement, cette campagne numérique a su mobiliser des manifestations locales et attirer des appuis internationaux, y compris celui de Michelle Obama (Lycéennes enlevées au Nigeria, 2014).

Les mouvements sociaux connectés se basent principalement sur des « liens faibles » entre leurs participants, contrairement aux « liens forts » qui caractérisent les organisations traditionnelles. Les « liens faibles », tels que les définit le sociologue Mark Granovetter, (2006) désignent des liens

moins étroits entre des individus, souvent facilités par des interactions en ligne ou des intérêts communs passagers.

Ces liens permettent de mobiliser un grand nombre de personnes qui ne se connaissent pas nécessairement, mais qui partagent un même objectif. Par exemple, des hashtags viraux ou des groupes en ligne peuvent unir des personnes de divers horizons et milieux autour d'un enjeu commun.

En revanche, les mouvements traditionnels, qui se basent sur des « liens forts », reposent sur des relations interpersonnelles profondes, forgées au fil des ans dans des communautés locales, des syndicats ou des associations (Granovetter, 2006). Ces liens profonds au sein des structures traditionnelles renforcent leur solidarité et leur résilience. Cependant, ils ont tendance à restreindre leur capacité à rallier rapidement un vaste public au-delà de leur base habituelle.

Les « liens faibles » des mouvements connectés se révèlent très utiles pour provoquer rapidement une mobilisation, mais ils ont leurs limites. L'absence de hiérarchie et de structure claire peut entraver la planification à long terme et rendre difficile l'élaboration d'une stratégie unifiée (Tufekci, 2017). Par ailleurs, les participants, qui sont souvent liés de manière éphémère par des interactions numériques, peuvent rapidement perdre leur motivation dès que l'objectif est atteint ou que l'attention des médias diminue.

Les mouvements sociaux en ligne représentent un outil puissant de mobilisation et de sensibilisation, mais ils comportent aussi des risques importants. Ceux-ci incluent notamment la rapidité avec laquelle circule la désinformation et l'intensification des tensions entre groupes d'opinions opposées, autant de questions à étayer dans les lignes qui suivent.

2.6 Tension et désinformation en ligne

La sphère publique en ligne semble, au premier abord, être une prolongation de l'idéal de Habermas, un espace de discussion ouvert à tous, basé sur l'utilisation publique de la raison et orienté vers le bien commun. Grâce aux technologies numériques, des voix jadis marginalisées disposent de nouveaux moyens d'expression, rendant visibles des luttes et des identités qui étaient écartées de l'espace public principal. Des contre-publics, selon l'expression de Nancy Fraser (2001).

Cependant, cette promesse fait face à de nombreuses tensions. La sphère publique numérique est profondément fragmentée, éclatée en micro-espaces isolés qui communiquent rarement entre eux. Les logiques algorithmiques des plateformes encouragent la polarisation et la sphère numérique est aussi envahie par des intérêts économiques. Les plateformes sont des entreprises privées qui structurent la visibilité selon l'engagement commercial, ce qui détourne les échanges publics de leur objectif démocratique. Un rapport publié dans Technologie Primer (2022) explique que les réseaux numériques (Facebook, Twitter, YouTube ou TikTok) s'appuient sur des modèles d'apprentissage nourris par des milliards de données comportementales provenant des utilisateurs. Ces modèles ont pour objectif de prévoir la probabilité d'engagement (clics, mentions j'aime, partages), car l'économie de ces plateformes est basée sur l'augmentation du temps passé sur leur service et de l'interaction. Par conséquent, les algorithmes de recommandation mettent systématiquement en avant les contenus les plus susceptibles de capter l'attention, même lorsque leur qualité informative est médiocre ou biaisée.

Ce changement de priorité, qui passe de la délibération à la visibilité algorithmique, transforme profondément la manière dont les causes sont rendues publiques et défendues. La surveillance numérique, la censure exercée par l'État ou par les algorithmes, ainsi que la collecte de données personnelles, représentent également des menaces sérieuses pour la création d'une véritable sphère publique numérique. Dans le cas guinéen, les espaces numériques sont parfois infiltrés, contrôlés ou manipulés par les autorités, créant un climat de méfiance et d'autocensure qui limite la liberté d'expression tout en facilitant le ciblage des militants et des opposants (admin, 2019).

Les inégalités structurelles de participation dans l'espace numérique méritent d'être soulignées. L'accès à la parole varie selon le genre, le statut social, l'origine ou la compétence numérique. Les activistes provenant de régimes autoritaires, comme ceux du FNDC en Guinée, sont particulièrement exposés à des risques de censure, de harcèlement ou d'effacement algorithmique (admin, 2019). Ces asymétries affaiblissent le caractère véritablement inclusif de la sphère publique en ligne.

Par conséquent, les tensions et la désinformation en ligne révèlent que les réseaux sociaux numériques ne sont pas de simples espaces neutres, mais des environnements façonnés par leur construction technique et leur logique algorithmique. Comprendre pourquoi certains contenus

polarisants ou trompeurs se propagent plus largement nécessite d'examiner les caractéristiques mêmes des plateformes numériques. Le concept d'affordances, qui désigne les possibilités d'action offertes aux utilisateurs par les interfaces et les fonctionnalités techniques, fournit un cadre conceptuel pour éclairer ces dynamiques.

2.7 Notion d'affordance des plates-formes numériques

Les concepts d'affordances, développés par le psychologue James J. Gibson (Luyat et Regia-Corte, 2009) offrent des éclairages précieux sur la compréhension des plateformes numériques. Ces affordances vont au-delà des fonctionnalités techniques prévues par les concepteurs de la plateforme, car ce sont les possibilités perçues par les différents publics qui déterminent leur utilisation réelle. On observe souvent « un écart entre les fonctionnalités initialement incluses dans la conception d'un réseau social ou d'une application et les fonctionnalités réellement reconnues par les utilisateurs » (Hamel *et al.*, 2021).

Selon leur cadre de référence socioculturel, les utilisateurs peuvent ne pas saisir certaines possibilités d'action prévues, ou, à l'inverse, en inventer de nouvelles par un processus d'appropriation créative. La tension entre la conception institutionnelle des plateformes et la refonte de leurs usages par les citoyens se trouve au cœur de l'enjeu de l'espace public numérique. Elle reflète la confrontation entre les visions officielles et les contre-cultures numériques émergentes.

La culture de plateforme est liée aux questions économiques, politiques et civiques concernant la participation, la diffusion des connaissances et la souveraineté culturelle à une époque où les appareils numériques sont devenus essentiels (Bullich et Schmitt, 2019). Elle dépend des relations des individus avec les normes, les règles et les modes d'organisation sociale et culturelle d'un groupe donné. Nos analyses portent sur les affordances des plateformes numériques, qui influencent fortement la manière dont les individus communiquent, se mobilisent, participent et amplifient les mouvements sociaux en Afrique. Les réseaux socionumériques, ces outils technologiques qui permettent de nouvelles formes de mobilisation et de contestation politique, donnent aux mouvements sociaux une plus grande autonomie face à l'État, ce qui rend leur contrôle et leur répression plus complexes (Ngono, 2018).

Il est important de souligner que les opportunités offertes par les plateformes numériques ne suffisent pas à expliquer l'émergence et la dynamique des mouvements sociaux. Ces derniers évoluent dans un contexte sociopolitique plus vaste, marqué par « la revanche des sociétés africaines » face à l'héritage postcolonial étatique (Bayart, 2006). Ainsi, même si les réseaux sociaux apportent incontestablement une nouvelle dimension aux actions des mouvements sociaux en Afrique, ils dépendent toujours des rapports de force et des enjeux propres à chaque contexte local et national.

Au-delà des moyens purement techniques, « les moyens sociaux et culturels entrent également en jeu, les normes, valeurs et pratiques partagées au sein des communautés d'utilisateurs déterminent les possibilités d'action légales ou illégitimes sur ces plateformes » (Hamel *et al.*, 2021). Cette dimension culturelle des affordances revêt une importance particulière dans le contexte africain. La notion « d'affordances » permet d'analyser la complexité de l'interaction entre le contexte sociotechnique d'une plateforme et la diversité de son public. Une compréhension fine de ces dynamiques est cruciale pour concevoir un espace public numérique réellement ouvert, inclusif et émancipateur.

Les opportunités numériques, c'est-à-dire les possibilités et les contraintes offertes par les plateformes, influencent profondément les formes de mobilisation dans les contextes africains. Elles permettent une diffusion rapide de l'information, une coordination horizontale des acteurs et une mise en évidence des causes qui sont souvent ignorées par les médias traditionnels.

Dans un contexte autoritaire, comme celui de la Guinée, leur rôle est crucial : elles contournent la censure et permettent une mobilisation transfrontalière, notamment grâce à la diaspora. Cependant, ces mêmes réseaux sociaux imposent également des limites. Ils favorisent des mouvements de protestation décentralisés, peu structurés, faciles à surveiller en ligne, sujets à une répression ciblée et dépendants des infrastructures technologiques centralisées. Les contraintes d'accès, les inégalités numériques et les coupures d'Internet affectent également la pérennité des mouvements sociaux. Le numérique transforme ces mouvements en leur fournissant un signal puissant (visibilité, propagation rapide, indignation partagée), mais sans toujours établir une capacité organisationnelle solide, selon Zeynep Tufekci (2017).

Cette fragilité structurelle peut réduire leur impact à long terme. D'un autre côté, Granjon souligne « le médiactivisme⁸ », soit la façon dont les activistes deviennent eux-mêmes des producteurs de médias en maîtrisant les formats, les récits et les plateformes. Cela augmente leur influence sur l'agenda et leur autonomie discursive, mais nécessite des compétences et des ressources qui sont distribuées inégalement. Le numérique ne crée pas de nouveaux mouvements sociaux, mais il transforme profondément leurs formes, leurs stratégies et leurs tensions internes.

L'étude des fonctionnalités des plateformes numériques révèle comment leurs caractéristiques techniques influencent les échanges et les manifestations. Cependant, ces dynamiques ne peuvent pas être analysées de manière universelle, car leur utilisation et leur impact varient en fonction des contextes socioculturels, politiques et économiques. Le cas de l'Afrique, où l'on observe des inégalités d'accès aux technologies numériques (fracture numérique), une forte présence sur les réseaux sociaux par le biais des appareils mobiles et une appropriation particulière des plateformes, présente des caractéristiques spécifiques qui méritent une analyse approfondie.

2.8 Spécificité pour le contexte africain

En Afrique, le numérique entraîne un changement dans la manière dont les mouvements sociaux s'organisent. Il accélère considérablement la coordination, qui n'est plus limitée par les contraintes géographiques. Le réseau social Facebook, par exemple, offre des affordances techniques qui permettent de contourner les médias traditionnels souvent pointés du doigt à cause de leur proximité avec le pouvoir.

En s'appuyant sur la notion de médiactivisme énoncée par Granjon et Cardon (2013), on peut affirmer que les militants africains deviennent des producteurs de médias, capables de créer leurs propres récits, visuels, slogans et vidéos pour susciter l'engagement, témoigner et s'opposer. Cette capacité à produire et à diffuser des contenus mobilisateurs représente une ressource numérique

⁸ Médiactivisme : désigne l'ensemble des pratiques qui consistent à utiliser les médias (traditionnels ou numériques) comme instruments d'action collective et de contestation, en vue de produire, diffuser et visibiliser des contre-discours face aux pouvoirs politiques, économiques ou médiatiques dominants (Granjon et Cardon, 2013).

essentielle, puisqu'elle permet de capter l'attention, de construire des identités collectives et de créer une pression morale et symbolique sur les autorités.

À cela s'ajoute la notion de signal développée par Tufekci (2017), selon laquelle les acteurs utilisent le numérique pour générer des signaux forts, des hashtags populaires, ce qui leur donne une visibilité immédiate dans des contextes où l'accès aux médias traditionnels est limité ou interdit.

Cependant, ni Granjon ni Tufekci ne sous-estiment l'influence du numérique. Tufekci, en particulier, souligne que le signal ne suffit pas. Pour elle, un mouvement qui s'appuie uniquement sur la viralité sans développer une « capacité » organisationnelle durable risque de s'écrouler face à la répression ou à l'épuisement.

Cette observation est particulièrement pertinente pour les mouvements sociaux en Afrique, en particulier dans des pays comme la Guinée où l'espace civique est souvent restreint. L'inégalité d'accès aux outils numériques, la surveillance étatique, les coupures d'Internet, mais aussi les divisions internes au sein du groupe des activistes limitent grandement l'organisation en ligne.

Comme l'a souligné Granjon et Cardon (2013), le médiactivisme nécessite des compétences techniques, du temps et des ressources, qui ne sont pas distribuées équitablement. Ainsi, le numérique change la manière de mobiliser et de communiquer, mais il ne remplace pas les structures organisationnelles classiques ni les conditions matérielles et politiques nécessaires à une mobilisation efficace dans la durée. Le défi des mouvements africains consiste donc à combiner signal et capacité tout en prenant en considération les réalités sociales existantes.

La lecture des spécificités du contexte africain montre clairement que, malgré les contraintes techniques et socio-économiques, les plateformes numériques sont devenues des espaces privilégiés de mobilisation et d'expression citoyenne. Cependant, dans de nombreux cas, ces mobilisations ne se limitent pas au numérique ; elles s'articulent avec d'autres formes d'action traditionnelles, telles que les manifestations de rue, les réseaux communautaires ou les relais médiatiques locaux. C'est dans cette connexion entre les actions en ligne et hors ligne que se situe la notion de mobilisation hybride.

2.9 Mobilisations hybrides

Les mouvements sociaux qui emploient à la fois des méthodes de mobilisation en ligne et hors ligne sont désignés sous le terme de « mouvements hybrides ». Ces mouvements allient les méthodes traditionnelles de rassemblement en personne aux outils numériques actuels dans le but d'atteindre leurs objectifs (Beaudet, 2009 ; Janel, 2014). Ils s'appuient sur une véritable alliance entre l'espace virtuel et l'espace tangible. Dans ce type de mobilisation, les deux modèles sont mutuellement interdépendants et se renforcent l'un l'autre. Les actions en ligne servent à rallier les troupes, à coordonner les efforts et à amplifier la portée du mouvement. Les actions physiques, telles que les manifestations, les rassemblements communautaires ou les grèves, donnent corps aux revendications dans l'espace public et renforcent les liens humains, ce qui contribue à la longévité du mouvement. Cette complémentarité est fondamentale dans la logique des mouvements hybrides, contrairement aux mobilisations en ligne, où l'espace numérique demeure dominant.

Janel (2014) définit les mouvements hybrides comme étant capables de fonctionner simultanément dans l'espace physique et l'espace numérique. Cette intégration permet de créer une alliance entre les actions en ligne et hors ligne, renforçant ainsi leur stratégie de communication et de mobilisation. Par exemple, des campagnes en ligne sur les réseaux sociaux peuvent sensibiliser et mobiliser rapidement un grand nombre de personnes. Les manifestations physiques, quant à elles, permettent de concrétiser ces mobilisations dans l'espace public. Cette combinaison permet aux mouvements de surmonter les défis logistiques et répressifs.

Les manifestations organisées par le FNDC en Guinée, qui combinent des appels en ligne et des rassemblements de rue, illustrent l'interaction entre ces deux espaces. Les mouvements hybrides adoptent une structure organisationnelle souple, ce qui leur permet de s'adapter rapidement aux changements de contexte ou aux opportunités. Contrairement aux mouvements traditionnels, leur organisation horizontale et décentralisée favorise une réactivité immédiate face aux nouvelles situations (Granjon, 2022). Cette flexibilité leur permet de réorienter leurs stratégies, de répondre à la répression ou d'exploiter des fenêtres d'opportunité, telles qu'un événement marquant (comme une campagne ou une décision politique controversée) (Giasson *et al.*, 2018).

La diversité tactique permet aux mouvements sociaux de toucher un public plus large et d'impliquer différents groupes sociaux. Le mouvement « Printemps arabe » a utilisé des campagnes numériques pour attirer une attention internationale tout en organisant simultanément des manifestations massives dans les grandes villes de différents pays. Grâce à leur viralité, les plateformes numériques permettent aux mouvements de toucher des publics nationaux et internationaux, même si leurs ressources sont limitées. Les hashtags, les vidéos virales ou les retransmissions en direct sur les réseaux sociaux renforcent leur visibilité et attirent l'attention des médias internationaux. Cette augmentation de la portée est nécessaire pour exercer une pression sur les autorités et obtenir un appui international, comme cela s'est produit dans le cas du mouvement « BringBackOurGirls » au Nigeria en 2014 (Adebiyi, 2020).

En associant des marches physiques et des mobilisations en ligne, les mouvements hybrides parviennent à maintenir l'engagement des participants sur la durée. Les plateformes numériques deviennent des points de rencontre constants où s'échangent des informations, des discussions et des plans d'action. Cette synergie entre le monde réel et virtuel renforce les liens entre les individus et évite l'épuisement des mobilisations, même lorsque les manifestations de rue sont moins visibles.

Ainsi, si les technologies numériques offrent de nouvelles possibilités pour les mouvements sociaux africains, leur impact dépend fortement du contexte politique et social de chaque pays (Moskolai, 2024). Pour être efficaces, ces mouvements doivent tenir compte de divers enjeux et élaborer des stratégies adaptées aux réalités locales, tout en exploitant les avantages que procurent les technologies numériques. C'est-à-dire privilégier les rencontres en personne, les discussions communautaires et les rassemblements locaux.

La forme hybride d'organisation permet une mobilisation plus résiliente et adaptée aux contextes politiques et sociaux variés du continent africain. Elle offre une flexibilité face aux défis sécuritaires ou logistiques, permettant aux militants de passer d'un mode de mobilisation à un autre en fonction des circonstances. Cette stratégie est particulièrement pertinente dans le contexte africain, caractérisé par une grande diversité en matière de connectivité au réseau. Dans les zones rurales où l'accès à Internet reste limité, les méthodes traditionnelles prédominent.

En revanche, dans les centres urbains bien connectés, l'approche hybride permet de maintenir un ancrage local. Elle renforce la capacité de résistance des mouvements sociaux face aux tentatives de répression ou de censure en leur permettant de rester actifs sur plusieurs fronts à la fois. L'adoption par les militants africains de méthodes traditionnelles et contemporaines témoigne d'une remarquable capacité d'innovation et d'adaptation. En combinant de manière stratégique les méthodes traditionnelles et les outils numériques, ils parviennent à construire des mouvements de mobilisation plus inclusifs, plus réactifs et mieux équipés pour faire face aux défis complexes propres au continent africain.

Ainsi, l'expérience guinéenne s'inscrit dans une dynamique plus large : l'articulation entre les pratiques traditionnelles et les usages numériques façonne de nouvelles formes de mobilisation. Cette articulation incite à examiner de manière concrète le rôle que Facebook a pu jouer dans l'émergence et la structuration des actions du FNDC.

Cette recherche s'appuie sur les théories des mouvements sociaux pour analyser le FNDC comme une forme d'action collective ancrée dans des rapports de pouvoir, des contextes institutionnels et des dynamiques historiques spécifiques. Ces théories fournissent des outils pour comprendre les conditions de naissance du mouvement, ses modes d'organisation, ses mécanismes de légitimation et ses interactions avec l'État et les autres acteurs politiques. En mobilisant ces théories, l'étude cherche à comprendre comment le FNDC s'inscrit dans une trajectoire plus large des mobilisations sociales en Guinée, tout en renouvelant certaines formes traditionnelles de contestation grâce à l'intégration du numérique.

Les spécificités des mobilisations en ligne et hybrides occupent une place importante dans l'analyse, dans la mesure où le FNDC combine des actions numériques et des manifestations sur le terrain. Dans le cas du FNDC, cette combinaison lui permet d'articuler différents éléments : appels à manifester, diffusion d'informations, dénonciation des abus, ainsi que coordination logistique. Il prend aussi en considération les contraintes imposées par la répression, la censure et les restrictions de l'espace public. L'étude porte sur la manière dont les interactions entre sphères en ligne et hors ligne influencent la dynamique du mouvement.

L'analyse intègre également les affordances des plateformes numériques, c'est-à-dire les possibilités d'action offertes par leurs fonctionnalités techniques et leurs logiques d'usage. Dans le contexte africain, ces affordances revêtent une signification particulière en raison de l'inégalité d'accès aux technologies et du rôle dominant de certaines plateformes, comme Facebook et WhatsApp. Les fonctionnalités (publication, partage, commentaire), la visibilité des revendications et la mise en réseau d'acteurs dispersés, notamment les jeunes et les membres de la diaspora, en sont des exemples. Ces caractéristiques techniques contribuent à modeler les méthodes militantes et les formes d'engagement civique.

La mobilisation hybride est aujourd'hui un cadre analytique pour comprendre les transformations de l'action collective, en particulier dans des contextes politiques contraignants. Elle renvoie à l'articulation dynamique entre espaces numériques et espaces physiques, sans que l'un se substitue à l'autre. Les environnements numériques ne doivent ainsi pas être appréhendés comme de simples canaux techniques de communication, mais comme des ressources organisationnelles, symboliques et cognitives qui participent pleinement à la structuration des mobilisations collectives.

D'un point de vue théorique, la mobilisation hybride permet de dépasser l'opposition classique entre engagement en ligne et action de rue. L'engagement numérique joue un rôle crucial dans la diminution des coûts de participation, la transmission rapide de l'information, la collaboration entre les parties prenantes, ainsi que la création d'interprétations communes. Il contribue à rendre l'action collective plus accessible, tout en préparant et en soutenant des formes de mobilisation hors ligne, lorsque les conditions politiques et sociales le permettent.

Cette perspective met également en évidence l'importance des processus de cadrage et de production du sens dans les dynamiques hybrides. Les dispositifs numériques offrent des espaces privilégiés pour la construction et la diffusion de narratifs contestataires, la mobilisation des émotions collectives et la consolidation des identités partagées. La mobilisation hybride apparaît ainsi comme un processus dans lequel la dimension symbolique et discursive de l'action collective joue un rôle aussi déterminant que les ressources matérielles ou organisationnelles.

Enfin, l'approche théorique de la mobilisation hybride souligne le caractère relationnel et contextuel de l'action collective. L'articulation entre numérique et présentiel dépend étroitement des configurations politiques, des opportunités et des contraintes institutionnelles, ainsi que des répertoires d'action historiquement disponibles. En ce sens, la mobilisation hybride ne constitue ni un modèle universel ni une étape linéaire de l'engagement collectif. Elle renvoie plutôt à une forme d'action située, façonnée par les rapports de force, les ressources mobilisables et les spécificités de l'espace public. Elle offre ainsi un cadre conceptuel pertinent pour analyser les recompositions contemporaines des mouvements sociaux, notamment dans les contextes africains marqués par la fermeture de l'espace politique et la centralité croissante des technologies numériques.

En considérant les principes énoncés dans ce cadre théorique, notamment les théories, les spécificités des manifestations en ligne et hybrides, ainsi que les fonctionnalités des plateformes numériques dans le contexte africain, la question de recherche générale est formulée ainsi : « Comment le FNDC a-t-il utilisé Facebook pour mobiliser des actions hors ligne contre le changement constitutionnel en Guinée entre 2019 et 2021 ? » Voici les trois sous-questions qui structureront l'analyse des données et qui éclaireront les mécanismes par lesquels les mobilisations numériques s'articulent à des actions concrètes dans l'espace public guinéen :

« Comment le FNDC a-t-il mobilisé et structuré les ressources (humaines, matérielles, symboliques) sur Facebook pour soutenir l'organisation des actions collectives hors ligne ? »

« Dans quelle mesure le FNDC a-t-il exploité les opportunités politiques et le contexte politique guinéen à travers Facebook pour stimuler la participation hors ligne ? »

« Comment les affordances de Facebook ont-elles permis de transformer la mobilisation en ligne du FNDC en actions hybrides (en ligne et hors ligne) ? ».

CHAPITRE 3

MÉTHODOLOGIE

Les chapitres précédents ont permis de poser les bases de cette recherche. Le premier a exposé la problématique, en mettant en lumière le rôle des réseaux sociaux numériques dans la mobilisation citoyenne en Guinée, particulièrement à travers le mouvement FNDC. Cette problématique s'inscrit dans un contexte marqué par des tensions sociopolitiques, une fracture numérique et des usages spécifiques des plateformes, qui façonnent les dynamiques de communication et de mobilisation.

Le deuxième chapitre a été consacré à l'explication du cadre conceptuel et théorique sous-jacent à cette recherche. Il a présenté les concepts de sphère publique, d'action collective et de mouvements sociaux en les situant dans la théorie de la mobilisation des ressources, la théorie des opportunités politiques et les processus de cadrage (*framing*). L'ensemble de ces apports a permis l'élaboration d'un cadre d'analyse servant de base à l'enquête empirique. Ces fondements théoriques, enrichis par une réflexion sur les manifestations en ligne, les dynamiques de désinformation et les particularités du contexte africain, fournissent les outils d'analyse nécessaires pour comprendre la nature hybride de la mobilisation du FNDC. Une fois ces bases établies, il convient désormais de préciser l'approche méthodologique retenue et les modalités concrètes de l'enquête de terrain.

La posture épistémologique adoptée ici repose sur deux fondements principaux. D'une part, elle s'inscrit dans le constructivisme, tels que théorisé par Jean Piaget, qui met en avant le rôle des individus dans la construction de leurs connaissances à partir de leurs interactions avec leur environnement (*le-constructivisme-selon-j-piaget*, s. d.). Ce point de vue permet d'explorer comment les acteurs du mouvement FNDC construisent collectivement des significations à travers l'utilisation du réseau social Facebook.

D'autre part, la posture s'appuie sur l'approche critique développée par l'École de Francfort, qui met en lumière les dynamiques de pouvoir, les rapports de domination, ainsi que les enjeux sociopolitiques liés aux pratiques de communication (Petruciani, 2010 ; Voirol, 2010). Celle-ci

offre un tableau d'analyse pour examiner les implications sociopolitiques des mobilisations numériques, notamment en Guinée.

Sur le plan méthodologique, notre recherche adopte une démarche qualitative et interprétative qui privilégie l'exploration en profondeur des thèmes et des commentaires issus des publications sur Facebook. Cette méthode permet de saisir l'effet complémentaire entre les mobilisations en ligne et hors ligne, ainsi que les réseaux sociaux numériques, sur les dynamiques organisationnelles et communicationnelles du mouvement FNDC.

3.1 Posture épistémologie et stratégique de recherches: constructiviste, critique, qualitative et interprétative

La présente recherche adopte une démarche qualitative et interprétative. Elle vise à comprendre les significations que les acteurs sociaux attribuent à leurs actions, à leurs récits et à leurs expériences. Cette approche consiste à considérer que les mouvements sociaux ne peuvent être compris uniquement à travers des indicateurs quantitatifs ou des structures formelles. Ils doivent être saisis comme des processus de création de sens, véhiculant des valeurs, des symboles et des émotions partagées par l'ensemble d'un groupe.

Selon Mucchielli (2007), la méthode qualitative relève d'une démarche intellectuelle appliquée à l'analyse des phénomènes sociaux, mobilisant pleinement les capacités interprétatives des chercheurs en sciences humaines. Elle vise à appréhender la complexité des dynamiques sociales en s'intéressant aux récits, aux représentations, aux justifications et aux dimensions émotionnelles qui structurent l'action collective. Cette approche qualitative des processus de construction du sens constitue un apport incontournable pour la présente recherche, en renforçant à la fois la rigueur de l'analyse et la crédibilité des interprétations. Elle se révèle particulièrement pertinente pour l'examen des récits militants, des figures mémorielles et des structures symboliques mobilisées dans les dynamiques de mobilisation.

L'approche interprétative constitue un cadre méthodologique particulièrement pertinent pour analyser les mobilisations sociales, notamment celles du FNDC. Elle permet d'examiner les pratiques discursives et culturelles à travers lesquelles les militants construisent une identité collective, définissent leurs adversaires, légitiment leur engagement et suscitent l'adhésion. Cette

dimension symbolique revêt une importance cruciale dans les situations où les ressources matérielles et organisationnelles sont limitées et où la motivation dépend principalement des récits, des images et des émotions partagées.

Dans cette perspective, la culture symbolique est entendue comme l'ensemble des valeurs, représentations, langages, émotions et récits mobilisés par les acteurs pour donner sens à leur situation et formuler des revendications collectives. Dans le cas du FNDC, la mobilisation ne se réduit pas à l'opposition au troisième mandat présidentiel ; elle s'inscrit dans un registre plus large intégrant des références à la Constitution, à l'honneur national, aux figures historiques de la résistance et aux martyrs du mouvement. Ces éléments contribuent à structurer un imaginaire collectif et à renforcer la légitimité de l'action contestataire.

L'analyse qualitative, et plus spécifiquement l'analyse de contenu et l'interprétation des récits militants, permet de comprendre comment ces ressources symboliques sont produites, diffusées et appropriées au sein du mouvement. Elle met également en lumière le rôle des plateformes numériques comme espaces de lutte culturelle et politique, où se construisent des significations, se diffusent des cadres interprétatifs et se déploient des formes renouvelées de contestation.

Ce choix méthodologique s'inscrit dans le prolongement des théories des mouvements sociaux développées notamment par Melucci, Touraine et Tufekci, qui soulignent la dimension expressive, identitaire et communicationnelle de l'action collective. Les mouvements sociaux y sont envisagés comme des arènes de production de sens, dans lesquelles émergent des visions du monde alternatives, des discours critiques et des processus de subjectivation politiques. La mobilisation apparaît ainsi comme un espace de création symbolique où se forment des cadres d'action collective adaptés aux réalités sociales, culturelles et politiques du contexte étudié.

L'approche interprétative permet en outre de prendre en compte les spécificités des contextes africains, marqués par des formes de mobilisation hybrides articulant traditions locales et usages contemporains des technologies numériques. Des expériences telles que le Printemps arabe, « Y'en a marre » au Sénégal ou le « Balai citoyen » au Burkina Faso illustrent cette articulation entre mémoire historique, pratiques culturelles populaires et langages numériques. En Guinée, cette

hybridité se manifeste notamment par l'usage conjoint de références religieuses, de rites funéraires et de campagnes sur les réseaux sociaux au service de la mobilisation démocratique.

Enfin, cette approche offre une grande flexibilité méthodologique et permet de saisir la diversité des points de vue des acteurs impliqués, qu'il s'agisse des militants de base, des coordinateurs ou d'autres parties prenantes. Comme le soulignent Charmillot et Dayer (2007), elle autorise une adaptation continue des outils de collecte et d'analyse au terrain, renforçant ainsi la fiabilité et la profondeur des résultats. L'objectif n'est pas de produire des généralisations statistiques, mais d'analyser en profondeur les mécanismes de signification, les logiques d'engagement et les ressorts symboliques qui structurent l'action collective du FNDC dans son contexte historique et sociopolitique.

3.1.1 Approche constructiviste

L'approche constructiviste offre un cadre analytique particulièrement adapté à l'étude des mobilisations sociales envisagées comme des processus dynamiques de production de sens. Elle permet de comprendre comment les acteurs du FNDC élaborent, négocient et stabilisent des interprétations partagées de la situation politique, et comment ces constructions symboliques structurent l'engagement collectif. Dans cette perspective, les réalités sociales ne sont pas appréhendées comme des données objectives ou naturelles, mais comme le produit de processus de construction sociale issus des interactions, des expériences et des pratiques des acteurs (Goerg, 2003).

Appliquée à l'analyse des mouvements sociaux, cette approche met l'accent sur la manière dont les individus et les mouvements développent des cadres cognitifs pour interpréter leur environnement et orienter leur action. On peut comprendre les mécanismes de mobilisation en examinant les processus d'adaptation et de réajustement continus. Ces processus prennent en compte les expériences, y compris les échecs et les contraintes, qui influencent la révision des stratégies, des discours et des alliances. Cette capacité d'apprentissage et de transformation permet aux mouvements sociaux de s'inscrire dans un environnement politique et social en constante évolution.

Le constructivisme occupe une place primordiale dans les théories contemporaines des mouvements sociaux, en recentrant l'analyse sur la production de significations, d'identités et de cultures collectives (Harrisson, 2014). Il se distingue des approches structurelles classiques en refusant d'expliquer l'action collective uniquement par des facteurs matériels ou institutionnels. Les mobilisations sont ainsi appréhendées comme le résultat de perceptions, de représentations et de cadres interprétatifs à travers lesquels les acteurs définissent ce qui est légitime, injuste ou intolérable (Dorvil et Mayer, 2001).

Dans cette optique, le langage et les symboles occupent une place non négligeable. Ils ne constituent pas de simples outils de communication, mais des instruments de construction de la réalité sociale et politique. Les slogans, les images, les récits et les dispositifs numériques participent à la formation d'une identité collective, à la délimitation des frontières entre groupes et à la légitimation de l'action contestataire. Dans le cas du FNDC, des mots d'ordre tels que « Ne touche pas à ma Constitution » condensent des références à la souveraineté populaire, à la mémoire des luttes démocratiques et à une exigence de justice constitutionnelle.

Enfin, l'approche constructiviste permet de saisir les processus interactifs internes aux mouvements sociaux, notamment la formation des identités, la construction des alliances et l'évolution des cadres de mobilisation dans le temps. Elle se révèle particulièrement pertinente pour analyser les contextes africains, où les mobilisations s'appuient fréquemment sur des répertoires culturels hybrides et des identités plurielles, articulant traditions locales et pratiques politiques contemporaines (Polle, 2016).

En Guinée, le FNDC a réussi à rassembler des individus de milieux sociaux, religieux et générationnels différents, unis non par des structures rigides, mais par la construction d'un discours commun sur la légitimité, la justice et la démocratie. Cette démarche vise à examiner les mouvements sociaux non pas comme de simples outils de revendication, mais comme des lieux de création culturelle, de construction identitaire politique et de réinvention de la coexistence. Cette notion s'avère cruciale pour comprendre les formes modernes de mobilisation, en particulier dans les sociétés africaines où les dimensions symboliques, historiques et émotionnelles jouent un rôle aussi important que les intérêts matériels ou les rapports de force institutionnels.

De plus, le constructivisme met de l'avant la construction des significations, mais il ne permet pas toujours de saisir les rapports de force et les enjeux de pouvoir. La perspective critique vient s'ajouter à cela en examinant les aspects idéologiques et les mécanismes de hiérarchie qui se cachent derrière les échanges verbaux et les actions militantes.

3.1.2 Approche Critique

L'approche critique s'est développée au XX^e siècle sous l'influence de plusieurs courants intellectuels majeurs, notamment le marxisme, le féminisme, les études sur les mouvements sociaux, le postcolonialisme et les études culturelles (Le Saout, 1999). Elle constitue aujourd'hui un champ interdisciplinaire qui appréhende les mobilisations sociales comme des processus de contestation visant à remettre en cause des rapports de pouvoir et des formes d'injustice inscrites dans les structures sociales et politiques (Groulx, 1985).

Dans le cadre de cette recherche, l'approche critique permet d'adopter une lecture globale du mouvement FNDC en tenant compte de son contexte historique et de ses revendications, qu'elles soient explicites ou implicites. Elle prend également en considération la diversité des acteurs impliqués, les modes d'action du mouvement et les réponses institutionnelles qu'il a suscitées, qu'il s'agisse de répression ou de tentatives de régulation. Elle offre ainsi un cadre analytique pour interroger la portée sociale et politique du mouvement, ainsi que son inscription dans les dynamiques de changement de la société guinéenne.

Cette approche ne vise pas à produire une évaluation normative du mouvement, mais à situer son action dans un ensemble de rapports sociaux et politiques plus larges. Elle permet d'examiner comment les mobilisations collectives s'articulent à des contextes de domination, de crise de légitimité des institutions et de revendications démocratiques, tout en tenant compte des contraintes structurelles qui pèsent sur l'action collective. Appliquée au FNDC, elle aide à comprendre les conditions dans lesquelles le mouvement s'est constitué, les logiques qui sous-tendent ses revendications et les effets sociaux et politiques qu'il a produits.

Enfin, le recours à une approche critique, articulée à une posture constructiviste, s'inscrit dans une logique épistémologique cohérente avec les objectifs de cette recherche. Il s'agit de considérer les

mobilisations comme des constructions sociales situées, façonnées par des rapports de force, des représentations et des pratiques collectives. Cette orientation méthodologique permet d'analyser le FNDC non seulement comme un acteur de contestation, mais aussi comme un révélateur des tensions, des attentes et des recompositions à l'œuvre dans l'espace politique et social guinéen. Cette perspective conduit naturellement à interroger les fondements épistémologiques qui orientent l'analyse.

La section suivante est consacrée à la justification du choix épistémologique. Elle a pour objectif de clarifier les présupposés théoriques et méthodologiques qui orientent cette recherche et de démontrer leur adéquation avec l'étude des mobilisations citoyennes et numériques dans le contexte guinéen.

3.2 Justification du choix épistémologique

Cette étude s'inscrit dans une démarche qualitative et interprétative. Elle est basée sur l'idée qu'il est impossible de comprendre pleinement les phénomènes sociaux, en particulier les dynamiques de mobilisation sous des régimes autoritaires, sans prendre en considération les significations que les acteurs y attribuent. Nous cherchons à comprendre les mécanismes de décision, les récits construits, les signes employés ainsi que les formes d'identité politique qui émergent à travers l'utilisation des réseaux sociaux numériques notamment Facebook.

Le choix de cette orientation découle de la conviction que la mobilisation menée par le FNDC ne peut se résumer à une simple collection de faits ou d'événements, mais doit être envisagée comme un acte symbolique, discursif et contextuel. Il s'agit d'un processus au cours duquel les participants cherchent à donner un sens, à établir une légitimité et à éclaircir ensemble la notion de « résister » ou de « défendre la constitution ». Cette méthode est employée pour examiner des contenus numériques qui véhiculent des données, des émotions, des récits et des appels à une lutte collective.

3.3 Présentation du corpus et choix du terrain

Après avoir précisé notre positionnement épistémologique, la prochaine étape consiste à présenter le corpus qui sera le point central de notre recherche. Ce corpus, sélectionné en fonction de critères

de pertinence scientifique et de cohérence avec la problématique, constitue le socle empirique à partir duquel seront examinées les stratégies de mobilisation et de communication du FNDC.

La sélection se concentre exclusivement sur des publications Facebook en lien avec le FNDC. Ce choix émane d'une réflexion logique qui considère Facebook comme un élément principal du paysage sociopolitique guinéen. Dans un contexte où l'espace numérique et le champ politique se confondent, alors que les médias traditionnels sont soit réprimés, soit au service du pouvoir en place, Facebook est devenu la principale plateforme pour la visibilité des militants. Elle est essentielle pour les leaders du mouvement, les citoyens engagés, les membres de la diaspora et les journalistes indépendants. En bref, un lieu stratégique pour la mobilisation, la création de discours et l'échange de ressources militantes.

Contrairement à d'autres réseaux sociaux, tels que Twitter ou WhatsApp, qui sont peu utilisés dans l'espace public guinéen, Facebook offre un espace où les interactions peuvent être observées et mesurées (mentions « j'aime », commentaires, partages). Cet environnement permet de visualiser l'émergence des dynamiques de mobilisation, des discours de légitimation ainsi que des conflits de représentation. La page officielle du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC) a considérablement contribué à la structuration du débat, à la coordination des actions collectives et à la mise en récit des luttes menées par le mouvement.

Créée en avril 2019, au moment où s'amplifiaient les contestations contre le projet de troisième mandat du président Alpha Condé, cette page s'est imposée rapidement comme un espace de communication publique. Elle diffuse à la fois des prises de position officielles, des appels à la mobilisation, des communiqués et des contenus visuels variés, tels que des vidéos, des images ou des affiches militantes. Avec plus de 290 000 abonnés et 167 000 mentions « J'aime », elle offre au mouvement une visibilité alternative face à des médias traditionnels moins accessibles à tous.

Figure 3.1 Page officiel du FNDC



Sur le plan fonctionnel, la page sert de fonction de coordination essentielle. Elle diffuse des informations sur les manifestations, les journées « villes mortes » et les marches pacifiques, incluant les lieux, les dates et parfois, des directives. Elle sert également de tribune pour dénoncer les actes de violence policière, les arrestations abusives ainsi que les pertes en vies humaines durant les rassemblements. Grâce à cela, elle aide à garder vivante la mémoire des victimes et à documenter la répression.

Cette page possède également une dimension symbolique et identitaire. Les slogans récurrents, notamment Amoulanfé (ça ne passera pas), ainsi que la mise en avant des figures emblématiques du mouvement, ont renforcé la cohésion interne et légitimé l'action collective. Ce lieu virtuel de ralliement est un endroit où les sympathisantes et sympathisants peuvent exprimer massivement

leur appui par des réactions, des commentaires et des partages. Chaque publication devient alors un geste de mobilisation numérique.

En définitive, la page Facebook du FNDC remplit bien plus qu'un simple rôle de relais. Elle représente en réalité une place publique numérique où se rencontrent mobilisation, sensibilisation, dénonciation, organisation et légitimation. C'est sur ce terrain de communication stratégique que repose le corpus étudié, éclairant ainsi le rôle joué par Facebook dans l'émergence et la solidification du mouvement. L'étude des résultats adoptera une perspective historique, divisant la période de 2019 à 2021 en trois grandes phases qui reflètent l'évolution de l'engagement numérique.

Notre corpus se compose de 15 publications publiques. Elles ont été sélectionnées selon un échantillonnage stratégique, une méthode largement utilisée en recherche qualitative qui consiste à choisir des éléments du corpus non pas de manière aléatoire, mais sur la base de leur pertinence et de leur potentiel informatif (Baribeau, 2019 ; Pires, s. d.). Selon Patton (2014), l'échantillonnage stratégique ou raisonné se base sur « la sélection délibérée des cas qui permettent de maximiser l'apprentissage, en fonction de leur capacité à illustrer les dimensions clés du phénomène étudié ». La pertinence et le potentiel informatif sont déterminés par la richesse des données, la diversité des points de vue représentés et leur capacité à éclairer les questions de recherche, plutôt que par une représentativité statistique au sens probabiliste.

Ainsi, pour les besoins de cette recherche, l'identification de trois périodes stratégiques dans l'évolution du FNDC se base sur des critères analytiques précis, à la fois temporels, politiques et communicationnels. Cette démarche vise à capturer l'évolution du mouvement en mettant l'accent sur les changements dans ses discours, ses méthodes d'action et son utilisation des réseaux sociaux numériques.

La phase d'émergence a été déterminée en fonction de plusieurs indicateurs convergents. Elle correspond à la création de la page officielle, ainsi qu'à l'apparition récurrente de discours centrés sur la défense de la constitution et le rejet du projet de troisième mandat. Cette période se caractérise aussi par un volume relativement modéré de publications et un effort marqué de mise en réseau des acteurs de la société civile et des partis d'opposition. Les efforts sont concentrés sur

la sensibilisation, la construction d'une identité commune et la légitimation du mouvement dans l'espace public.

La phase de mobilisation intensive a été identifiée par l'augmentation significative du rythme des publications et de leur tonalité plus mobilisatrice. Elle correspond aux moments de forte tension politique, comme l'annonce officielle du projet de réforme constitutionnelle, l'organisation répétée de manifestations de masse et les épisodes de répression. Sur le plan communicationnel, cette période se distingue par des appels explicites à l'action, la diffusion rapide d'informations logistiques (dates, lieux, consignes), le partage massif de vidéos et d'images des manifestations, ainsi qu'une interaction accrue avec les internautes (commentaires, partages, réactions). L'engagement en ligne et hors ligne est un critère central pour définir cette phase.

Finalement, la phase de consolidation ou de déclin a été définie à partir d'observations de modifications dans les tactiques de communication et de mobilisation du FNDC. Cette période se caractérise par une diminution relative de la fréquence des publications liées aux manifestations, au plaidoyer international et au souvenir des événements passés. Elle correspond également à un contexte politique marqué par la tenue d'élections présidentielles le 18 octobre 2020. Cette phase permet d'analyser la capacité d'adaptation du mouvement, ainsi que les signes de fatigue militante ou de redéfinition stratégique.

Ces trois périodes, définies à partir de critères empiriques et contextuels, ont servi de repères pour la constitution de l'échantillon de publications. Elles nous permettent d'analyser l'ensemble du cycle de mobilisation du FNDC ainsi que l'évolution de l'utilisation de Facebook au regard des changements politiques et organisationnel du mouvement.

Les critères de sélection sont nombreux. Tout d'abord, la pertinence thématique : seules les publications en lien direct avec la lutte contre la modification de la constitution et le projet de troisième mandat ont été intégrées. Ensuite, la diversité des formats : l'échantillon comprend des vidéos, des images et des textes pour refléter la variété des moyens de communication utilisés par le FNDC. Le niveau d'engagement était également un critère déterminant. Les publications qui présentaient une forte interaction (mentions « J'aime », commentaires, partages et vues) ont été privilégiées en raison de leur capacité à influencer et à atteindre un grand nombre de personnes.

En conséquence, seules les publications ayant obtenu au moins 29 mentions « J'aime », 10 commentaires, 20 partages et 16 000 vues ont été retenues. Ces seuils correspondent aux valeurs minimales observées dans le corpus initial des 15 publications. Enfin, la représentativité des acteurs a été prise en compte en donnant la priorité aux publications diffusées sur la page officielle du FNDC et relayées par ses principaux porte-parole.

Par conséquent, cette sélection n'a pas pour but d'être exhaustive, mais elle assure une analyse approfondie des moments et des sujets les plus importants du mouvement. Elle permet d'étudier les stratégies de communication utilisées à des moments clés et d'évaluer leur impact sur l'engouement, tout en évitant les préjugés associés à une sélection aléatoire.

3.4 Modalité de collecte

Étant donné que la période de mobilisation analysée va de 2019 à 2021, un moment déjà passé lors de la recherche, la stratégie de collecte des données a été élaborée en tenant compte de cet aspect rétrospectif. L'étude s'est donc appuyée sur l'examen de contenus numériques archivés accessibles sur Facebook. Nous avons particulièrement veillé à maintenir une cohérence thématique, une pertinence chronologique et une signification symbolique dans les publications sélectionnées. Le but était de reconstruire les dynamiques de mobilisation telles qu'elles se sont manifestées et partagées dans le domaine numérique durant la phase de contestation.

L'approche reposait sur l'utilisation d'outils de recherche permettant de filtrer les publications par mot-clé (FNDC, non au troisième mandat, *amoulanfé*), par date et par légende. Cette méthode a permis d'identifier des contenus complémentaires et parfois moins visibles, mais qui jouaient un rôle significatif dans les dynamiques communicationnelles du mouvement. Elle a également contribué à éviter que la sélection ne soit biaisée uniquement par les publications les plus virales, en donnant une place aux contenus porteurs d'enjeux stratégiques dans des temporalités clés.

Notre corpus comprend (15) publications publiques, elles ont été sélectionnées sur la base d'un échantillonnage stratégique. Cette méthode, largement utilisée en recherche qualitative, consiste à choisir des éléments du corpus non pas de manière aléatoire, mais sur la base de leur pertinence et de leur potentiel informatif (Baribeau, 2019 ; Pires, s. d.). Selon Patton (2014), l'échantillonnage stratégique (ou raisonné) repose sur « la sélection délibérée des cas qui permettent de maximiser

l'apprentissage, en fonction de leur capacité à illustrer les dimensions clés du phénomène étudié ». La pertinence et le potentiel informatif sont ainsi déterminés par richesse des données, la diversité des points de vue représentés et leur capacité à éclairer les questions de recherche, plutôt que par une représentativité statistique au sens probabiliste.

Ainsi, les publications retenues ne relèvent pas de choix isolés ou arbitraires, mais s'inscrivent dans une logique de représentativité qualitative visant à rendre compte de la diversité des contenus produits par le FNDC sur Facebook. Cette sélection prend en considération la variété des formats mobilisés par le mouvement (communiqués écrits, visuels, images, appels à mobilisation ou messages de sensibilisation) afin de refléter les différentes fonctions communicationnelles assignées à la plateforme au fil du temps. Elle permet également de saisir l'évolution des registres discursifs, depuis les prises de position initiales jusqu'aux messages plus stratégiques ou défensifs diffusés lors des périodes de forte tension politique.

Cette démarche repose sur un échantillonnage stratégique et raisonné, construit à partir des périodes clés de la mobilisation et des événements politiques majeurs ayant structuré l'action du FNDC. L'objectif n'est pas de mesurer la fréquence ou la performance quantitative des publications, mais de comprendre leur signification, leur rôle et leur articulation avec les dynamiques de mobilisation hors ligne. En ce sens, chaque publication est analysée comme un élément situé dans un processus plus large d'action collective.

La section suivante est donc consacrée à la stratégie d'analyse du corpus. Elle vise à expliciter les choix analytiques retenus, les opérations de codage et d'interprétation, ainsi que les procédures mises en œuvre pour saisir les dynamiques discursives, organisationnelles et politiques à l'œuvre dans les publications du FNDC sur Facebook.

3.5 Stratégie d'analyse du corpus

À ce niveau, nous avons combiné deux approches complémentaires : une approche organisationnelle et fonctionnelle, visant à identifier les rôles et les actions principales du mouvement, et une approche thématique et symbolique, visant à préparer l'analyse des contenus diffusés et des valeurs mobilisées.

Cette démarche nous a permis de bien structurer le corpus, de rendre compte à la fois des dimensions infrastructurelles et organisationnelles du FNDC et de ses stratégies discursives, tout en restant fidèles à une perspective qualitative, inductive et critique.

3.5.1 Typologie des fonctions du FNDC

La typologie des fonctions retenues s'inscrit dans une démarche analytique visant à rendre compte de la diversité des rôles joués par le FNDC dans le processus de mobilisation, en particulier à travers l'utilisation de Facebook. Elle s'appuie sur l'idée largement documentée dans la recherche sur les mouvements sociaux que les mouvements ne se limitent pas à appeler à la protestation, mais qu'ils assument simultanément des fonctions politiques, informationnelles, organisationnelles et symboliques. Chaque fonction identifiée correspond ainsi à une dimension centrale de l'action collective. Elle permet de structurer l'analyse du corpus de manière cohérente et systématique.

La fonction de mobilisation citoyenne se situe au cœur même de l'action collective. Elle regroupe l'ensemble des contenus qui visent à inciter les citoyens à s'engager directement dans les actions du FNDC. Les appels à manifester, les journées « villes mortes » et l'utilisation des hashtags montrent comment Facebook est utilisé comme un outil permettant d'activer rapidement la participation. Cette fonction analyse comment le mouvement transforme l'indignation ou le mécontentement latent en actions collectives concrètes. Elle vise à réduire les coûts de participation et à favoriser la diffusion virale des mots d'ordre.

La fonction d'éducation et de sensibilisation des mouvements sociaux répond à un autre défi tel que la création d'une compréhension commune des enjeux politiques. À travers des communiqués officiels, des vidéos explicatives ou des publications pédagogiques, le FNDC informe sur la situation politique, les débats constitutionnels et les atteintes aux droits par l'entremise de Facebook. Cette fonction est particulièrement importante dans un contexte marqué par la fermeture ou le contrôle des médias traditionnels. Elle permet d'analyser Facebook comme une source d'information alternative qui contribue à la politisation des citoyens.

La dénonciation et la vigilance s'inscrivent dans une logique de contre-pouvoir. Elle regroupe les publications visant à documenter et à rendre visibles les abus, les violences et les violations des droits de la personne. Les témoignages, vidéos et listes de victimes contribuent à une stratégie de

dénonciation publique du pouvoir, tout en alimentant l'indignation morale et la mobilisation. Cette fonction permet d'examiner comment le FNDC transforme la répression en ressource symbolique, en s'appuyant sur la visibilité offerte par les réseaux sociaux.

La fonction de coordination et de logistique numérique met en évidence le rôle organisationnel de Facebook dans un mouvement ayant des ressources matérielles et institutionnelles limitées. Les publications de calendriers, d'instructions pratiques ou d'itinéraires à suivre témoignent de l'utilisation de la plateforme comme une infrastructure organisationnelle. Cette fonction permet d'analyser comment le FNDC arrive à synchroniser les actions, à structurer les mobilisations et à pallier l'absence de dispositifs organisationnels formels grâce aux outils numériques.

Finalement, la fonction de consolidation interne et de légitimation correspond à la dimension identitaire et symbolique de l'action collective. Les messages d'encouragement envers les dirigeants et les militants, la mise en évidence des actions collectives et les appels à la solidarité renforcent le sentiment d'appartenance, la cohésion interne et la légitimité du mouvement. Cette fonction est essentielle pour comprendre la capacité du FNDC à maintenir l'engagement à long terme malgré la répression, la fatigue militante et les divisions potentielles.

En résumé, cette typologie fonctionnelle fournit un cadre structurant pour l'analyse du corpus. Elle permet de relier les contenus publiés sur Facebook à différentes dimensions de l'action collective, et de montrer comment la plateforme est mobilisée de manière stratégique pour assurer les fonctions essentielles du FNDC. Elle constitue ainsi un point d'articulation entre l'objet de recherche, les cadres théoriques mobilisés et le tableau thématique utilisé pour analyser les données.

Tableau 3.1 Typologie des fonctions du FNDC

Fonction principale	Description	Exemples d'actions
1. Mobilisation citoyenne	Organisation et encouragement de la participation des citoyens aux actions collectives	Appels à manifester, journées « villes mortes », hashtags et mobilisation sur Facebook
2. Sensibilisation et information	Diffusion d'informations sur la situation politique et les enjeux constitutionnels	Communiqués officiels, vidéos explicatives sur les droits et abus
3. Dénonciation et vigilance	Signalement des abus, violences et atteintes aux droits humains	Témoignages, vidéos et listes de victimes
4. Coordination et logistique numérique	Utilisation des réseaux sociaux pour organiser et synchroniser les actions du mouvement	Publication de calendriers de mobilisation, instructions pour les participants, liens vers événements ou itinéraires à suivre
5. Cohésion interne et légitimation	Renforcement de l'identité collective, de la solidarité entre militants et de la légitimité du mouvement	Messages de soutien aux leaders et aux militants, valorisation des actions collectives, appels à la solidarité

Cette démarche permet de comprendre la manière dont le mouvement utilise Facebook comme ressource pour structurer ses actions et interagir avec ses publics, sans présupposer à ce stade l'efficacité de chaque fonction. Les catégories retenues (présentées dans le tableau 1) ont été

générées à partir d'une lecture exploratoire de l'ensemble des publications collectées (2019-2021)⁹ et affinées progressivement selon les principes de l'analyse qualitative inductive (Braun et Clarke, 2006 ; Savoie-Zajc, 2006).

En définitive, l'élaboration de cette typologie a permis de structurer l'analyse des publications du FNDC autour de cinq (5) catégories. Ces catégories constituent les axes principaux à partir desquels l'efficacité de la mobilisation en ligne a été appréhendée. Elles traduisent les différentes fonctions que ces publications remplissent dans le cadre d'une stratégie communicationnelle plus large.

Cette classification en cinq (5) dimensions ne se limite pas à une simple organisation des données; elle a servi d'outil méthodologique pour analyser la capacité du FNDC à articuler des messages diversifiés et complémentaires, adaptés aux différents contextes et moments de sa mobilisation. En mettant en lumière ces fonctions, la typologie offre une lecture cohérente des mécanismes à travers lesquels les réseaux sociaux ont été mobilisés comme vecteurs d'action collective et d'influence politique. Elle constitue ainsi une étape essentielle pour comprendre non seulement la forme des messages diffusés, mais également leur rôle dans la dynamique globale de mobilisation numérique du mouvement.

Sur la base de cette sélection, un tableau a été élaboré pour structurer l'analyse qualitative. Ce tableau reprend les cinq (5) catégories principales et décline chacune d'elles en éléments de discours spécifiques, afin d'identifier les stratégies de mobilisation employées (appel à l'action, dénonciation, légitimation, cadrage des événements, etc.). Elle constitue ainsi l'outil de référence pour l'analyse détaillée des publications dans la section suivante.

⁹ En 2019, l'accent était mis sur la dénonciation du projet de modification constitutionnelle (5 publications retenues); en 2020, sur l'intensification des manifestations et la répression (5 publications retenues); et en 2021, sur l'essoufflement et la transition politique après la chute du régime d'Alpha Condé (5 publications retenues).

3.5.2 Analyse thématique des contenus

Dans cette section, nous avons créé un tableau thématique pour analyser les publications du FNDC. Ce tableau vise à identifier les principaux axes discursifs et symboliques sur lesquels le mouvement s'est appuyé. L'objectif est de disposer d'un outil permettant, au chapitre suivant, d'établir des liens entre les messages diffusés et leurs dimensions thématiques, et les valeurs qu'ils mobilisent, tout en tenant compte des réactions qu'ils génèrent (commentaires, partages et mentions « j'aime »).

Les cinq thèmes ont été définis à partir d'une démarche inductive et théorique combinée. Dans un premier temps, une lecture exploratoire des publications sur Facebook a permis de dégager des schémas récurrents, des motifs dominants et des types de contenus prépondérants à différents stades de mobilisation. Dans un deuxième temps, ces observations ont été mises en relation avec les travaux existants sur les mouvements sociaux, la mobilisation numérique et les processus de cadrage de l'action collective. Ce processus a conduit à la sélection de thématiques capables de rendre compte à la fois des fonctions du FNDC et de l'évolution de ses discours, ainsi que des enjeux politiques et symboliques propres au contexte guinéen. Elles ne constituent pas de simples catégories descriptives, mais des axes analytiques permettant d'articuler les contenus empiriques aux cadres théoriques des mouvements sociaux, de la mobilisation numérique et de l'action collective.

La dénonciation des abus et des injustices constitue une fonction de cadrage moral de la mobilisation. Les messages mettant en évidence les violences policières, les arrestations arbitraires et les violations des droits de la personne contribuent à l'élaboration d'un récit sur l'injustice, visant à susciter l'indignation, l'empathie et la solidarité. Les vidéos de répression, les témoignages de victimes, les images de blessés et de détenus constituent autant de ressources émotionnelles et symboliques qui alimentent la mobilisation et renforcent la légitimité du mouvement. Cette thématique permet d'analyser comment le FNDC transforme la répression en levier de mobilisation grâce à la mise en évidence des abus.

La lutte pour la démocratie et l'état de droit est un thème du mouvement, ancré dans un cadre idéologique et normatif. Les publications se concentrent sur la défense de la constitution, le respect des principes démocratiques et la contestation des modifications constitutionnelles, donnant ainsi une structure politique à la mobilisation. Le refus de la troisième candidature et les déclarations sur la légitimité démocratique permettent d'étudier comment le FNDC ancre son action dans un discours de défense de l'ordre constitutionnel.

La thématique de la mobilisation et de l'engagement citoyen est directement liée aux contenus visant à transformer les appuis symboliques en participation active. Les appels à manifester, les hashtags, les vidéos d'encouragement et les discours des leaders incitant à l'action illustrent bien la dimension performative de la communication du FNDC. Cette thématique nous permet d'analyser les stratégies discursives et numériques employées afin de réduire les frais de participation, de maintenir l'initiative de mobilisation et de promouvoir l'engagement collectif dans un contexte où les contraintes politiques sont très fortes.

La thématique de la solidarité nationale et internationale met en évidence l'inscription du FNDC dans des réseaux de soutien élargis, qui dépassent les frontières nationales. Les messages valorisant l'appui de la diaspora, les alliances avec des organisations internationales et les appels à la communauté internationale témoignent d'une stratégie de légitimation externe et de pression transnationale. Cette thématique est particulièrement pertinente pour analyser le rôle que jouent les diasporas et les circulations numériques dans la diffusion de la cause du FNDC et dans la construction d'un espace public transnational.

En fin, la valorisation de l'identité et des valeurs communes évoque l'aspect symbolique et identitaire de l'action collective. Les références aux personnages nationaux emblématiques, aux symboles de la résistance et aux valeurs morales partagées renforcent le sentiment d'appartenance et la solidarité au sein du mouvement. Cette thématique permet d'analyser comment le FNDC utilise des référents culturels et historiques pour ancrer la mobilisation dans la mémoire collective et consolider sa légitimité morale auprès des citoyens.

Ces cinq thématiques offrent un tableau de lecture cohérent pour analyser les contenus publiés par le FNDC sur Facebook. Ils permettent de saisir à la fois les dimensions émotionnelles, politiques,

organisationnelles et identitaires de la mobilisation, en mettant en évidence le rôle principal des médias sociaux numériques dans la structuration et la dynamique du mouvement.

Tableau 3.2 Grille d’analyse thématique

Thème principal	Description	Exemples de contenus
1. Dénonciation des abus et injustices	Messages mettant en lumière les violences policières, arrestations arbitraires et violations des droits humains afin de susciter l’indignation et la solidarité.	Vidéos de répression, témoignages de victimes, images de blessés ou de détenus.
2. Lutte pour la démocratie et l’État de droit	Publications insistant sur la défense de la constitution, le respect des principes démocratiques et la contestation du changement de constitution.	Communiqués contre le troisième mandat, déclarations sur la légitimité démocratique.
3. Mobilisation et engagement citoyen	Contenus incitant la population à participer activement aux manifestations, aux journées « villes mortes » et autres actions collectives.	Hashtags d’appel à la marche, vidéos d’encouragement, discours de leaders incitant à agir.
4. Solidarité nationale et internationale	Mise en avant des soutiens internes et externes, des	Messages de remerciement, relais des déclarations de la

	alliances avec la diaspora et des organisations internationales.	diaspora, appels à l'aide internationale.
5. Valorisation de l'identité et des valeurs partagées	Contenus renforçant le sentiment d'appartenance et la légitimité morale du mouvement à travers des références culturelles, historiques et éthiques.	Héros nationaux évoqués, symboles de la résistance.

L'étude des mouvements sociaux hybrides nécessite l'adoption d'une approche méthodologique combinant deux dimensions complémentaires. La première dimension est organisationnelle et fonctionnelle. La seconde dimension est thématique, symbolique et culturelle. La combinaison de ces deux approches est essentielle pour adopter une perspective qualitative, critique et constructiviste, car elle rend possible une compréhension globale des mouvements sociaux hybrides, en articulant les actions concrètes et les représentations symboliques. Elle justifie l'utilisation d'outils méthodologiques distincts pour chacune de ces dimensions, tout en maintenant une cohérence analytique permettant de relier les fonctions organisationnelles aux contenus diffusés.

Sur la base de ce cadre, une méthode d'analyse basée sur le cadre théorique. Cette section permet d'analyser les publications selon six (6) grands thèmes, qui seront analysés dans le chapitre suivant afin de mieux comprendre la mobilisation, le cadrage et l'impact symbolique du mouvement.

3.5.3 Méthode d'analyse : thématique fondée sur le cadre théorique

L'examen du corpus a été réalisé à l'aide d'un tableau thématique mis au point à partir de l'opérationnalisation des notions clés du cadre théorique. Ce tableau permet d'explorer les publications selon différentes dimensions interconnectées : les usages technologiques des plateformes, les formes de mobilisation, les dynamiques de réseautage et les constructions symboliques du discours contestataire. Cette démarche s'appuie sur les travaux de Zeynep Tufekci, sur les théories de l'action collective et de la mobilisation des ressources, et vise à articuler outils numériques, pratiques en ligne et significations produites dans les mobilisations. Notamment,

celles organisées par le mouvement FNDC. Les analyses ont été menées selon six (6) axes thématiques complémentaires.

Le premier axe concerne les possibilités qu'offre la plateforme Facebook. Il s'agit d'identifier les outils techniques mis à la disposition des utilisateurs (Facebook Live, hashtags, fonction de partage, commentaires, réactions) et d'analyser comment ces outils sont utilisés dans les publications. L'objectif est de comprendre comment ces fonctionnalités ont été utilisées pour élargir la portée des messages, faciliter la diffusion des appels à la mobilisation et structurer les interactions. L'analyse tient également compte des formes d'appropriation tactique ou de contournement de l'interface, surtout dans un contexte où les contenus militants peuvent être supprimés ou censurés. Ainsi, l'utilisation de visuels intégrant du texte, de contenus diffusés sur des comptes secondaires ou de hashtags alternatifs illustre une capacité d'adaptation stratégique.

Le deuxième axe d'analyse est basé sur la notion de « capacité » organisationnelle, telle que développée par Zeynep Tufekci (2017). Cette construction conceptuelle nous permet d'évaluer dans quelle mesure les publications ont facilité une collaboration harmonieuse au sein du groupe. L'analyse porte donc sur la « capacité » des publications à synchroniser les événements dans l'espace physique, à diffuser des consignes organisationnelles (lieux de rassemblement, mots d'ordre, formes d'action) et à maintenir la mobilisation dans un contexte marqué par la répression ou la volonté de contrôler les médias. Cette « capacité » se mesure aussi par l'articulation entre l'espace numérique et l'espace physique. Autrement dit, quand les publications facilitent le passage du discours en ligne à l'action sur le terrain.

Un troisième axe, emprunté à Tufekci, porte sur la fonction de signal politique. Il s'agit de comprendre ce que les publications transmettent en termes de pouvoir symbolique : leur quantité, leur fréquence ou leur intensité émotionnelle envoient un message à différents destinataires. L'analyse se penche sur la cible du signal : est-ce le pouvoir en place, la communauté nationale ou des acteurs extérieurs ? Ce signal peut viser à démontrer la supériorité numérique, à légitimer moralement le mouvement, ou encore à dénoncer le régime sur la scène internationale. Il constitue donc un élément central dans la construction de la légitimité du FNDC.

Le quatrième axe concerne la création d'un sens collectif et les représentations politiques véhiculées par les publications. Cette étude examine les conceptions du peuple, de la démocratie, du pouvoir et de la résistance. Il s'agit d'analyser les slogans utilisés (Amoulanfé et Alanmanè), les avis favorables et défavorables ainsi que les sentiments (positifs, négatifs ou neutres) des utilisateurs à l'égard des récits publiés. Cette dimension met en évidence la capacité des publications à créer une culture politique commune en ancrant la mobilisation dans une mémoire collective, une identité partagée et un imaginaire démocratique. Les publications ne se contentent pas de diffuser de l'information : elles contribuent à la définition du sens, permettant aux acteurs de donner une interprétation politique à leur engagement.

La cinquième dimension de cette étude porte sur le réseautage des acteurs du mouvement. L'analyse a permis d'observer les connexions établies entre les pages officielles, les relais associatifs, les diasporas et les médias indépendants. Il est question de savoir si le mouvement adopte une structure hiérarchique, centrée sur des figures visibles et des canaux officiels, ou s'il fonctionne selon un mode horizontal et distribué, caractéristique des réseaux militants contemporains. La diaspora et les relais transnationaux ont été examinés en tant que soutien logistique, politique et médiatique crucial, en particulier pour contourner les restrictions imposées sur le territoire national.

Finalement, une attention particulière a été accordée aux mécanismes de censure et aux tactiques de contournement mises en place par les militants. L'analyse a révélé les différentes formes de censure numérique (blocage de comptes, suppression de publications, interruptions de réseau), en même temps qu'elle a identifié les réponses tactiques : utilisation d'images à double sens, partage indirect de vidéos, recours à un langage codé ou rediffusion par des relais alternatifs. Ces stratégies démontrent une conscience aiguë des contraintes imposées par le régime et par les algorithmes des plateformes, et témoignent d'une intelligence collective en matière de résistance numérique.

Ce tableau permet de comprendre chaque publication non seulement comme un message individuel, mais aussi comme un élément d'un système de communication militant. Ce système articule des dimensions techniques, politiques, culturelles et organisationnelles. Il offre une lecture multidimensionnelle de la mobilisation en ligne du FNDC et permet d'ancrer l'analyse empirique dans une réflexion théorique sur les transformations de l'action collective à l'ère numérique.

Tableau 3.3 Thématique fondée sur le cadre théorique

Axe d'analyse	Fondements théoriques mobilisés	Focalisation analytique	Ce que l'axe permet d'analyser dans le cas du FNDC
1. Potentialités de la plateforme Facebook	Approches des affordances numériques ; travaux sur les plateformes (boyd, 2010 ; Van Dijck, 2013)	Capacités techniques et communicationnelles offertes par Facebook (pages, groupes, réactions, partage, visibilité)	Comment Facebook facilite la diffusion rapide de l'information, l'élargissement de l'audience et la mise en circulation des messages militants
2. Capacité organisationnelle du mouvement	Théorie de la capacité organisationnelle (Tufekci, 2017) ; mobilisation des ressources	Aptitude du mouvement à coordonner, structurer et maintenir l'action collective	Comment le FNDC parvient à organiser des actions de masse, synchroniser les mobilisations et compenser l'absence d'infrastructures organisationnelles formelles
3. Mobilisation et action collective connectée	Théories de l'action collective connectée (Bennett & Segerberg, 2012) ; mouvements sociaux en ligne	Logiques de participation individualisée et mise en réseau des engagements	Comment les individus s'engagent via Facebook sans passer par des structures militantes classiques, à travers le partage, les hashtags et l'auto-mobilisations
4. Construction du sens collectif et cadrage politique	Théories du cadrage (Snow & Benford, 1988) ; approche constructiviste	Production de significations, récits et interprétations politiques partagées	Comment les publications du FNDC construisent un discours commun autour de la constitution, de la démocratie et de la légitimité de la lutte
5. Réseautage des acteurs du mouvement	Approche de l'acteur-réseau (Latour, 2005) ; analyses des réseaux militants	Interactions entre acteurs humains et non humains (leaders, militants, diaspora, plateformes)	Comment Facebook relie organisations locales, leaders, militants ordinaires et diaspora

			dans un réseau militant transnational
6. Censure et tactiques de contournement	Approches critiques des médias ; économie politique du numérique ; études sur la répression numérique	Contraintes informationnelles et stratégies d'adaptation des militants	Comment le FNDC fait face à la censure, aux coupures d'Internet et aux restrictions médiatiques, et développe des stratégies alternatives de diffusion

3.6 Limite

L'étude présente des limites importantes découlant des contraintes méthodologiques et contextuelles rencontrées pendant la recherche. Tout d'abord, l'échantillon de 15 publications choisies pour analyser les activités du FNDC sur Facebook est stratégique, mais il est limité en raison de la suppression de nombreuses publications et commentaires. En effet, les événements étudiés ayant eu lieu entre 2019 et 2021, plusieurs contenus en ligne ont été retirés, ce qui a réduit la quantité de données accessibles. Par conséquent, l'échantillon ne reflète pas nécessairement l'ensemble des activités du FNDC sur Facebook, ce qui peut affecter la représentativité des résultats.

En vérité, l'absence d'entrevues constitue une autre limite majeure de cette étude. Ces entrevues auraient permis de recueillir des témoignages internes des militants et d'obtenir des informations qualitatives sur leurs motivations et stratégies. Malheureusement, il a été extrêmement difficile de retrouver les acteurs clés en raison de leur situation actuelle. Beaucoup d'entre eux sont en exil, d'autres sont emprisonnés, et certains sont portés disparus. De plus, pour des raisons éthiques et sécuritaires, il a été jugé nécessaire d'éviter toute démarche qui aurait pu mettre en danger les chercheurs ou les participants. L'étude s'est donc concentrée uniquement sur des données accessibles en ligne, comme les vidéos et les messages publiés par le FNDC.

Ensuite, utiliser les données d'engagement sur Facebook (mentions « J'aime », partages, commentaires) comme principal indicateur de l'impact des publications constitue une limite. Ces données fournissent une mesure indirecte de l'impact des publications, sans toutefois permettre d'évaluer avec exactitude l'influence des activités en ligne sur les mobilisations hors ligne. En l'absence de données additionnelles, comme des sondages ou des témoignages, il est ardu d'établir un lien de cause à effet entre l'engagement en ligne et l'activisme sur le terrain.

En résumé, bien que ces limites restreignent en partie la portée des conclusions, elles mettent en évidence les défis inhérents à l'étude d'un mouvement social dans un contexte marqué par des contraintes politiques et sécuritaires. Ces défis soulignent la complexité de l'analyse des mobilisations en ligne dans un tel cadre.

3.7 Considérations Éthiques

Dans le cadre de notre travail, l'analyse se base sur les contenus publiés sur la page Facebook publique liée au mouvement étudié (FNDC). Ce choix méthodologique est justifié par des facteurs contextuels liés à la sensibilité politique du sujet ainsi que par des préoccupations éthiques importantes. En effet, il est très difficile de réaliser des entrevues avec les acteurs du mouvement, car certains sont en exil, d'autres sont emprisonnés et deux figures majeures ont disparu depuis plusieurs mois. Dans ce contexte, tout contact direct avec les membres du mouvement pourrait menacer leur sécurité et poser des questions éthiques importantes.

Ainsi, l'analyse de documents et de données numériques publiques semble être l'approche la plus responsable et la moins intrusive. Bien que les contenus étudiés soient diffusés dans un espace numérique ouvert et accessible à tous, nous sommes profondément conscients du respect des directives éthiques. Ces directives stipulent que l'utilisation de données provenant de plateformes publiques est acceptable à condition que le traitement de ces données ne nuise pas aux personnes concernées, respectent leur dignité en prenant en compte le contexte de publication (Association of Internet Researchers).

Par conséquent, nous avons pris soin de ne pas identifier ni nommer les utilisateurs et les administrateurs de la page, à moins qu'ils ne soient des personnalités publiques déjà reconnues et que leur identification soit essentielle à notre analyse. De plus, toutes les données utilisées dans

notre recherche ont été anonymisées. Les captures d'écran, extraits de commentaires ou publications sont sélectionnés avec soin pour éviter toute reproduction de propos ou d'images susceptibles d'exposer leurs auteurs à des représailles. Pour ce faire, nous masquons les noms d'utilisateur, les photos de profil ou tout autre élément permettant une identification directe. De plus, les commentaires des internautes ne seront pas analysés individuellement, mais plutôt de manière globale, en identifiant des tendances discursives ou des dynamiques collectives, sans citer les auteurs spécifiques.

Pour une transparence méthodologique, nous reconnaissons que l'absence d'entretiens limite l'accès aux intentions subjectives ou stratégiques internes du mouvement. Cette limite est un choix éthique nécessaire, compte tenu du contexte répressif.

CHAPITRE 4

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Ce chapitre présente les résultats obtenus à partir du corpus sélectionné et des méthodes décrites dans le chapitre précédent. Il vise à mettre en évidence les principales tendances, dynamiques et significations dégagées par l'étude, ce qui permettra de répondre aux questions de recherche posées plus tôt.

Le corpus étudié est composé de quinze (15) publications émises par le FNDC entre 2019 et 2021. Ces publications proviennent principalement de la page officielle FNDC sur Facebook. Elles portent sur la lutte contre le changement constitutionnel qui donnait la possibilité d'un troisième mandat au président Condé en Guinée et constituent un ensemble de messages inscrits dans un processus de mobilisation en ligne et hors ligne.

Les résultats de cette recherche se divisent en deux parties. Premièrement, une analyse chronologique qui montre comment les publications ont évolué pendant trois périodes cruciales de la mobilisation. Deuxièmement, une présentation qui met en évidence cinq (5) catégories : la mobilisation citoyenne, la sensibilisation et l'information, la dénonciation et la vigilance, la coordination et la logistique numérique, ainsi que la cohésion interne et la légitimation.

4.1 Présentation des périodes d'évolution du mouvement

Le corpus met en évidence une évolution structurée des publications du FNDC sur Facebook entre 2019 et 2021. Trois (3) périodes ressortent nettement de cette chronologie. L'année 2019 correspond à une phase d'influence et de sensibilisation, marquée par les premiers efforts du mouvement pour interpeller l'opinion publique et s'opposer au projet de réforme constitutionnelle. L'année 2020 s'inscrit dans une dynamique de confrontation et d'intensification de la mobilisation, caractérisée par une forte coordination logistique et une dénonciation des violences dans le contexte des élections contestées. Enfin, l'année 2021 se distingue par une réorientation de la

communication autour de la mémoire des victimes, de la légitimation morale de la lutte et de la résilience face à la répression jusqu'au 5 septembre 2021.

Afin de rendre compte de cette évolution et de faciliter la lecture des résultats, nous avons procédé à un regroupement systématique des données. Les résultats présentés dans ce chapitre sont ainsi organisés en trois tableaux, chacun correspondant à une période distincte du mouvement. Cette structuration diachronique permet de mettre en évidence les dynamiques propres à chaque étape et de suivre, de manière comparative, les continuités et les transformations dans l'usage des réseaux sociaux numériques par le FNDC.

4.1.1 Synthèse de la période 2019 (plaidoirie contre la réforme constitutionnelle)

L'année 2019 marque le début d'une séquence politique tendue en Guinée, dominée par le débat autour du projet de réforme constitutionnelle porté par le président Alpha Condé, visant à lui permettre de briguer un troisième mandat. À partir du mois d'octobre, la contestation s'amplifie avec le lancement officiel du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC), une coalition composée de partis politiques, de syndicats, d'organisations de la société civile et d'acteurs-citoyens.

Dans ce contexte, le FNDC assume un rôle d'acteur fédérateur de l'opposition au projet de réforme. Il appelle à la mobilisation nationale et relaie un discours de défense de l'ordre constitutionnel. Ses publications sur Facebook servent principalement à informer la population sur les enjeux de la réforme, à dénoncer le projet présidentiel et surtout à lancer des appels à l'action collective, comme des marches pacifiques ou des journées « ville morte ».

Les journées « villes mortes » représentent une forme de protestation pacifique très répandue parmi les membres du FNDC. Concrètement, elles consistent en des appels publics à la grève générale des activités économiques et administratives : les commerces sont fermés, les écoles et les bureaux sont déserts, les transports urbains et interurbains sont à l'arrêt. Les journées de protestation sont habituellement annoncées plusieurs jours à l'avance sur la page Facebook du FNDC et relayées par les coordinations locales. Elles reposent sur une logique de pression économique et symbolique, visant à démontrer l'ampleur du rejet populaire, sans recourir à la confrontation. L'efficacité de ces

manifestations dépend fortement de l'adhésion des commerçants, des syndicats et des acteurs locaux, ce qui explique leur intensité variable selon les régions et les périodes.

L'hashtag #Amoulanfé (« ça ne marchera pas », en soussou) a été lancé lors des premières phases de la contestation contre le projet de changement constitutionnel revendiqué par l'artiste Mouctar Soumah, alias Takana Zion (CAMARA, 2020). Il est apparu d'abord dans les publications de militants proches de la société civile et de leaders d'opinion engagés sur Facebook, avant d'être repris officiellement par les pages et relais du FNDC. Cet hashtag sert de cri de ralliement contre un troisième mandat. Sa popularité fulgurante s'explique par sa facilité d'utilisation, son ancrage dans la culture locale et sa puissance émotionnelle.

L'utilisation de l'hashtag #Alanmanè, qui signifie « ça va marcher », s'inscrit en opposition directe avec le slogan #Amoulanfé. Il est principalement utilisé par les partisans du troisième mandat pour exprimer leur appui au projet constitutionnel et contester le discours de rejet du FNDC. En l'utilisant, ils cherchent à renverser la perspective de la contestation en soulignant la légitimité et la viabilité du troisième mandat, tout en distançant clairement leurs revendications du mouvement citoyen.

Les réactions négatives envers les publications du FNDC revêtent diverses formes. Certaines personnes s'opposent explicitement à son action politique, l'accusant de servir les intérêts des partis d'opposition ou de semer le chaos dans le pays. D'autres commentaires remettent en cause la légitimité des leaders du FNDC. Ils les qualifient d'opportunistes ou de manipulateurs. On observe également des messages appelant au maintien de l'ordre et au soutien du pouvoir en place, parfois accompagnés d'un discours nationaliste ou sécuritaire.

Figure 4.1 Commentaire tiré de la publication du 09 décembre 2019

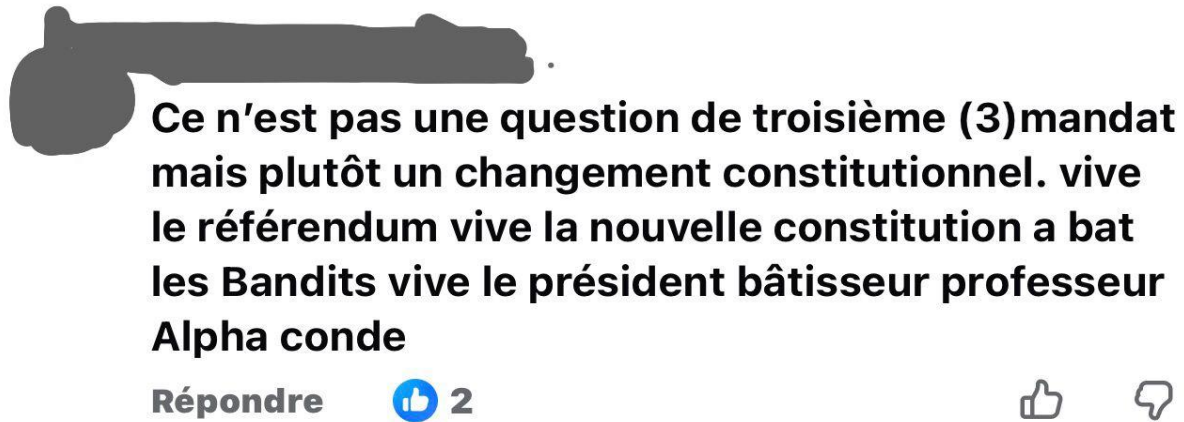
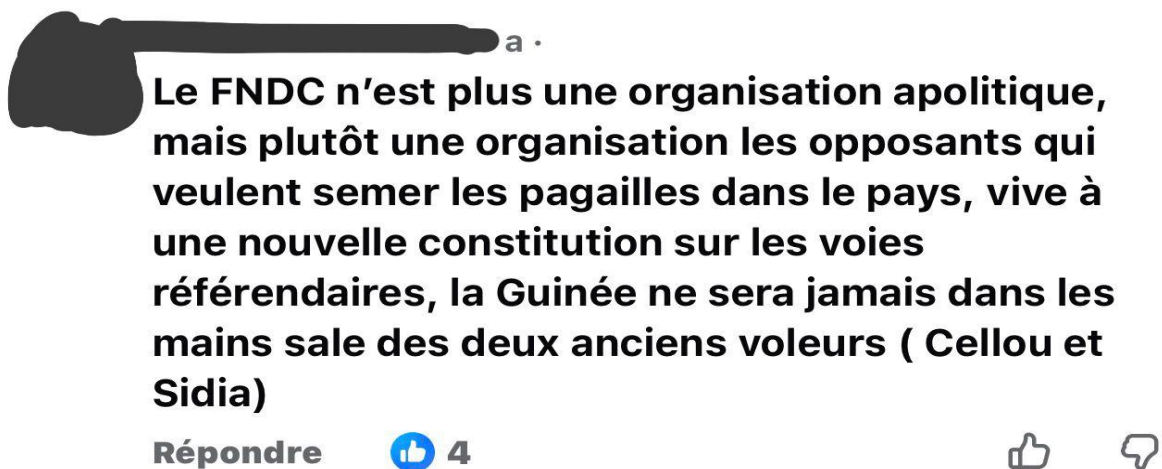


Figure 4.2 Commentaire tiré de la publication du 20 avril 2020



Les échanges dans les commentaires révèlent une polarisation marquée entre partisans et adversaires du FNDC. Les discussions se caractérisent par des échanges animés, des accusations mutuelles et une forte charge émotionnelle. Les discussions ont tendance à s'organiser en camps opposés, chaque camp utilisant ses propres arguments, références et sources de légitimation. Cette polarisation est souvent exacerbée par l'intervention de comptes militants très actifs, qui inondent les fils de discussion de messages répétitifs ou de slogans, contribuant ainsi à rigidifier les positions et à réduire les possibilités de débat nuancé.

Pour résumer et structurer nos observations, nous avons présenté un tableau récapitulatif pour l'année 2019 servant de grille d'analyse. Il permet de visualiser les publications en fonction de divers critères : la date de publication, le type de contenu diffusé, les objectifs principaux des messages et les interactions observées (mentions « J'aime », partages et commentaires). Cette présentation facilite la lecture et met en évidence les tendances générales observées durant la période étudiée.

Tableau 4.1 Grille d'analyse 2019

Années	2019: Période de plaidoirie pour influencer Alpha Condé à renoncer au projet de réforme constitutionnelle				
Publications	P1	P2	P3	P4	P5
Date de la publication	08-oct-19	16-oct-19	24-nov-19	09-déc-19	09-déc-19
Auteur	Coordinateur du FNDC	Acteur du FNDC	Homme Politique	Responsable dès l'opérations du FNDC	Opérateur économique
Type de contenu (texte, image, vidéo, lien)	Vidéo de 4 minutes 47 secondes	Vidéo de trois minutes et 30 secondes	Vidéo d'une minute	Vidéo d'une minute 9 secondes	Vidéo d'une minute 19 secondes
Message principal ou thème abordé	Lutte contre la corruption et le tripatouillage de la constitution	Bilan macabre des manifestations et appelle à une journée ville morte	Mauvaise Gouvernance	Arrestation arbitraire des leaders du FNDC	Ne touche pas à ma constitution

Réactions (nombre de likes, partages, commentaires et vues)		J'aimes: 954, Commentaires:82, Partages: 1,102 et 54,220 vues	J'aimes: 487, Commentaires: 63, Partages: 588 et 24,202 vues	J'aime: 1110, Commentaires :81 Partage:607, Vues: 28,734	J'aimes: 780, Commentaires: 31, Partages: 355 et 16,567 vues	J'aimes: 798, Commentaires: 69, Partages: 513 et 19,343 vues
Impact estimé (mobilisation, sensibilisation, Marche et ville morte)		Sensibilisation pour lever des fonds	Journée ville morte à Conakry, 26 octobre 2019	Marche pour sensibilisation aux enjeux de la réforme constitutionnel le le 26 novembre 2019	Marche pour renouveler le refus d'un changement constitutionnel en Guinée. 10 décembre 2010	Marche pacifique du 10 décembre pour dire non au troisième mandat
Hashtags		#Amoulanfè	#Amoulanfè	#Amoulanfè	#Amoulanfè	#Amoulanfè
Occurrences	Amoulanfè	14 fois	25 fois	21 fois	8 fois	10 fois
	Alanmanè	1 fois	0 fois	2 fois	1 fois	2 fois
	Commentaires Favorable	38 fois	27 fois	25 fois	15 fois	18 fois
	Commentaires non Favorable	18 fois	3 fois	17 fois	7 fois	34 fois
	Autres	10 fois	8 fois	16 fois	0 fois	5 fois
Sentiments	Positifs	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
	Neutres	Non	Non	Non	Non	Non
	Négatifs	Non	Non	Non	Non	Oui

Commentaires	Opposition au tripatouillage de la constitution	Journées villes mortes et autres actions pacifiques pour honorer les victimes.	Dénonciation de la corruption systémique.	Arrestations arbitraires, notamment celle du responsable de la mobilisation du FNDC	Mobilisation contre le troisième mandat avec le slogan "Ne touche pas à ma constitution"
--------------	---	--	---	---	--

Entre octobre et décembre 2019, nous avons choisi cinq (5) publications diffusées par le FNDC sur Facebook, qui marquent le début de la mobilisation contre le changement constitutionnel. Ces publications prennent la forme de courtes vidéos (entre une et quatre minutes), mettant en scène des personnalités clés du mouvement : le coordinateur, des responsables du FNDC ainsi que certains alliés politiques et économiques. Les sujets abordés sont la corruption, la mauvaise gestion, les arrestations arbitraires et l'opposition au projet de réforme constitutionnelle.

Nous remarquons ensuite que les deux premières publications (p. 1 et p. 2) mettent l'accent sur la collecte de fonds et sur l'appel à la manifestation « ville morte » du 26 octobre. Ils suscitent un engagement visible avec respectivement 38 et 27 commentaires favorables, ainsi qu'un usage répété d'hashtag #Amoulanfé (14 et 25 occurrences).

En novembre, grâce à la parution (p. 3), les données révèlent que la mobilisation se concrétise sous la forme d'une manifestation prévue le 26 du même mois. Cette démonstration de soutien entraîne une participation significative, mais aussi une variété de réactions.

En décembre, les publications des p4 et p.5 se concentrent sur les arrestations arbitraires et la manifestation du 10 décembre. La cinquième publication retient tout particulièrement notre attention : elle a suscité l'engagement le plus important de la période avec 513 partages et plus de 19 000 vues. Elle a cependant généré beaucoup de commentaires négatifs (34 contre 18 positifs).

À la fin de l'année 2019, cinq publications ont été sélectionnées pour cette première période. Ces publications mettent en évidence plusieurs thèmes dominants. Le premier est l'appel à la

manifestation et à la participation aux actions collectives. Ce thème est accompagné d'une forte insistance sur la dénonciation du projet de réforme constitutionnelle et sur la répression des manifestations, perçues comme des pratiques autoritaires du régime.

On observe également une dimension pédagogique : le FNDC cherche à expliquer les enjeux démocratiques et juridiques liés à la modification de la constitution dans de courtes vidéos discursives.

Sur le plan des tendances, les publications montrent une intensification des appels à l'action, renforcée par l'usage de visuels et de slogans mobilisateurs destinés à capter l'attention et à susciter un engagement massif.

Enfin, la période 2019 met en évidence une stratégie de légitimation morale, en présentant la lutte comme un devoir civique au service de la défense des droits collectifs. Ces éléments indiquent le début d'une stratégie numérique structurée, où Facebook devient un espace de mobilisation et un levier incontournable pour organiser la contestation à grande échelle, ce qui prépare le terrain pour les séquences suivantes.

4.1.2 Synthèse 2020 (intensification des manifestations et élection)

L'année 2020 s'inscrit dans une dynamique d'intensification de la contestation en Guinée, marquée par l'organisation de manifestations d'envergure contre la tenue du référendum constitutionnel. Dans ce contexte, le FNDC accentue sa présence numérique et mobilise Facebook comme principal relais de communication et de coordination.

Les publications de cette période, majoritairement sous forme de vidéos, sont portées aussi bien par les responsables du mouvement que par des personnes qui le soutiennent, des acteurs politiques et des coordinations locales ou de la diaspora. Elles mettent en avant la défense des acquis démocratiques, la dénonciation du « coup d'État constitutionnel », ainsi que la trahison des engagements du président Condé. Ces messages sont accompagnés d'hashtags emblématiques, comme #Amoulanfé, largement utilisés pour fédérer les soutiens et renforcer la visibilité du mouvement.

Au-delà de la sensibilisation, ces publications servent de leviers directs de mobilisation citoyenne, appelant à des manifestations, des journées « ville morte » et des marches pacifiques à des dates précises (janvier, mars, avril, juillet, septembre 2020).

Ce tableau classe les publications selon la date, le type de contenu, l'objectif principal des messages et les interactions observées (mentions « J'aime », partages, commentaires). Cette présentation permet de synthétiser l'ensemble des publications de l'année et de repérer les tendances générales de l'activité en ligne du FNDC.

Tableau 4.2 Grille d'analyse 2020

Années	2020: Période d'intensification des manifestations et l'organisation des élections				
Publications	P6	P7	P8	P9	P10
Date de la publication	13-janv-20	20-mars-20	20-avr-20	2020-07-14	2020-09-16
Auteur	Responsable des opérations du FNDC	Citoyen et sympathisant du FNDC	Homme Politique	Coordinatrice du FNDC-France	Coordinateur du mouvement FNDC
Type de contenu (texte, image, vidéo, lien)	Vidéo d'une minute et 28 secondes	Vidéo de zéro minute 58 secondes	Vidéo de 4 minutes et 05 secondes	Vidéo d'une minute 55 secondes	Vidéo: 14 minutes 57 seconde
Message principal ou thème abordé	Lutte pour préserver les acquis démocratiques	Barrer la route aux promoteurs du troisième mandat	Manque de responsabilité de l'autorité vis-à-vis de son engagement à respecter et faire respecter la constitution	Coup d'État constitutionnel	Parjure et la trahison du peuple par le président Alpha Condé

Réactions (nombre de likes, partages, commentaires et vues)		J'aimes: 953, Commentaires:76, Partages: 736 et 31,910 vues	J'aimes: 900 Commentaires: 88, Partages: 520 et 19,857 vues	J'aimes:909 Commentaires:12, Partages: 621 et 53,926 vues	J'aimes: 711, Commentaires: 44, Partages:552 et 19,965 vues	J'aimes: 538, Commentaires: 79, Partages:186 et 19,961 vues
Impact estimé (mobilisation, sensibilisation, Marche et ville morte)		Mobilisation citoyenne active pour 14 janvier 2020	Mobilisation du 22 mars 2020 pour empêcher l'élection de 2020 dont président est candidat après deux mandats successifs	A l'occasion de la ville morte du 21 avril 2020 pour sensibiliser contre le danger de l'inaction	Mobilisation pour le départ d'Alpha Condé 20 juillet 2020	Marche du 29 septembre 2020 pour demander le départ du président Alpha Condé
Hashtags		#Amoulanfè	#Amoulanfè	S/O (sans objet)	#Amoulanfè	#Amoulanfè
Occurrences	Amoulanfè	23 fois	39 fois	0 fois	1 fois	2 fois
	Alanmanè	0 fois	1 fois	0 fois	0 fois	0 fois
	Commentaires Favorable	34 fois	11 fois	46 fois	20 fois	61 fois
	Commentaires non Favorable	12 fois	31 fois	44 fois	12 fois	7 fois
	Autres	7 fois	6 fois	16 fois	11 fois	9 fois
	Positifs	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

Sentiments	Neutres	Non	Non	Non	Non	Non
	Négatifs	Non	Non	Non	Non	Non
Commentaires		Réclamations pour préserver les acquis démocratiques et appeler les autorités à respecter leurs engagements constitutionnels.	Organisation de manifestations, journées villes mortes et autres actions pacifiques pour barrer la route aux promoteurs du troisième mandat.	Désillusion politique et perte de confiance des citoyens envers les institutions.	Opposition au coup d'État constitutionnel visant à permettre un troisième mandat au président Alpha Condé.	Alpha Condé accusé de parjure pour avoir trahi le peuple en violant ses promesses de respecter la constitution.

L'année 2020 a vu une intensification de l'engagement du FNDC pour contester le troisième mandat et les prétendues violations constitutionnelles du président Alpha Condé. Cinq publications (p. 6-10) couvrent cette période, chacune se concentrant sur un événement politique majeur : les manifestations du 14 janvier, les élections du 22 mars, la ville morte du 21 avril, la mobilisation du 20 juillet et la marche du 29 septembre. Au cours du premier trimestre de l'année (janvier à avril), les publications, p.6 à p.8, étaient marqués par des appels à l'engagement civique et des critiques de la tendance autoritaire. Les p.6 et p.7, très populaires (avec respectivement 736 et 520 partages), abordent la protection des avancées démocratiques et l'opposition aux partisans du troisième mandat. En revanche, la p.8, la plus consultée (avec 53 926 vues), reflète une profonde déception à l'égard des institutions, avec un net clivage (46 commentaires positifs contre 44 négatifs).

Au deuxième semestre (juillet-septembre), les p.9 et p.10 renforcent leur discours, évoquant un « coup d'État constitutionnel » et un « parjure ». Elles appellent ainsi au départ d'Alpha Condé et à l'opposition au référendum constitutionnel. Même si l'engagement demeure important (jusqu'à

552 partages pour le p.9), la présence d’hashtag #Amoulanfé diminue et les commentaires positifs deviennent plus nombreux qu’au début de l’année.

Le tableau montre un glissement vers la mobilisation de masse et la dénonciation politique (p. 6 à p. 10). Les réactions atteignent leur paroxysme : des centaines de partages (jusqu’à 736 pour p. 6), des dizaines de milliers de vues (53 926 pour p. 8), mais aussi une polarisation accrue dans les commentaires (souvent partagés entre favorables et défavorables). Les balises comme #Amoulanfé continuent de circuler, mais elles semblent perdre en intensité au cours du mois de septembre 2020.

Les messages diffusés par le FNDC durant cette période insistent sur l’importance de manifester, d’assister aux Journées de la résistance civile et de protester contre le projet de troisième mandat. Le message met l’accent sur les consignes claires d’action immédiate, en soulignant l’urgence de la mobilisation. Les publications mettent également en évidence l’idée d’un rapport de force avec le régime, en soulignant que seule une vague de protestations populaire sans précédent peut renverser le pouvoir.

En outre, les émissions mettent en évidence de manière répétée les actes de violence policière et la répression subie par les victimes, les activistes et les citoyens engagés. Des publications mettant en évidence ces abus (comme les p.8 et p.9 en 2020) ont suscité une grande résonance en ligne, avec des centaines de partages (jusqu’à 552 pour le p.9) et de nombreux commentaires favorables exprimant solidarité et indignation. Cependant, on a également observé des réactions critiques, reflétant la diversité d’opinions parmi les internautes.

Les publications appellent aussi à manifester, ce que les internautes relaient, partagent et commentent, contribuant ainsi à leur diffusion et à leur appropriation par un public plus large.

En 2020, les publications du FNDC ont révélé une augmentation significative des appels à manifester et des manifestations de masse organisées à des dates spécifiques (janvier, mars, avril, juillet, septembre). Les principaux thèmes abordés étaient la protection des réalisations démocratiques, la dénonciation du coup d’État constitutionnel et l’accusation de haute trahison portée par le FNDC contre le président Alpha Condé.

On observe également une montée en puissance de l'usage d'hashtag #Amoulanfé, devenu un véritable symbole identitaire de la lutte. On observe plusieurs tendances, notamment une augmentation des appels à l'action diffusés sous forme de courtes vidéos (d'une à quatre minutes), ainsi qu'un discours de plus en plus radical en réponse à la détermination du gouvernement.

Cette stratégie numérique exprime la volonté de transformer Facebook en un espace à la fois de sensibilisation et de coordination des mouvements sociaux, ce qui favorise la pérennité du combat. Ces dynamiques annoncent la suite des événements en 2021, où le FNDC devra adapter sa communication à la résilience et à la reconfiguration de ses actions, alors que ses leaders font face à la répression et à l'arrestation.

4.1.3 Synthèse 2021 (période post-adoption de la nouvelle constitution et coup d'État du 5 septembre)

L'année 2021 se caractérise par une phase de turbulence et de reconfiguration pour le FNDC, à la suite de l'adoption de la nouvelle constitution et à la contestation persistante qu'elle engendre. Les publications sur la page officielle du mouvement reflètent les conséquences directes de la répression, en particulier l'arrestation de leaders et la détention de responsables de la mobilisation. Les messages portent sur le bilan humain de la lutte contre le troisième mandat (99 victimes), la dénonciation de l'instrumentalisation de la justice et les appels à la libération des membres du FNDC.

Cette période de 2020 inclut également des messages d'alerte et de vigilance, notamment concernant la santé des détenus politiques. L'annonce du coup d'État militaire du 5 septembre 2021 marque la fin du régime Alpha Condé et un tournant majeur pour la dynamique du mouvement. Les publications restent positives et mobilisatrices, mettant l'accent sur la résilience et la continuité de la lutte, tout en consolidant le rôle de Facebook comme espace stratégique de communication et de mobilisation.

Pour synthétiser et organiser ces observations, nous présentons le tableau 3, servant de grille d'analyse pour l'année 2021. Il permet de visualiser les publications selon la date, le type de contenu, les messages principaux, les réactions et l'impact estimé, facilitant ainsi l'identification des tendances et des dynamiques de mobilisation du FNDC.

Tableau 4.3 Grille d'analyse 2021

5 Années	2021: Période post-adoption de la nouvelle constitution et ces conséquences, notamment le coup d'État militaire du 5 septembre 2021				
Publications	P11	P12	P13	P14	P15
Date de la publication	03-avr-21	2021-05-08	18-mai-21	2021-07-27	05-sept-21
Auteur	Publication sur la page officielle du FNDC	Publication sur la page officielle du FNDC	Page Officielle du FNDC	Page Officielle du FNDC	Page Officielle du FNDC
Type de contenu (texte, image, vidéo, lien)	Image	Communiqué de presse	Image	Image	Communiqué numéro 178 du FNDC
Message principal ou thème abordé	Liste des morts de la lutte contre le 3ème manda (99 victimes)	L'instrumentalisation de la justice	Libération du responsable de la mobilisation du FNDC	Mise en garde par rapport à la dégradation de l'état de santé du responsable de mobilisation arrêté le 29 septembre 2020.	L'annonce de fin de règne du président Alpha Condé par le CNRD dirigé par lieutenant-colonel Mamadi Doumbouya
Réactions (nombre de likes, partages, commentaires et vues)	J'aimes: 234, Commentaires: 76, Partages: 119	J'aimes: 29, Commentaires: 13, Partages: 26	J'aimes: 93, Commentaires: 10, Partages: 20	J'aimes: 619, Commentaires: 133, Partages: 251	J'aimes: 660, Commentaires: 17, Partages: 133

Impact estimé (mobilisation, sensibilisation, Marche et ville morte)		Sensibilisation pour demander justice aux victimes tuées lors des manifestations	Mobilisation pour la libération des personnes membre du FNDC	Mobilisation pour exiger la libération du responsable de la mobilisation du FNDC 20 mai 2021	Mise en garde	Appelle à la vigilance
Hashtags		S/O (sans objet)	S/O (sans objet)	S/O (sans objet)	S/O (sans objet)	S/O (sans objet)
Occurren ces	<i>Amoulanfé</i>	0 fois	0 fois	0 fois	1 fois	0 fois
	Alanmanè	0 fois	0 fois	0 fois	0 fois	0 fois
	Commentaire s Favorable	63 fois	7 fois	8 fois	113 fois	17 fois
	Commentaire s non Favorable	5 fois	5 fois	0 fois	14 fois	0 fois
	Autres	8 fois	1 fois	2 fois	5 fois	0 fois
Sentiment s	Positifs	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Neutres	Non	Non	Non	Non	Non
	Négatifs	Non	Non	Non	Non	Non
Commentaires		Bilan macabre des manifestations avec 99	Justice: Accusée d'être instrumentalisée pour réprimer les opposants politiques et les	Appelle à la libération du responsable de la mobilisation du FNDC	Alerte sur la dégradation de l'état de santé des détenus politiques.	L'annonce par le CNRD dirigé par le lieutenant- colonel Mamadi

	victimes identifiées	leaders du FNDC.			Doumbouya de la fin du régime d'Alpha Condé marque un tournant.
--	-------------------------	---------------------	--	--	---

Au cours du premier semestre 2021, les publications des p11 à p.13 se sont principalement concentrées sur trois thèmes : le bilan humain de la lutte, qui compte 99 victimes ; la dénonciation de l'instrumentalisation de la justice ; et les appels à la libération du responsable de mobilisation du FNDC (Oumar Sylla). Ces publications relèvent de la dénonciation et de la vigilance, mais montrent un net changement par rapport aux périodes antérieures. Les publications de 2019 et 2020 s'appuyaient largement sur des hashtags militants tels que #Amoulanfé et #Alanmanè. Cependant, on observe une quasi-disparition de ces marqueurs discursifs dans les publications de 2021, comme le montre le tableau 3.

En ce qui concerne les réactions et l'impact attendus, l'engagement observé reste relativement faible : entre 20 et 119 partages, ce qui est inférieur aux mobilisations numériques des années précédentes. On constate ainsi une baisse de l'interaction entre le mouvement et ses sympathisants et sympathisantes. Il semble que le répertoire de communication axé sur la dénonciation des abus ne suffise plus à maintenir un haut niveau de mobilisation (voir tableau 3).

En juillet, la publication de la p.14 est consacrée à l'alerte sur la dégradation de l'état de santé du responsable de la mobilisation Oumar Sylla dit Foniké Manguè, qui est en détention. La publication a obtenu 619 mentions « J'aime », 251 partages et 133 commentaires positifs. Ces chiffres sont en contraste avec les niveaux d'engagement observés dans les publications précédentes.

Cette série d'événements met en évidence deux observations. Tout d'abord, on remarque une diminution de l'efficacité des méthodes traditionnelles de mobilisation (slogans, hashtags, dénonciations), qui ne semblent plus avoir le même impact qu'en 2019 ou 2020. Ensuite, certains éléments émotionnels, tels que la menace sur la santé d'une personnalité publique, peuvent encore déclencher une réaction ponctuelle de solidarité et d'engagement, ce qui suggère que le potentiel

de mobilisation est toujours présent, mais sous certaines conditions. En ce sens, les publications de 2021 témoignent d'un mouvement en phase de résilience, cherchant de nouvelles ressources narratives et symboliques pour maintenir sa visibilité et sa légitimité malgré l'érosion de son audience numérique.

Enfin, le 5 septembre (p. 15), la publication officielle du FNDC annonce la chute du régime d'Alpha Condé par le biais du communiqué du CNRD. Bien que cette publication soit plus engagée que les premières de l'année (133 partages), elle n'a pas suscité un grand nombre de manifestations : elle représente plutôt un tournant symbolique, passant de la lutte contre un troisième mandat à la redéfinition des revendications sous un nouveau régime militaire.

Les publications (p.11 à 15) remplissent une fonction distincte, axée sur la mémoire des victimes, la résilience et la justification morale. Le tableau montre une baisse de l'intensité mobilisatrice : très peu de hashtags (#Amoulanfé, presque absent), un faible nombre de partages (20 et 119, p.11 et p.13) et un engagement globalement modéré.

Les réactions semblent indiquer un ralentissement, sauf pour le p.14 en juillet (619 mentions j'aime, 251 partages), qui relance soudainement l'intérêt pour la santé d'un leader emprisonné, suscitant une émotion collective. L'impact escompté dépend moins de la mobilisation directe que de la préservation de la mémoire collective et de l'entretien de la légitimité morale face au régime.

Enfin, la publication du 5 septembre, p.15, annonçant la chute d'Alpha Condé, marque la fin d'une ère en signalant une transition. Le FNDC cesse d'être un mouvement uniquement contre un troisième mandat et se réinvente en tant qu'acteur de vigilance démocratique. Dans ce contexte, les réseaux sociaux changent de fonction, passant d'un outil de mobilisation active (2019-2020) à un espace de résilience et de commémoration.

En 2021, les publications du FNDC mettent en évidence trois thèmes principaux : la mémoire des victimes, la dénonciation de l'instrumentalisation et la libération des prisonniers politiques. L'appel à la vigilance et à la mobilisation citoyenne reste au cœur du message, mais il est désormais accompagné d'un discours de résilience face à la répression et d'une légitimation morale de la lutte. On observe également une augmentation de l'utilisation d'images et de documents factuels (listes

de victimes, alertes sur la santé des détenus, communiqués officiels), ce qui renforce l'impact des messages et l'engagement de la communauté en ligne. Cette évolution témoigne d'une stratégie numérique mieux structurée, dans laquelle Facebook ne constitue plus uniquement un canal de mobilisation, mais est devenu aussi un espace de documentation.

4.2 Présentation des (5) catégories

Cet aperçu des trois périodes permet de situer l'évolution générale de la communication et de la mobilisation du FNDC sur Facebook. Il prépare le terrain pour une analyse plus fine des quinze (15) publications, organisée selon les cinq (5) catégories identifiées dans la méthodologie (mobilisation citoyenne, sensibilisation et information, dénonciation et vigilance, coordination et logistique numérique, ainsi que cohésion interne et légitimation). Cette classification nous permettra de mettre en évidence les fonctions principales des messages et la manière dont le mouvement a structuré ses contenus pour atteindre ses objectifs stratégiques.

Pour organiser cette présentation, nous procéderons en décrivant chaque catégorie séparément. Pour chacune d'elles, nous indiquerons les publications correspondantes, leurs dates, les types de contenus diffusés ainsi que les interactions observées, telles que les mentions « J'aime », les partages et les commentaires. Cette approche permet de regrouper les publications par fonction et de présenter de manière systématique l'ensemble des données recueillies en ligne.

4.2.1 Mobilisation citoyenne

Les publications du FNDC mettent de l'avant l'engagement civique comme un élément clé. Sur Facebook, on retrouve plusieurs messages incitant les gens à prendre part à des manifestations collectives. Par exemple, la publication du 16 octobre 2019 (p. 2) annonce une « ville morte » nationale. Le suivi des mobilisations est également documenté dans des publications qui montrent l'ampleur de la paralysie des activités économiques, comme celle du 7 juillet 2019

Figure 4.3 Extrait de la publication du 07 juin 2019 montrant l'impact de la mobilisation citoyenne sur l'activité économique



En présentant un document illustrant le degré de paralysie des activités économiques, comme la publication du 7 juillet 2019 dans la préfecture de Coyah (à des dizaines de kilomètres de Conakry), le FNDC montre l'ampleur de sa mobilisation.

Certaines publications emploient des visuels, des affiches et des slogans pour inciter les gens à se rassembler. La page principale du mouvement sert de tribune pour diffuser ces appels à l'action. Cette image, publiée le 4 avril 2020, est un exemple de ce type de message. Elle fait référence à la manifestation du 14 octobre 2019 et vise à encourager les citoyens à participer à nouveau.

Figure 4.4 : Illustration de l'ampleur de la mobilisation citoyenne



Cette image constitue une représentation éloquent de l'ampleur et de l'intensité de la mobilisation citoyenne portée par le FNDC. Elle donne à voir une participation collective marquée par l'énergie, la détermination et l'engagement des manifestants, traduisant une appropriation citoyenne de l'espace public. En rendant visibles la force du nombre et la dynamique de rassemblement, l'image remplit une fonction mobilisatrice essentielle : elle vise à encourager les individus encore hésitants à rejoindre les actions collectives, en leur donnant à voir une mobilisation déjà largement constituée et socialement légitimée.

L'analyse de cette image met également en évidence la diversité des participants engagés dans la mobilisation. Les profils représentés dans les images et les vidéos associées aux publications analysées révèlent la présence de jeunes, mais aussi d'autres catégories sociales, ce qui suggère une mobilisation transversale dépassant les cercles militants restreints. Cette diversité visible renforce la portée symbolique du message en donnant à la mobilisation citoyenne une dimension

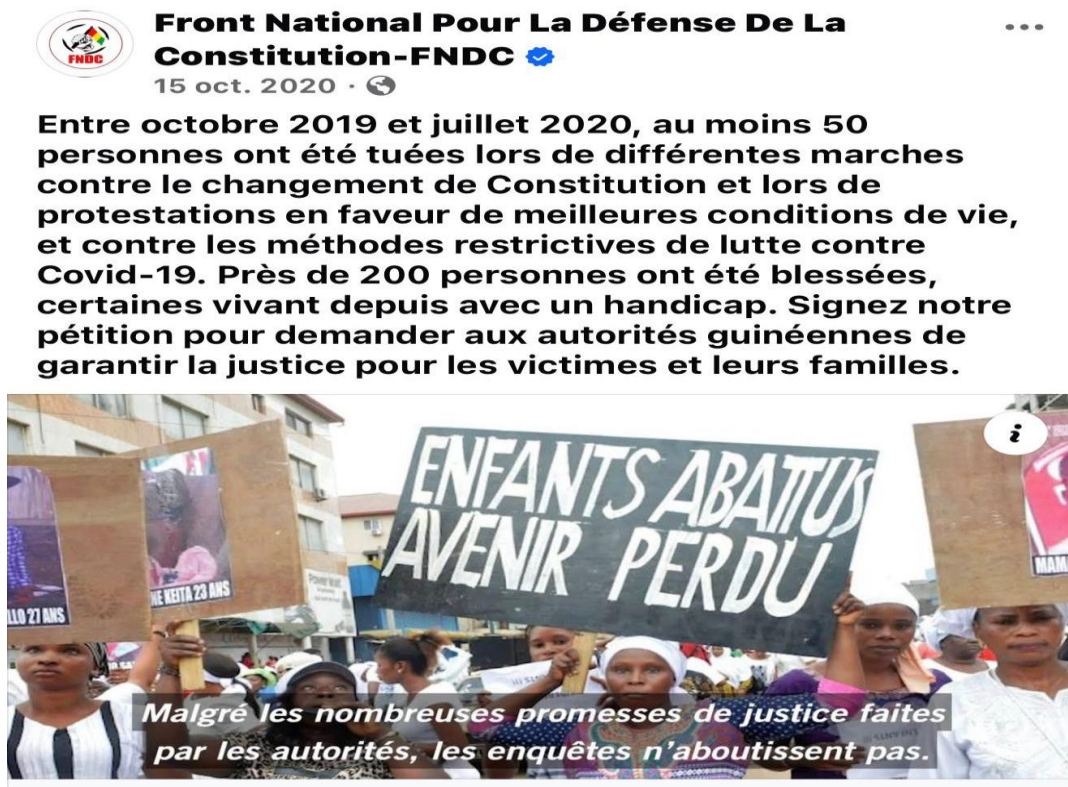
inclusive et collective, fondée sur la participation de citoyens ordinaires plutôt que sur des acteurs politiques institutionnels uniquement.

Par sa diffusion sur Facebook, l'image participe pleinement aux mécanismes de diffusion et de coordination de la mobilisation citoyenne. Elle s'inscrit dans un ensemble plus large de publications qui mobilisent divers indicateurs empiriques. La composition visuelle des images, la mise en scène de la foule ainsi que les réactions et les commentaires des internautes témoignent de la capacité des réseaux sociaux numériques à amplifier la visibilité de l'action collective. Facebook apparaît ainsi comme un espace de circulation des récits de mobilisation, contribuant à transformer des engagements individuels en une dynamique collective visible et partagée.

Les éléments observés suggèrent enfin une participation socialement et géographiquement diversifiée, sans prétendre à une représentativité statistique. Cette approche s'inscrit dans une démarche qualitative attentive aux formes de visibilité, aux logiques d'engagement et aux processus de construction symbolique de la mobilisation citoyenne. L'image analysée illustre ainsi la manière dont les réseaux sociaux numériques participent à la mise en scène et à la consolidation de l'action collective, en donnant corps et visibilité à une mobilisation citoyenne en constante expansion. Par ailleurs, certaines publications rendent compte du coût humain de la lutte. La publication p.11, publiée le 3 avril 2021, présente des informations sur les morts, les blessés et les arrestations survenues dans le cadre des mobilisations du FNDC.

Elle reprend également des données similaires diffusées dans des publications antérieures, permettant de documenter de manière continue les conséquences des actions collectives et de recenser les victimes et les personnes arrêtées. Ces contenus mentionnent la responsabilité des forces de l'ordre et les violences subies, ainsi que les victimes impliquées, avec les dates et les circonstances des événements rapportés.

Figure 4.5 une mobilisation citoyenne marquée par la dénonciation de la violence d'État et l'exigence de justice, dans un contexte de forte conflictualité politique.



Cette image, diffusée sur la page officielle du FNDC, représente une cérémonie en hommage aux victimes des manifestations. On peut y voir des citoyens rassemblés autour de symboles de mémoire, tels que des photos, des noms ou encore des pancartes mettant l'accent sur la mort de jeunes personnes comme symbole d'un avenir compromis, ce qui souligne à la fois la gravité des pertes et l'importance de la solidarité. Cette image sert à rappeler le coût humain de la lutte, à renforcer l'engagement moral des membres du mouvement et à maintenir la mobilisation citoyenne en faveur de la défense des acquis démocratiques.

Figure 4.6 Rapport du bilan des manifestations en Guinée



Front National pour la Défense de la Constitution

DECLARATION N°0 47

La détermination du gouvernement guinéen à opérer un coup d'État constitutionnel est sans limite. Depuis le début des manifestations d'ampleur en octobre 2019, le pouvoir use de toutes les formes de violence inouïe pour réprimer les contestations populaires et légitimes. Bilan: 33 personnes tuées et plus de soixante blessés graves !

La violence d'État planifiée par le clan opposé à l'alternance démocratique en Guinée n'est plus à démontrer. Toutes les graves violations des droits humains sont permises: l'instrumentalisation de la justice, des persécutions, des humiliations, des arrestations arbitraires, des emprisonnements, la torture, des tueries à balle réelle et l'usage des armes de guerre dans la répression des manifestations publiques.

Le Président Alpha Condé, soutenu par son Premier Ministre Ibrahima Kassory Fofana, son Ministre en charge de la Défense Mohamed Diané, son Ministre en charge de la Sécurité Damantang Albert Camara, son Ministre en charge de l'administration du territoire Bouréma Condé et l'ensemble de son gouvernement, a donné carte blanche aux forces de défense et de sécurité pour commettre des exactions contre les opposants au 3ème mandat.

Le FNDC dénonce les abus d'autorités, la persécution et l'instrumentalisation de tout l'appareil d'État notamment dans les villes de l'intérieur du pays en vue de réprimer, diviser, manipuler et intimider les populations. C'est pourquoi à :

- **Faranah:** 12 membres de notre antenne locale ont été arrêtés à Maréla depuis les 15/16 octobre 2019, jugés le 23 octobre et condamnés à 1 an de prison ferme et plus 11 millions GNF d'amende, de dommage et intérêt. Neuf d'entre eux ont été transférés et emprisonnés à Kankan en attente de leur procès en appel.
- **Dabola:** Neuf de nos membres arrêtés le 13 janvier ont été déplacés de leur juridiction pour être détenus loin de leur famille à Faranah où ils ont été jugés de façon expéditive le 20 janvier. Trois d'entre eux ont été acquittés et 6 condamnés à 6 mois de prison ferme et 200 milles GNF d'amende.
- **Mamou:** 6 personnes arrêtées le 21 janvier sont en détention arbitraire.
- **Dalaba:** 4 personnes ont été gravement blessées le 21 janvier dont une avec le pied fracturé.
- **Gueckédou:** 12 de nos membres ont été arrêté le 2 janvier à Gueckédou. Ils ont été transférés à N'zérékoré où ils ont été jugés. Onze d'entre eux ont été libérés, leur co-accusé, qui est le coordonnateur de l'antenne FNDC de Gueckédou, a été condamné à 1 ans de prison ferme. Il est actuellement en prison.

Le FNDC a également recensé plusieurs cas d'arrestations à travers le pays dans le seul but de rançonner les familles pour leur libération. Nous dénonçons et condamnons ces pratiques éhontées de la part des forces de défense et de sécurité qui conditionnent la libération de citoyens arbitrairement arrêtés au paiement de forte somme d'argent.

Les deux premiers cas de tueries enregistrés ont eu lieu à N'zérékoré puis à Kankan en juin 2019. De ces crimes au début des manifestations populaires contre le 3ème mandat en octobre jusqu'à aujourd'hui, le bilan global et provisoire de graves violations des droits humains est établi comme suit:

- **33 tués dont 31 par balle, 1 par bastonnade et 1 par gaz lacrymogène.** La moyenne d'âge des personnes tuées est de 20 ans
- **61 personnes gravement blessées** dont 30 blessés par balle, 12 par gaz lacrymogène, 05 par bastonnade, 02 percutées par des véhicules des services de sécurité, les autres causes ne sont pas encore identifiées
- **plus de 119 personnes ont été arbitrairement arrêtées dont au moins 69 sont actuellement emprisonnées** notamment à Conakry, Mamou, Faranah, Kankan, Gueckédou et dans d'autres villes de l'intérieur du pays.

Ces chiffres ne concernent que des cas déclarés auprès de la Coordination Nationale du FNDC.

Le FNDC réaffirme sa détermination à affronter la machine de répression pour défendre la démocratie et l'État de droit.

Ensemble unis et solidaires, Nous vaincrons.

Conakry, le 27 janvier
2020

D'autres sources fournissent un compte rendu exhaustif des décès, des blessés et des arrestations par ville lors des manifestations d'octobre 2020. L'image qui accompagne la déclaration numéro 047 publiée par le FNDC, structurée de manière claire et concise, permet de saisir l'étendue géographique et humaine de la répression. Le lecteur peut ainsi appréhender l'impact des manifestations sur différentes localités. Ce type de publication vise à sensibiliser la population, à documenter les violences subies, et à renforcer la légitimité morale du mouvement en montrant que ses membres ont sacrifié quelque chose d'important pour défendre les droits civiques.

4.2.2 L'usage des slogans comme moyen pour renforcer l'impact des messages

Le FNDC a énormément compté sur les slogans comme moyen principal de diffusion de ses messages, dans le but de renforcer leur impact et de rallier les citoyens. Parmi ceux-ci, « Amoulanfé » se démarque comme un terme emblématique, répétitif et facilement identifiable dans l'ensemble de ses publications.

Pour illustrer cette stratégie, nous présentons trois captures d'écran de publications qui mettent en évidence l'utilisation constante du célèbre slogan « Amoulanfé ». Ces images vous permettront de constater comment le FNDC rallie les citoyens autour de ce terme emblématique.

L'utilisation du dialecte soussou dans ce slogan revêt une grande importance symbolique, car il est couramment parlé par une majorité de la population, y compris à Conakry, la capitale. En utilisant ce slogan, le mouvement a réussi à rallier les gens autour d'un message émouvant, tout en ancrant son discours dans un registre culturel et populaire qui résonne auprès des populations locales. Le slogan « Amoulanfé » transcende les divisions ethniques et sociales pour devenir un cri de ralliement, renforçant ainsi l'unité et la détermination des citoyens qui s'opposent au changement de la constitution.

Figure 4.7 L’hashtag Amoulanfé dans les commentaires d’un abonné dans la publication du 16 octobre 2019



Figure 4.8 L’hashtag Amoulanfé dans les commentaires d’un abonné dans la publication du 24 novembre 2019



Figure 4.9 L’hashtag Amoulanfé dans les commentaires d’un abonné dans la publication du 09 décembre 2019



Les (3) captures révèlent à la fois l’importance du slogan placé dans la légende des publications, son association avec des appels à l’action collective, et son rôle dans la stratégie de communication et de mobilisation citoyenne du mouvement.

Afin de mesurer concrètement la place occupée par ce slogan dans la communication en ligne du FNDC, une analyse a été réalisée sur les (15) quinze publications de notre corpus. Le tableau ci-dessous présente la répartition des occurrences de slogans identifiées au fil des publications et leur évolution selon les trois périodes (2019, 2020 et 2021).

Tableau 4.4 Tableau d'analyse du nombre d'occurrences du slogan "Amoulanfé" dans 15 publications, regroupées par périodes: 2019, 2020 et 2021

Période	Publications	Occurrences par publication	Total par période
2019	p.1 à p.5	14, 25, 21, 8, 10	78
2020	p.6 à p.10	23, 39, 0, 1, 2	65
2021	p.11 à p.15	0, 0, 0, 1, 0	1
Total	p.1 à p.15		144

Parmi les quinze (15) publications retenues, ce slogan revient souvent, soit directement dans les textes, soit sous forme de mot-clic « #Amoulanfé ». Son utilisation fréquente montre bien l'importance de cet outil comme levier de mobilisation et de propagation des idées du mouvement. Les résultats montrent également que le slogan « Amoulanfé » a suscité une forte mobilisation dans les commentaires des publications étudiées. Il a été mentionné 144 fois, ce qui témoigne de l'influence que les utilisateurs lui ont attribuée en tant que cri de ralliement. Cette récurrence dans les interactions numériques reflète l'engagement des citoyens envers le discours du FNDC et souligne l'importance du slogan en tant qu'outil de rassemblement des opinions sur la plateforme. Par sa brièveté et sa force, « Amoulanfé » est devenu rapidement le symbole d'identification du mouvement.

La lecture de ce tableau met également en évidence plusieurs tendances majeures : d'abord, une forte présence des slogans en 2019, où ils accompagnent presque systématiquement les appels à manifester ; ensuite, une intensification en 2020, notamment au moment des grandes marches contre le référendum constitutionnel ; enfin, un net déclin en 2021, où leur usage devient quasi

inexistant, reflétant l'essoufflement du mouvement et la répression accrue. Cette évolution montre que l'utilisation des slogans n'est pas insignifiante, mais qu'elle s'adapte aux fluctuations des mouvements sociaux et des paysages politiques.

S'agissant de l'évolution de l'usage d'hashtag #Amoulanfé, les données montrent effectivement un essoufflement progressif à partir de 2020, comme l'indique le tableau de fréquence (p.72). Cette baisse ne signifie pas la disparition du slogan, mais plutôt sa mutation dans son usage. L'analyse montre que l'hashtag est principalement utilisé par le compte officiel du FNDC ainsi que par des leaders militants, en particulier lors des phases de mobilisation intense. En revanche, on observe une diminution de la fréquence d'utilisation de cette expression chez les sympathisants ordinaires au fil du temps. Cette évolution indique un passage d'un slogan massivement participatif à un symbole plus institutionnalisé par le mouvement. (Voir les tableaux)

4.2.3 Sensibilisation et information

Une deuxième fonction des publications est la sensibilisation et l'information. Plusieurs contenus ont eu pour but de vulgariser les enjeux politiques et constitutionnels auprès de l'opinion publique. Dès le 8 octobre 2019 (p. 1), le coordinateur du FNDC diffusait une vidéo dénonçant la corruption et la mauvaise gouvernance. Avec plus de 1 100 partages, ce message a eu une portée importante, en contribuant à informer la population des risques que représentait le projet de réforme constitutionnelle. De même, la publication du 3 avril 2021 (p. 11), qui recensait la liste des victimes de la répression, a eu une fonction mémorielle et pédagogique. Le texte accompagnant l'image mentionne une liste de 99 victimes, dont 84 identifiées formellement, tuées lors de ces manifestations.

Les publications à caractère pédagogique ont été identifiées à partir de critères précis : présence d'explications juridiques ou constitutionnelles, recours à des formats didactiques (vidéos explicatives et textes structurés), usage d'un vocabulaire accessible visant à informer plutôt qu'à mobiliser immédiatement, et référence à des notions telles que les droits civiques ou les mécanismes institutionnels. Ces contenus se distinguent des publications d'appel à l'action par leur temporalité plus longue et leur objectif de conscientisation

Figure 4.10 Publication de la liste des victimes



Figure 4.11 Cérémonie de commémoration pour les personnes tuées lors des manifestations



La publication du 3 avril 2021 met en évidence le bilan humain de la lutte contre le troisième mandat en dressant la liste des victimes identifiées par le FNDC. Cette image symbolise l'aspect commémoratif et mémoriel de la communication du mouvement. Elle vise à éveiller les consciences, à renforcer la crédibilité morale du FNDC et à maintenir l'engagement des citoyens en honorant les martyrs qui ont sacrifié leur vie pour la cause. Grâce à ce type de publication, le

FNDC transforme Facebook en un espace d'information et de mobilisation. Chaque chiffre et chaque nom sont des appels implicites à poursuivre la mobilisation citoyenne.

Dans les commentaires de la publication (p. 11), on peut voir que de nombreux internautes partagent les noms de leurs proches ou ajoutent d'autres victimes qui n'ont pas été mentionnées initialement.

Figure 4.12 Réaction d'un internaute par rapport à la liste des victimes



L'internaute élargit la portée de la commémoration en incluant des victimes institutionnelles ou liées à des lieux de pouvoir. Cela traduit un souci de justice symbolique et de reconnaissance de tous ceux qui ont participé à la lutte, au-delà de la liste initiale.

Figure 4.13 Un rappel venant d'un internaute à l'endroit des acteurs du FNDC



Ici, l'individu inscrit une mémoire personnelle dans le débat collectif. Cela montre que la commémoration en ligne devient un espace de mémoire individuelle, où l'expérience personnelle des internautes enrichit la mémoire collective du mouvement.

Figure 4.14 Un abonné veut la reconnaissance de toutes les victimes



Ce commentaire met en évidence les lacunes en matière de représentation et d'égalité dans la liste officielle. Il souligne l'importance de reconnaître tous les individus ayant subi des violences, hommes ou femmes, et montre un souci pour l'inclusion et l'équité dans la mémoire collective.

En résumé, l'analyse des commentaires montre que la commémoration des victimes sur Facebook dépasse la simple réception passive de la liste officielle. Les internautes s'engagent activement dans la construction de la mémoire collective en ajoutant des noms, en corrigeant des oublis et en donnant une dimension personnelle ou communautaire aux victimes. Cette dynamique met en évidence le rôle des réseaux sociaux comme espaces de construction de la mémoire et de mobilisation symbolique, renforçant ainsi à la fois la légitimité et la portée morale du mouvement.

4.2.4 Dénonciation et vigilance

Troisièmement, le réseau social (Facebook) a servi de tribune pour la dénonciation et la surveillance du FNDC. En effet, de nombreuses publications cherchaient à documenter et à exposer les abus du régime d'Alpha Condé. Par exemple, la publication (p. 4) dénonçait l'emprisonnement arbitraire des membres du mouvement. Cela a suscité plusieurs réactions, vues et partages. Le 20 avril 2020 (p. 8), le FNDC a accusé le gouvernement de ne pas respecter la constitution, ce qui a entraîné une journée de grève générale le lendemain.

La lutte contre les abus de pouvoir constitue l'un des axes majeurs de la communication et des revendications du FNDC. Dans sa déclaration du 18 mai 2021 (p. 13), le mouvement dénonce les dérives autoritaires du régime d'Alpha Condé, en particulier les arrestations arbitraires des opposants politiques. Le mouvement accuse le gouvernement en place d'avoir manipulé les

institutions et de perpétrer un « coup d'État constitutionnel » (Balde, 2020b), ce qui va à l'encontre des principes fondamentaux de l'État de droit.

Par ailleurs, on trouve un exemple révélateur dans la publication du 14 juillet 2020 (p.9), qui décrit le deuxième mandat d'Alpha Condé comme un moment d'enrichissement illicite » et de « coup d'État constitutionnel ».

Plusieurs commentateurs de la publication de la p.3 reprennent le terme « coup d'État constitutionnel », comme le fait cette publication du 22 mars 2020.

Figure 4.15 Post relayant le slogan "coup d'État constitutionnel



La publication (publication du 22 mars 2020) mentionne l'usage excessif de la force, les arrestations massives et les violences meurtrières, comme cette publication fait sur Facebook le 20 mars 2020. Par exemple, ce post suivant affirme qu'« il est hors de question de reconnaître une assemblée illégitime et la constitution issue du coup d'État constitutionnel du 22 mars 2020 ». Cette formulation mobilise un registre juridique et politique fort, en qualifiant la réforme et les institutions qui en résultent d'illégitimes. Elle sert également de point de départ pour l'interaction des internautes, qui reprennent à leur tour l'expression « coup d'État constitutionnel » dans leurs commentaires et publications, renforçant la dénonciation et la diffusion du message.

Une quatrième fonction essentielle des publications est reliée à la coordination et à la logistique numérique. Au-delà des simples avis, certaines publications servaient à communiquer des instructions détaillées sur l'organisation. Le 24 novembre 2019, une publication annonçait la tenue d'une marche, en indiquant le contexte et les objectifs de la mobilisation.

En d'autres termes, le 14 juillet 2020 (p. 9), un appel à manifester pour demander le départ du président Alpha Condé a été lancé, suivi d'une marche le 20 juillet 2020.

Le 16 septembre 2020 (p. 10), une vidéo de quinze (15) minutes a été diffusée, décrivant en détail les préparatifs de la manifestation prévue pour le 29 septembre 2020, fournissant des directives claires sur la manière de s'impliquer.

Les études démontrent également l'utilisation de Facebook pour organiser rapidement des manifestations de masse. Elles mettent en évidence la participation de divers acteurs, y compris des militants, des journalistes et des internautes, qui interagissent avec les technologies numériques, en particulier les plateformes et leurs fonctionnalités.

L'influence de Facebook sur la temporalité de l'organisation des actions collectives a été observée par divers éléments empiriques, tels que la rapidité de diffusion des appels à manifester, les annonces tardives de changements d'itinéraires ou de dates, la synchronisation quasi simultanée d'actions dans différentes localités, ainsi que les rappels répétés à l'approche des événements. Ces pratiques démontrent que Facebook ne se contente pas de relayer des décisions déjà prises, mais qu'il s'engage activement dans la définition de la chronologie de la mobilisation.

4.2.5 Cohésion interne et légitimation

Finally, a fifth function is the consolidation of the movement and its legitimization. Certain documents primarily sought to reinforce solidarity among members, to preserve a collective memory and to establish the moral and political justification of the FNDC. For example, the publication of December 9, 2019 (p. 5) put forward the slogan « Ne touche pas à ma constitution ». This was used as a rallying cry. This slogan was widely taken up in comments and shares, which shows that internet users have appropriated it. They have thus been able to express their engagement and contribute to the creation of a collective identity around the movement.

In addition, on May 18, 2021 (p. 13), a message was disseminated to demand the liberation of a leader of the mobilization. This reinforced solidarity around the imprisoned leaders and aroused the interest of the public thanks to expressions of support and solidarity comments. On September 5, 2021 (p. 15), the day after the military coup of State that ended the Condé regime, the FNDC published a message celebrating this event as a victory for democracy. This shows how the movement transforms its political or symbolic successes into moral legitimization and reinforcement of its internal base.

Overall, the fifteen publications in the corpus fulfill different functions. Five of them are dedicated to citizen mobilization, through appeals to manifest or to engage in collective actions. Four others deal with the organization of « dead city » days, combining thus citizen mobilization and highlighting the symbolic and economic weight of the contestation. One (1) publication focuses primarily on denunciation and vigilance, keeping watch against the drifts of power and attracting the attention of citizens to the political issues. One also finds messages on logistical coordination and internal cohesion, for example on support for leaders or reinforcement of internal networks. Finally, five publications are dedicated to sensitization and information of the public on the events, the issues and the actions of the movement in progress.

Ces fonctions opèrent ensemble de manière complémentaire : la mobilisation citoyenne s'appuie sur l'information et la sensibilisation pour inciter les gens à agir, tandis que la cohésion interne et la légitimation renforcent la crédibilité et la continuité du mouvement. La réception par les internautes montre une interaction active. Les slogans et appels sont repris, commentés et partagés. Les messages de solidarité génèrent des échanges. Les dénonciations suscitent des débats et des expressions de soutien. Toutes ces interactions illustrent comment Facebook a permis au FNDC de transformer ses publications en outils de mobilisation, de coordination et de légitimation. Le mouvement a également pu construire une mémoire collective et une identité partagée autour de ces publications.

En ce qui concerne les concepts de solidarité et d'unité, bien qu'ils ne soient pas explicitement mentionnés dans les études examinées, ils sont clairement perceptibles de manière sous-jacente. Ils se manifestent par des phrases telles que « unis », « ensemble », « le combat continu », « soutien aux camarades », ou encore par l'importance accordée aux sacrifices des militants et aux messages d'encouragement pour les prisonniers et les victimes de la répression. Ces éléments discursifs contribuent au renforcement du sentiment d'appartenance collective ainsi qu'à la légitimité morale du mouvement.

4.3 Tendances relevées

En 2019, la communication du FNDC se caractérise par un registre pédagogique et explicatif. Les messages visent à vulgariser les principes constitutionnels et à mettre en garde contre les dérives potentielles liées au projet de réforme. Les publications cherchent principalement à éduquer et à éveiller les consciences du public sur les questions juridiques et politiques actuelles.

À partir de l'année 2020, les publications adoptent un ton plus percutant et des appels à la mobilisation de masse. Le contenu visuel évolue également : les vidéos explicatives laissent place à des images de manifestations, des interventions filmées d'activistes et l'utilisation répétée du slogan « Amoulanfé », qui devient un cri de ralliement sur la toile.

En 2021, les publications revêtent un caractère commémoratif et mémoriel, mettant en évidence les victimes de la répression et renforçant la justification morale et politique de la lutte du FNDC.

Les éléments visuels se diversifient et s'imprègnent d'émotion, avec des portraits de victimes, des vidéos de brutalité et des supports conçus pour susciter l'engagement et la solidarité. Les publications continuent également d'annoncer des manifestations, de donner des directives pour les journées « ville morte », et de s'adresser à la diaspora, ce qui met en évidence le caractère international de cette mobilisation.

En résumé, ces tendances démontrent que le FNDC a su adapter sa communication en fonction de l'évolution politique et des objectifs de mobilisation. D'abord, il y eut de la pédagogie et de l'explication en 2019. Puis, en 2020, ce fut le recours aux slogans et aux appels à l'action. Finalement, en 2021, on vit une dimension commémorative et émotionnelle. Chaque étape témoigne d'une stratégie mûrement réfléchie visant à informer, à rallier les troupes et à consolider l'unité interne. L'évolution des contenus visuels et des formats de publication montre également la capacité du mouvement à transformer des plateformes de réseaux sociaux, comme Facebook, en un espace de mobilisation hybride. Cet espace combine l'information, l'engagement civique et la mémoire collective.

4.4 Conclusion partielle

L'examen de quinze (15) publications choisis entre 2019 et 2021 montre la variété des rôles attribués à Facebook dans la lutte contre un troisième mandat en Guinée. Ces publications ne sont pas seulement des moyens de diffuser des messages, mais plutôt des outils stratégiques qui combinent différents aspects de l'action collective. Nous avons identifié et décrit cinq (5) fonctions clés.

La mobilisation citoyenne est au cœur de l'engagement, elle transforme les appels numériques en actions collectives dans l'espace public. Elle met aussi en évidence le rôle pédagogique du mouvement, qui se présente comme une source alternative face à la propagande officielle et comme un acteur majeur de la sphère publique. La dénonciation et la vigilance mettent en évidence l'importance de Facebook en tant que plateforme pour documenter les abus et renforcer la légitimité morale du mouvement. La coordination et la logistique numérique montrent que les réseaux sociaux ne se limitent pas à des espaces d'expression. Ils s'inspirent de la culture populaire partagée pour créer un ensemble de symboles et de références propres au mouvement, en

combinant des aspects politiques et culturels. Finalement, l'unité interne et la légitimation démontrent la capacité du FNDC à renforcer son identité collective et à asseoir sa réputation en tant qu'organisation représentative de la société civile.

Tous ces résultats réunis montrent que les réseaux sociaux numériques, en particulier Facebook, ont joué un rôle crucial dans la structuration et le déploiement de la contestation. Ils ont aidé le FNDC à coordonner une mobilisation mixte, à la fois virtuelle et physique, tout en tirant parti des fonctionnalités de la plateforme pour accroître sa visibilité. Chaque catégorie observée illustre une dimension de la mobilisation des ressources, de la construction identitaire et de la production de signaux politiques. Elle met aussi en évidence les contraintes liées au contexte guinéen marqué par la répression et la censure.

Il est important de noter que ces résultats représentent une étape descriptive. Ils offrent un aperçu empirique des usages concrets de Facebook par le FNDC. Cependant, ils ne permettent pas encore de comprendre en profondeur les mécanismes théoriques sous-jacents. C'est exactement ce que le chapitre suivant proposera. Dans le chapitre 5, ces résultats seront examinés à la lumière du cadre conceptuel précédemment présenté. L'objectif est de comprendre comment les différentes fonctions des publications s'inscrivent dans les dynamiques de mobilisation en ligne et hors ligne, dans la construction du sens collectif et dans les rapports de force politiques.

Par conséquent, la transition de ce chapitre descriptif à la section analytique à venir permet de passer de la présentation des usages numériques à une évaluation plus large de leur impact politique et social.

CHAPITRE 5

ANALYSES ET DISCUSSIONS

Ce chapitre analyse les résultats en les comparant au cadre théorique et aux sous-questions de recherche. Il vise à démontrer comment le FNDC a utilisé Facebook comme une ressource stratégique pour l'organisation collective, en se basant sur les catégories proposées par Tufekci (mobilisation, coordination, information et sensibilisation, légitimation et cohésion, dénonciation et vigilance). Il intègre également la dimension des représailles exercées par l'État. L'analyse met aussi en évidence les interactions complexes entre les espaces numérique et physique, ainsi que les limites et les avantages de cette étude.

Par conséquent, la conversation qui suit se concentre sur l'analyse détaillée des divers aspects de l'utilisation de Facebook par le FNDC. En s'appuyant sur les catégories théoriques de Tufekci, il est possible de démontrer comment la plateforme a servi de canal (d'information et de levier stratégique) pour organiser des actions collectives, façonner des cadrages politiques et établir une légitimité symbolique. L'analyse prend également en compte la réaction de l'État et ses répercussions sur l'évolution du rôle de Facebook au fil du temps.

La première étape de cette discussion consiste à revenir sur les fonctions de Facebook dans la mobilisation du FNDC. Cela permettra de mettre en évidence les logiques qui ont sous-tendu son usage comme instrument de lutte.

5.1 Les fonctions de Facebook dans la mobilisation du FNDC

Facebook s'est avéré être un outil crucial dans l'arsenal de mobilisation du FNDC. La page officielle du mouvement n'était pas seulement un canal de diffusion, mais elle a rempli de nombreuses fonctions, telles que la mobilisation citoyenne, la sensibilisation politique, la coordination logistique, la dénonciation des abus et la légitimation symbolique. Ces fonctionnalités ne s'excluent pas mutuellement, mais se renforcent réciproquement, entraînant un effet cumulatif qui a permis au mouvement de lier l'espace numérique et l'espace physique.

Dans la suite, chaque fonction sera analysée séparément, afin de bien comprendre comment le FNDC a su tirer profit des affordances de Facebook pour relever les défis du contexte guinéen. Cet examen s'appuie sur des exemples tirés du corpus et met en évidence les logiques stratégiques propres à chacun de ces usages.

5.1. 1 Mobilisation citoyenne et structuration des ressources

L'analyse a révélé que la mobilisation des ressources a été l'un des piliers de l'action du FNDC. Cela corrobore la pertinence du cadre théorique proposé par McCarthy et Zald (1977), qui stipule que la capacité d'un mouvement social à émerger et à se maintenir dépend largement de sa capacité à rassembler et à convertir différentes formes de ressources en instruments de lutte. Le FNDC illustre bien cette dynamique en s'appuyant sur une la ressource humaine, numérique, symbolique, logistiques et financières qui ont permis d'organiser et de soutenir ses activités dans un contexte politique marqué par la répression.

Tout a commencé par l'implication décisive des ressources humaines. Les instigateurs du mouvement, les personnalités politiques, les membres de la société civile et la diaspora ont joué un rôle central dans l'élaboration et la diffusion des appels à l'action. Leur présence a renforcé l'authenticité des messages et étendu l'influence du mouvement, tant sur le plan national qu'international. Cette capacité d'incarnation correspond à l'idée de Tilly, (2017), selon laquelle la crédibilité des leaders constitue une ressource stratégique dans les situations de confrontation politique.

En deuxième lieu, les ressources numériques se trouvent au cœur de la stratégie du FNDC. Facebook est devenu un espace privilégié pour coordonner et diffuser rapidement des informations, ce qui a permis aux messages de circuler à travers les frontières. Les publications utilisant des hashtags (#Amoulanfè, #Alanmanè), des vidéos explicatives et des visuels percutants ont contribué à ce que Tarrow (1998) qualifie de « connectivité transnationale ». Elles ont ainsi donné une visibilité bien au-delà du territoire guinéen à la lutte. Ce rôle des technologies numériques confirme les analyses plus récentes sur les « médias sociaux comme ressources » (Earl et Kimport, 2011). Les plateformes numériques réduisent en effet les coûts organisationnels et accélèrent la

mobilisation. De ce fait, l'utilisation du numérique par le FNDC illustre parfaitement l'interaction entre les ressources techniques et les stratégies de cadrage symbolique.

Troisièmement, les ressources logistiques et financières ont aussi appuyé l'action collective. Grâce aux collectes de fonds, au soutien d'associations partenaires et à la contribution de la diaspora, le FNDC a assuré les moyens matériels nécessaires pour mener des actions hors ligne, telles que les marches pacifiques ou les journées « ville morte ». Ces formes de soutien démontrent que la mobilisation ne se fonde pas uniquement sur des convictions idéologiques, mais également sur la faculté de mettre en place des infrastructures concrètes. Cela corrobore l'approche de la « mobilisation structurelle » énoncée par Fillieule (2009).

La mobilisation structurelle désigne l'ensemble des mécanismes organisationnels, relationnels et institutionnels qui permettent l'engagement collectif et la conversion des revendications sociales en actions concertées. Elle se distingue des recherches sur la mobilisation des ressources en mettant l'accent sur les ressources existantes et les structures sociales et hiérarchiques. En vérité, l'absence de ressources financières et matérielles nécessaires pourrait faire des appels numériques de simples gestes symboliques qui ne se concrétisent pas en actions collectives tangibles.

En définitive, l'expérience du FNDC confirme l'idée maîtresse de la théorie de la mobilisation des ressources : un mouvement social ne peut pas seulement s'appuyer sur l'indignation morale ou sur l'impulsion populaire spontanée, mais doit plutôt dépendre de la gestion et de l'articulation de ressources multiples (Snow *et al.*, 2004). L'exemple guinéen montre également que les ressources numériques gagnent en importance dans les contextes autoritaires, où elles s'ajoutent aux ressources humaines et logistiques pour créer un répertoire hybride de mobilisation.

Les exemples confirment bien ce rôle de planification et de conversion du numérique en réalité. Effectivement, l'appel à une « journée ville morte » lancé dans la publication du 16 octobre 2019 (p. 2) a donné lieu à une paralysie dans plusieurs quartiers de Conakry le 26 octobre. De plus, le 13 janvier 2020, p. 6, l'appel à « défendre les acquis démocratiques » a suscité près d'un millier de réactions en ligne et a contribué au succès de la grande manifestation du 14 janvier. Ces exemples démontrent que ces publications n'étaient pas seulement des déclarations symboliques, mais aussi de véritables outils de planification collective.

Sur le plan des symboles, les slogans comme Amoulanfé (ça ne passera pas) ont acquis une valeur identitaire et rassembleuse. Leur diffusion récurrente sur les réseaux sociaux et leur utilisation lors des manifestations physiques témoignent de la capacité du FNDC à forger un langage commun de résistance. Ces mots d'ordre ont contribué à forger un sentiment d'appartenance partagé, renforçant la cohésion du mouvement et la persévérance de sa lutte.

Cependant, cette mobilisation des ressources a révélé ses limites. D'une part, la dépendance accrue envers Facebook a accéléré la propagation des messages, mais n'a pas permis de créer une organisation solide et résistante dans la durée, comme l'ont démontré les recherches de (Tufekci, 2017) sur les mouvements numériques. De plus, l'accès aux réseaux sociaux reste inégal et concentré à Conakry, ce qui limite l'influence du FNDC dans les zones rurales, qui sont pourtant cruciales pour la structuration sociopolitique guinéenne. Selon diverses études, l'accès à Internet demeure inégal et est marqué par une fracture importante entre les zones urbaines et rurales, ainsi que par des coûts élevés de connexion et des coupures imposées par l'État lors de crises politiques (Diarra, 2021 ; Nkoala *et al.*, 2024).

Ces contraintes limitent l'impact des mobilisations numériques et renforcent l'importance des relais organisationnels hors ligne (Fillieule, 2009). En définitive, une limite méthodologique persiste : les publications annoncent et influencent les mobilisations, mais Facebook ne permet pas d'évaluer avec précision les aspects logistiques internes (financement, coordination sur le terrain), qui échappent à l'analyse d'un simple corpus numérique.

En résumé, la mobilisation citoyenne et la structuration des ressources via Facebook constituent la première fonction essentielle remplie par la communication numérique du FNDC. Ce réseau social a permis de transformer les appels en lignes en manifestations hors ligne, de fournir une infrastructure minimale pour organiser ces événements, ainsi que de créer un puissant répertoire symbolique. Cependant, la dépendance excessive au numérique révèle que cette puissance de mobilisation était accompagnée d'une fragilité structurelle, en particulier en réponse à la répression et à l'absence de solidité à long terme sur l'ensemble du territoire.

5.1.2 Sensibilisation, information et opportunités politiques

Le deuxième volet de discussion met en lumière la manière dont le FNDC a su exploiter les opportunités politiques offertes par le contexte guinéen, tout en composant avec des contraintes structurelles particulièrement fortes. Le mouvement émerge dans une conjoncture de tension politique aiguë, marquée par la perspective d'un troisième mandat présidentiel et par une révision controversée de la Constitution. Cette configuration a ouvert une véritable fenêtre d'opportunité politique (Tarrow, 1998), favorisant l'émergence de la contestation et permettant au FNDC de construire sa légitimité autour de la défense de l'ordre constitutionnel et des acquis démocratiques. À cet égard, le cas guinéen rejoint les analyses de McAdam (1998) selon lesquelles les crises institutionnelles constituent des moments privilégiés pendant lesquels les mouvements sociaux peuvent transformer des griefs latents en mobilisation collective.

L'analyse des publications diffusées sur Facebook montre que le FNDC a mobilisé la plateforme comme un outil de sensibilisation, de cadrage discursif et de coordination de l'action collective. Des enjeux institutionnels complexes tels que la réforme constitutionnelle, les abus de pouvoir ou la corruption ont été reformulés en mots d'ordre simples, accessibles et mobilisateurs. La publication du 20 mars 2020 (p. 7), appelant les citoyens à « barrer la route aux promoteurs du troisième mandat », illustre clairement ce processus de cadrage (Snow et Benford, 1988), par lequel un débat juridique est transformé en injonction collective à l'action. Ce travail de traduction politique a permis d'orienter l'attention publique et de structurer un répertoire commun de significations autour de la contestation.

Les signes d'engagement observables sur Facebook mentions « j'aime », partagent, commentaires et reprises discursives témoignent de la capacité du FNDC à susciter des formes visibles d'adhésion et de participation en ligne. Toutefois, ces métriques doivent être interprétées avec prudence. Si elles constituent des indicateurs utiles pour appréhender l'intensité et la circulation de la mobilisation numérique, elles ne sauraient être assimilées mécaniquement à un engagement politique durable ou à une participation hors ligne effective. Plusieurs travaux ont en effet montré que ces formes d'interaction peuvent relever d'un engagement à faible coût, variable selon les

contextes et les individus, et fortement dépendant des logiques algorithmiques des plateformes. Les métriques d'engagement rendent ainsi compte d'une dynamique de visibilité et de résonance, mais elles présentent des limites importantes lorsqu'il s'agit d'évaluer la profondeur, la continuité et l'impact réel de la mobilisation.

Cette dynamique est renforcée par la circulation horizontale des cadres interprétatifs au sein des espaces de commentaires. Les internautes se sont largement réapproprié les termes du mouvement, mobilisant des expressions telles que « parjure », « non-respect de la Constitution » ou « coup d'État constitutionnel ». Cette appropriation discursive confirme l'analyse de Koopmans et Statham (1999), selon laquelle les médias, y compris les médias numériques, fonctionnent comme des arènes de création, de négociation et de diffusion de cadres interprétatifs. Facebook apparaît ainsi non seulement comme un canal de diffusion de l'information, mais comme un espace de construction d'une communauté discursive partageant des référents communs et contribuant à la consolidation symbolique de la légitimité du FNDC.

Cependant, cette mobilisation numérique s'inscrit dans une temporalité marquée par la fragilité et l'éphémère. La forte intensité de l'engagement observée lors de certains moments: manifestations, annonces politiques, épisodes répressifs tendent à décroître rapidement, révélant les limites de la mémoire collective numérique. Contrairement aux formes institutionnalisées de mémoire militante, les contenus diffusés sur les réseaux sociaux sont soumis à une logique de flux, d'obsolescence rapide et de concurrence attentionnelle permanente. Si Facebook permet de conserver des traces de la mobilisation, leur activation mémorielle dépend largement de leur réactualisation par les acteurs et de leur réinscription dans de nouveaux contextes de mobilisation. Cette temporalité discontinue limite la capacité du mouvement à inscrire durablement son action dans une mémoire collective stabilisée, malgré l'abondance des archives numériques disponibles.

Par ailleurs, cette dynamique a été profondément affectée par les contraintes structurelles imposées par le régime. La répression étatique s'est traduite par des arrestations arbitraires, des violences policières ayant causé 99 victimes selon le FNDC, ainsi que par des restrictions sévères de l'espace public, tant physique que numérique. Ces pratiques répressives illustrent le paradoxe bien documenté des opportunités politiques : si une ouverture du système peut stimuler la mobilisation à court terme, une fermeture autoritaire tend, à moyen et long terme, à fragmenter, démobiliser ou

affaiblir les mouvements sociaux (Della Porta, 2014). Dans le cas du FNDC, la répression a produit un effet ambivalent, nourrissant ponctuellement l'indignation et la mobilisation en ligne. En revanche, elle a simultanément limité la capacité du mouvement à se structurer durablement et à transformer l'engagement numérique en action collective soutenue.

Ces éléments confirment les apports de la théorie des opportunités politiques. Comme le souligne Tarrow (1998), la trajectoire des mobilisations dépend étroitement du degré d'ouverture ou de fermeture du système politique. En Guinée, l'ouverture initiale liée au débat constitutionnel a constitué un levier de mobilisation, tandis que la fermeture progressive du régime a réduit les marges de manœuvre du FNDC. Néanmoins, l'usage stratégique de Facebook a permis au mouvement de maintenir une visibilité publique et de soutenir une mobilisation citoyenne. Toutefois, la pérennité de cet engagement demeure conditionnée par les contraintes politiques, les mécanismes de répression ainsi que par les limites inhérentes à la temporalité et aux métriques de la mobilisation numérique.

5.1.3 Coordination et affordances numériques

La troisième fonction identifiée correspond à la coordination des actions collectives. L'analyse du corpus met en évidence que les affordances de Facebook (possibilités de partage, de commentaire, de mention « j'aime » et de diffusion de visuels) ont joué un rôle important dans la mise en place d'actions coordonnées. Les publications liées aux journées de grève ou aux marches sont généralement accompagnées de supports visuels (logos du mouvement, affiches militantes, vidéos courtes), qui facilitent la mémorisation et la circulation des consignes. La publication de janvier 2020 (p. 6) en constitue un exemple emblématique : l'appel à manifester est relayé par une courte vidéo et symbolique, qui circulent rapidement en ligne, rendant le message plus lisible et facilement réutilisable par les internautes. Cette dimension illustre ce que Tufekci (2017) identifie comme une fonction de visibilité et de diffusion : la plateforme amplifie la portée des messages en leur donnant une forte présence publique et en les disséminant rapidement à travers des réseaux connectés.

Au-delà de la simple diffusion, Facebook a également fonctionné comme un outil de signalement et de coordination. Les internautes pouvaient commenter librement, partager ou indiquer leur participation prévue aux actions, ce qui permettait une synchronisation d'événements simultanés

dans différents quartiers de Conakry, mais aussi au sein de la diaspora guinéenne. Ce mécanisme confirme l'analyse de Bennett et Segerberg (2012), sur la logique d'« action connectée », où la coordination repose moins sur des structures hiérarchiques traditionnelles que sur des échanges horizontaux facilités par les technologies numériques.

Par ailleurs, la persistance numérique des publications, leur visibilité durable, leur archivage et leur réutilisation ont contribué à maintenir l'élan mobilisateur. Les hashtags et slogans visuels comme « Amoulanfé » ont permis d'assurer une continuité symbolique entre les mobilisations en ligne et hors ligne, renforçant ce que Snow et Benford (1988) qualifient de « cadres de continuité » dans l'action collective.

Toutefois, cette capacité de coordination s'accompagne de limites et de vulnérabilités. Le FNDC s'est appuyé sur une plateforme centralisée et fortement surveillée par les autorités. En 2020, lors du double scrutin, des blocages d'Internet et le filtrage de l'accès aux réseaux sociaux ont réduit l'efficacité des mobilisations numériques et fragilisé la capacité du mouvement à maintenir un haut niveau de participation (Business & Human Rights Resource Centre, 2020). Cette dépendance confirme la thèse de (Tufekci, 2017) sur la fragilité organisationnelle des mobilisations numériques : si les réseaux sociaux facilitent une mobilisation rapide et massive, ils peinent à garantir une résilience durable face à la répression ou à la fermeture des canaux numériques.

En somme, l'usage des affordances de Facebook par le FNDC illustre à la fois le potentiel et les fragilités de la coordination numérique dans les mobilisations hybrides. Le numérique a favorisé la conversion des appels virtuels en mobilisations réelles. Toutefois, cette efficacité reste tributaire, d'une part, du contrôle exercé par l'État sur les infrastructures numériques, et, d'autre part, de la capacité du mouvement à multiplier et à diversifier ses canaux d'action.

Par rapport aux métriques d'engagement, ce travail n'avait pas pour objectif principal de proposer une analyse quantitative fine des indicateurs fournis par Facebook (mentions « J'aime », partages, commentaires, portée). Il permet plutôt de comprendre comment ces signes d'engagement sont mobilisés par les acteurs du FNDC. L'analyse s'inscrit ainsi dans une approche qualitative et interprétative, attentive aux usages, aux discours et aux logiques d'appropriation de la plateforme, plutôt qu'à la mesure statistique de l'engagement.

Ce choix méthodologique explique que les métriques soient envisagées comme des indices de visibilité et de résonance, et non comme des mesures directes de participation politique effective. Il est toutefois reconnu que ces indicateurs présentent des limites importantes, notamment leur dépendance aux logiques algorithmiques, leur incapacité à saisir les formes d'engagement hors ligne et le risque de surinterprétation d'interactions à faible coût.

Cette décision méthodologique amène à considérer les métriques comme des indices de visibilité et de résonance, plutôt que comme des mesures directes de participation politique effective. On reconnaît toutefois que ces indicateurs ont leurs limites, notamment leur dépendance aux logiques algorithmiques, leur incapacité à saisir les formes d'engagement hors ligne, ainsi que le risque de surinterprétation d'interactions à faible coût.

En ce qui a trait à la mémoire temporelle, l'analyse a mis en évidence le rôle de Facebook en tant qu'espace de stockage, de transmission et de réactivation des traces de la mobilisation. Cependant, elle n'a pas creusé profondément les cadres théoriques issus des recherches sur la mémoire collective. Nous avons choisi de nous concentrer sur l'étude des dynamiques de mobilisation et d'action collective plutôt que d'explorer une théorie supplémentaire qui aurait nécessité un développement spécifique. Cependant, les résultats de la recherche montrent que les publications, les images et les récits diffusés sur Facebook contribuent à la création d'une mémoire collective numérique du FNDC. Cette mémoire est marquée par une temporalité fragmentée et ré-activable.

5.1.4 Légitimité, cohésion et mémoire des victimes

La dernière fonction mise en évidence dans l'analyse est celle de la légitimation et de la cohésion interne, étroitement liée à la capacité du FNDC à se présenter comme un acteur collectif crédible, porteur d'une identité citoyenne partagée. Dès les premières mobilisations, cette légitimité s'est appuyée sur des slogans emblématiques, comme *Amoulanfê* « Ça ne passera pas », qui incarnent à la fois un rejet ferme du troisième mandat et une résistance commune. Ces marqueurs discursifs ont permis de transcender les clivages politiques ou ethniques traditionnels, en inscrivant la lutte dans un registre de citoyenneté universelle et inclusive. La publication de septembre 2020 (p. 10) illustre clairement cette stratégie en insistant sur l'unité des Guinéens au-delà de leurs appartenances.

L'impact de ce discours est perceptible dans les réactions d'internautes qui reprennent le vocabulaire de l'unité, par exemple : « Ensemble, unis, nous arriverons », signe d'une appropriation effective par la base militante. Ici, Facebook joue un rôle essentiel de renforcement symbolique : ses affordances de visibilité et de persistance (Tufekci, 2017) stabilisent et amplifient le discours collectif, donnant aux sympathisants le sentiment d'appartenir à une communauté politique unifiée.

Une seconde dimension majeure de cette légitimation tient à la mise en avant de la mémoire des victimes de la répression. En 2021, le FNDC publie la liste de 99 personnes tuées lors des manifestations (p. 11 à p. 13), transformant la douleur en ressource symbolique et en argument moral. Ces publications, qui associent noms et récits, confèrent une dignité aux victimes et inscrivent la mobilisation dans une temporalité mémorielle. En ce sens, elles fonctionnent comme un instrument de mémoire collective qui nourrit à la fois la cohésion interne et la reconnaissance externe.

Toutefois, cette stratégie comporte des limites : si elle entretient la solidarité morale des partisans les plus engagés, elle ne parvient pas à relancer une mobilisation massive. Les données montrent en effet un recul du nombre de partages et de l'usage des hashtags en 2021, signe d'un essoufflement de la dynamique militante. Ainsi, la légitimation symbolique et mémorielle s'avère décisive pour consolider l'identité collective du mouvement, mais son efficacité pratique en matière de remobilisation reste freinée par la répression, les contraintes politiques et le déclin général de l'élan protestataire.

5.2 Représailles de l'État face à la mobilisation du FNDC et effets sur la dynamique du mouvement

L'analyse des publications sur Facebook, ainsi que des réactions qu'elles suscitent, révèle une réponse à la fois persistante, progressive et largement coercitive de la part du gouvernement guinéen. Cette réaction ne saurait être considérée comme une simple série de réponses ponctuelles à des événements de protestation. Elle s'inscrit plutôt dans une démarche politique visant à contrôler l'espace public et à neutraliser les capacités de mobilisation du mouvement. Celui-ci parvenait à contourner les canaux médiatiques traditionnels grâce aux réseaux sociaux numériques, à structurer un récit contestataire cohérent et à maintenir une pression constante sur le pouvoir en place. Dans ce contexte, Facebook se transforme en un terrain de combat stratégique entre le FNDC

et le gouvernement. La visibilité accrue des revendications, la transmission rapide de l'information et l'engagement de la diaspora contribuent à renforcer l'impact du mouvement.

Pour faire face à cette dynamique, le régime a progressivement mis en place un ensemble de mécanismes répressifs. Ces mécanismes visent à sanctionner les instigateurs les plus en vue du mouvement et à dissuader un engagement citoyen plus large en instaurant un climat de crainte et d'incertitude. Ces pratiques relèvent d'une approche répressive évolutive, cherchant à contrer les formes modernes de mobilisation numérique et hybride.

Afin d'analyser cette dynamique de manière systématique, la discussion s'articule en deux temps. Il s'agit d'abord d'identifier et d'examiner les principales formes de représailles mises en œuvre par l'État. Dans un second temps, l'analyse portera sur les mécanismes par lesquels le pouvoir cherche à restreindre l'espace d'action du mouvement, ainsi que sur les réactions du FNDC et les effets des représailles sur la mobilisation.

5.2.1 Les formes de répression étatique face à la mobilisation du FNDC

L'analyse révèle trois aspects principaux de la répression exercée par l'État guinéen : la répression physique des manifestations, la criminalisation juridique des dirigeants et militants, et le contrôle de l'espace numérique par des mesures de censure.

La répression physique constitue la forme de répression la plus fréquemment utilisée et la plus immédiate par le gouvernement. Depuis 2019, chaque appel à manifester diffuser sur Facebook par le FNDC a été suivi d'interventions brutales des forces de l'ordre. Les bilans humains partagés par le mouvement, faisant état de décès et de blessures chez des dizaines de personnes, attestent de l'ampleur de cette violence. (Colmard, 2015 ; Earl *et al.*, 2011), ce type de répression vise à accroître les coûts de la participation afin de décourager l'engagement collectif.

L'analyse révèle une relation étroite entre l'espace numérique et l'espace physique : les appels à des manifestations ou à des journées « villes mortes » sur Facebook entraînaient souvent des arrestations préventives, un déploiement massif des forces de l'ordre et des interventions musclées sur le terrain.

La pénalisation des actions collectives représente une deuxième tactique majeure employée par le gouvernement. Au-delà de la répression physique dans les rues, le régime a utilisé l'appareil judiciaire pour affaiblir durablement le FNDC. Plusieurs responsables du mouvement ont été arrêtés après des campagnes de mobilisation en ligne, notamment Abdourahmane Sano, Oumar Sylla (Foniké Manguè), Ibrahima Diallo et Sékou Koundouno. Ces arrestations, largement dénoncées sur la page Facebook du FNDC ont donné lieu à une forme de judiciarisation de la répression, dans laquelle le droit devient un instrument de neutralisation politique (Davenport, 2007 ; Earl *et al.*, 2011). Cette stratégie vise à ralentir le mouvement, à désorganiser sa coordination et à installer un climat de peur chez ses partisans.

En définitive, le contrôle de l'information et la censure sur Internet représentent un troisième volet des mesures de rétorsion gouvernementales. Lors des périodes de forte mobilisation, on a observé plusieurs coupures d'Internet et restrictions d'accès aux réseaux sociaux, notamment Facebook, en particulier à l'approche des échéances électorales (Business& Human Right resource centre, 2020). Ces pratiques s'inscrivent dans une logique visant à empêcher la diffusion des appels à manifester, des images de répression et des récits alternatifs produits par le FNDC (Deibert, 2013 ; Howard *et al.*, 2011).

5.2.2 Réactions du FNDC et effets des représailles sur la mobilisation

Face à ces diverses formes de répression, le FNDC n'a pas baissé les bras. En effet, l'analyse de ses publications révèle que le mouvement a intégré ces contraintes dans sa stratégie de communication et de mobilisation, transformant partiellement les représailles en ressources symboliques et politiques.

D'une part, la répression physique et les arrestations ont nourri un discours sur la victimisation et la résistance. Les brutalités policières, largement documentées et diffusées sur Facebook, ont renforcé l'image d'un pouvoir autoritaire s'opposant à un mouvement citoyen pacifique. Cette dynamique a contribué à accroître la légitimité morale du FNDC. Cela est conforme aux études sur les processus de cadrage et de mobilisation émotionnelle (Snow et Benford, 1988 ; Tarrow, 1998).

En outre, l’incarcération des dirigeants a entraîné un renforcement des campagnes de soutien en ligne. Les appels à la libération des détenus, les messages de solidarité et les relais par la diaspora ont permis de maintenir la visibilité du mouvement, même si sa capacité organisationnelle a été temporairement affaiblie. Ces pratiques témoignent d’une capacité d’adaptation stratégique face à la répression.

En fin, face à la censure numérique, les militants ont développé des tactiques pour contourner les restrictions : l’utilisation de VPN, la multiplication des pages relais et la rediffusion des contenus sur les réseaux de la diaspora. Ces stratégies démontrent la résilience numérique décrite par Tufekci (2017), qui consiste en une adaptation constante des pratiques pour assurer la transmission des informations et la coordination des actions.

5.2.3 Censure et contrôle de l’information : enjeux et effets sur la mobilisation numérique du FNDC

En Guinée, les médias traditionnels dépendent fortement du pouvoir politique et l’espace médiatique est limité. Les réseaux sociaux numériques émergent comme des voies de communication hautement sensibles pour les instances dirigeantes. Plusieurs recherches ont démontré que, dans les systèmes hybrides ou autoritaires, la censure numérique vise non seulement à limiter la contestation, mais aussi à affirmer le monopole de l’État en ce qui concerne la production d’information légitime (Deibert, 2013, p. 201). Dans ce contexte, Facebook semble être une alternative aux médias d’État et à la presse proche du pouvoir, offrant au FNDC l’occasion de diffuser des discours alternatifs et de documenter les événements en direct.

Toutefois, ces mesures de censure n’ont pas entièrement empêché la diffusion des messages du FNDC. Une analyse révèle l’utilisation de diverses tactiques de contournement par les militants et sympathisants du mouvement. L’utilisation de réseaux privés virtuels (VPN), la création de multiples comptes et pages relais, ainsi que la republication du contenu sur les réseaux de la diaspora ont contribué à maintenir, au moins partiellement, la visibilité du mouvement. Ces pratiques correspondent aux analyses de Tufekci (2017), qui montrent que les mouvements sociaux actuels développent une forme de résilience numérique leur permettant d’adapter leurs méthodes en réaction à la surveillance et à la censure.

Ces méthodes de contournement deviennent cruciales dans un contexte où le FNDC ne possède pas de réseaux militants bien enracinés sur l'ensemble du territoire. L'absence d'organisations locales durables, dotées de ressources matérielles et institutionnelles solides, rend la mobilisation particulièrement tributaire des infrastructures numériques. Par conséquent, la censure d'Internet entrave directement la capacité du mouvement à organiser ses actions, à diffuser ses slogans et à maintenir un lien constant avec ses partisans. Comme l'ont démontré plusieurs auteurs, cette dépendance envers la technologie numérique représente à la fois une force et une faiblesse pour les mouvements peu structurés (Earl et Kimport, 2011).

Par conséquent, plutôt que d'éteindre les protestations, les mesures coercitives du gouvernement ont renforcé Facebook en tant que plateforme de mémoire, de documentation et de résistance symbolique. Cela a permis au FNDC de continuer à se faire connaître et à exercer une influence politique, même dans un climat de répression croissante.

5.3 Mouvements hybrides en Afrique

L'analyse révèle que le FNDC s'engage dans une dynamique de mobilisation hybride, en combinant habilement les actions en ligne et les manifestations en personne. Dans ce cadre, Facebook a occupé un rôle central en tant qu'instrument permettant une coordination rapide des actions collectives. Il a également servi de plateforme pour raconter l'histoire de la révolte et pour accroître la visibilité internationale, en particulier grâce aux réseaux de la diaspora guinéenne.

Cette hybridation des formes d'engagement correspond aux changements actuels de l'action collective, dans laquelle les plateformes numériques ne remplacent pas les manifestations, mais en constituent plutôt des prolongements et des amplificateurs (Bennett et Segerberg, 2012).

Ce mode de protestation possède plusieurs atouts sur le plan institutionnel. Tout d'abord, il permet de contourner la censure traditionnelle des médias, en particulier lorsque les médias audiovisuels et écrits sont étroitement contrôlés ou influencés par le pouvoir politique. Selon Howard (2011), les réseaux sociaux fournissent aux mouvements contestataires des plateformes alternatives pour créer et partager des informations. Ils facilitent également l'émergence de contre-discours et la diffusion de récits alternatifs à ceux des instances dirigeantes. Dans le cas du FNDC, Facebook a ainsi servi de média de substitution. Il a permis de diffuser des informations sur les manifestations,

de documenter les violences et de maintenir une continuité communicationnelle en dehors des canaux institutionnels.

Deuxièmement, l'utilisation de Facebook a accru la réactivité du mouvement face aux événements politiques. La publication instantanée, la diffusion rapide d'appels à l'action et l'adaptation des slogans en fonction de la situation sur le terrain ont contribué à renforcer la puissance de mobilisation du FNDC. Cette logique de coordination rapide correspond à ce que Tufekci (2017) décrit comme l'un des principaux atouts des mobilisations connectées, c'est-à-dire leur capacité de transformer des indignations diffuses en actions collectives visibles dans des délais très courts.

Cependant, cette dynamique de mobilisation présente aussi des faiblesses structurelles majeures. En effet, la forte dépendance à l'égard des plateformes numériques expose le mouvement à des formes variées de censure numérique, telles que les coupures d'Internet ou encore les restrictions d'accès aux réseaux sociaux. Plusieurs recherches ont démontré que ces pratiques constituaient désormais des instruments centraux de la répression étatique dans les régimes autoritaires ou hybrides (Deibert et coll., 2010 ; Roberts, 2018). En Guinée, les restrictions numériques ont entravé la continuité de la mobilisation, en interrompant les canaux de communication et en compliquant la planification des actions hors ligne.

Ces contraintes incluent l'absence de structures militantes profondément enracinées, ce qui entrave la capacité du mouvement à transformer des manifestations éphémères en une force politique institutionnalisée. Selon Tilly (2004) et Fillieule (2009), la pérennité de l'action collective dépend largement de l'existence d'organisations capables de consolider l'engagement, de gérer les ressources et de négocier avec les institutions. Or, dans le cas du FNDC, l'engagement apparaît souvent fluctuant et conjoncturel, étant largement tributaire des séquences de crises politiques et des opportunités offertes par l'espace numérique.

Cette fragilité organisationnelle est exacerbée par les particularités du paysage médiatique et politique guinéen. La diversité limitée des médias, associée à une méfiance historique envers les organisations centralisées héritées de décennies d'instabilité politique, d'autoritarisme et de clientélisme, amène certains militants à s'engager de manière sporadique, sans s'inscrire dans une structure permanente. Le FNDC est parfois perçu comme étant manipulé par des partis politiques

d'opposition. Cette perception a contribué à affaiblir sa capacité à se constituer en tant qu'acteur autonome et unifié, capable d'investir durablement l'arène politique au-delà de la simple logique de la contestation.

En examinant ces divers facteurs, on peut mieux saisir les atouts et les faiblesses de la mobilisation du FNDC. Bien que le mouvement ait réussi à émerger et à s'imposer comme une puissante force de contestation grâce à une utilisation habile de Facebook, son influence politique durable est actuellement limitée par des obstacles structurels, organisationnels et contextuels.

La conclusion résumera ces contributions et amorcera une réflexion sur l'évolution possible des mouvements sociaux numériques en Afrique, avec un accent sur la Guinée. Elle examinera les facteurs nécessaires pour assurer une intégration plus solide entre l'activisme numérique et la politique institutionnalisée.

CHAPITRE 6

CONCLUSION GÉNÉRALE

Ce mémoire cherche à démontrer que le réseau social Facebook a contribué à transformer les modes de mobilisation collective. Il réactualise ainsi certaines méthodes propres aux mouvements sociaux traditionnels. L'étude de cas portant sur le FNDC permet d'analyser comment l'usage de cette plateforme a façonné la dynamique d'action du mouvement dans le contexte guinéen. Grâce à une méthodologie qualitative qui associe une typologie et une analyse thématique des publications, l'étude a révélé des enseignements majeurs sur la manière dont un mouvement social hybride émerge et s'organise dans un contexte politique complexe.

On constate que le FNDC a su rassembler une multitude de ressources : humaines, numériques, logistiques et financières, pour planifier et superviser ses opérations. Les individus impliqués, la communauté de la diaspora et le réseau social Facebook ont été des acteurs clés dans la propagation de messages, la mobilisation de citoyens et la notoriété internationale du mouvement. Cette dimension met en évidence l'importance du cadre de la mobilisation des ressources. Ce cadre montre qu'un mouvement doit être en mesure de disposer et d'organiser efficacement ses ressources pour avoir de l'influence sur le plan politique.

L'étude a aussi mis en évidence la façon dont le FNDC a su profiter des occasions politiques offertes par le contexte guinéen, tout en faisant face aux contraintes d'un régime autoritaire. Elle montre que le mouvement tire sa légitimité de la défense des acquis démocratiques, mais que la répression et les arrestations ont entravé sa capacité à structurer durablement ses actions. Cette observation démontre l'importance du cadre théorique des opportunités politiques et met en évidence le conflit entre l'ouverture et la fermeture du système politique dans l'émergence des mouvements sociaux.

En somme, l'analyse de la mobilisation connectée a révélé les côtés positifs et négatifs des manifestations digitales. Les médias sociaux ont favorisé une diffusion rapide, une forte implication de la communauté et une coordination agile des initiatives. Cependant, la dépendance

aux plateformes expose le mouvement à des risques de censure et de blocage, et fragilise sa structure organisationnelle. Le FNDC constitue ainsi un exemple typique de mouvement social hybride en Afrique, combinant actions en ligne et hors-ligne, mais dont la pérennité dépend toujours de la consolidation de structures organisationnelles durables.

Sur le plan théorique, ce travail contribue à la compréhension des mouvements sociaux hybrides en contexte africain, en articulant les notions de ressources, d'opportunités politiques et de mobilisation connectée. Il démontre que la puissance d'un mouvement numérique ne se mesure pas uniquement à sa présence en ligne, mais aussi à sa capacité à rassembler des ressources, à s'adapter au contexte politique et à éveiller l'engagement du public autour d'idéaux et de symboles communs.

Cette étude offre de nombreuses perspectives pour des recherches futures. Il serait judicieux d'étudier comment d'autres mouvements sociaux africains, qui font face à des régimes autoritaires semblables, utilisent les réseaux sociaux numériques pour rallier des soutiens et modifier les dynamiques politiques. Il serait judicieux d'étudier de près la manière dont la diaspora contribue à la diffusion des messages et à l'organisation des mouvements de protestation. En outre, une analyse sur une période prolongée permettrait d'évaluer la résilience de ces mouvements hybrides et leur capacité à transformer la mobilisation numérique en réformes concrètes au sein des institutions.

En résumé, cette étude éclaire la subtilité et le pouvoir des mouvements sociaux numériques en Afrique. Elle offre également un cadre d'analyse pour saisir comment les mobilisations hybrides s'articulent entre la sphère virtuelle et l'espace public tangible. Le cas du FNDC démontre que, même dans un contexte complexe, les réseaux sociaux numériques peuvent servir de puissant levier de mobilisation citoyenne, de contestation politique et de défense des valeurs démocratiques.

Pour rire, le FNDC a réussi à rassembler et à organiser de nombreuses ressources sur Facebook pour soutenir les actions collectives hors ligne, répondant ainsi à la première sous-question de recherche sur l'utilisation des ressources humaines, matérielles et symboliques. Le mouvement a saisi les occasions politiques en Guinée, transformant une situation de crise institutionnelle en catalyseurs d'engagement civique. Il offre ainsi une solution à la seconde interrogation, qui concerne l'utilisation des opportunités politiques pour encourager la participation hors ligne. Les

fonctionnalités numériques ont été cruciales dans l'évolution de la mobilisation en ligne en actions hybrides. Elles ont également contribué à renforcer la mémoire collective et la légitimité morale du mouvement, en réponse à la question de savoir comment cette dynamique de transformation s'est produite. L'analyse de la combinaison de ces éléments par rapport aux théories des mouvements sociaux et de l'acteur réseau montre la spécificité d'une organisation hybride, adaptative et résiliente face à la répression.

6.1 Pistes de recherche futures

Plusieurs pistes de recherche se dégagent de cette étude et ouvrent la voie à des travaux complémentaires. Une première perspective consiste à comparer le FNDC avec d'autres mouvements sociaux africains, tels que Y'en a marre au Sénégal, le Balai Citoyen au Burkina Faso ou LUCHA en République Démocratique du Congo. Une telle démarche permettrait d'identifier des régularités dans l'usage des réseaux sociaux par des mouvements contestataires évoluant dans des contextes autoritaires ou semi-autoritaires.

Une deuxième piste serait d'approfondir la dimension comparative des plateformes. Si Facebook a occupé une place cruciale dans cette étude, d'autres réseaux comme WhatsApp, Twitter ou TikTok jouent des rôles complémentaires qui mériteraient une analyse spécifique. WhatsApp, par exemple, favorise la communication interpersonnelle sécurisée et la diffusion rapide d'informations dans les cercles militants, tandis que Twitter et TikTok contribuent davantage à la visibilité internationale et à la mobilisation de publics jeunes.

Enfin, il serait pertinent d'explorer le rôle des diasporas et des relais internationaux dans la mobilisation numérique et hybride. La diaspora guinéenne a soutenu activement le FNDC, tant sur les réseaux sociaux qu'à travers des manifestations organisées dans les grandes capitales occidentales. Étudier plus systématiquement cette dimension permettrait de mieux comprendre comment les dynamiques locales et transnationales interagissent dans la construction de la contestation politique.

6.2 Limites de la recherche

Comme toute étude, ce travail présente un certain nombre de limites méthodologiques et analytiques qu'il convient de reconnaître. Ces limites n'invalident pas les résultats, mais elles en circonscrivent la portée et soulignent la nécessité de prudence dans leur interprétation.

Une première limite tient à la taille restreinte du corpus. L'analyse repose sur quinze (15) publications issues de la page officielle du FNDC sur Facebook, sélectionnées pour leur pertinence par rapport à la période étudiée (2019-2021). Ce choix permet de conduire une analyse qualitative approfondie, mais il ne saurait être représentatif de l'ensemble des communications du mouvement. De nombreuses publications n'ont pas été intégrées dans le corpus, et leur prise en compte aurait pu nuancer ou enrichir certaines tendances observées.

Une deuxième limite concerne le champ d'analyse limité à Facebook. Le FNDC a utilisé d'autres canaux numériques essentiels, notamment Twitter, WhatsApp et les médias en ligne, qui ne sont pas étudiés de manière systématique dans ce travail. Or, WhatsApp a joué un rôle majeur dans la diffusion rapide et sécurisée des informations au sein des réseaux militants, tandis que Twitter a servi à donner une visibilité internationale à la lutte. L'absence de comparaison directe entre ces différents supports limite la portée des conclusions, qui se concentrent uniquement sur le rôle de Facebook.

Enfin, une troisième limite réside dans l'impossibilité de mesurer directement l'impact hors ligne des publications. L'analyse a montré des corrélations fortes entre certaines publications et des mobilisations effectives (par exemple les marches de janvier 2020), mais il reste difficile d'établir un lien de causalité strict. Les manifestations dépendent aussi d'autres variables, telles que l'organisation logistique sur le terrain, l'implication des partis politiques ou encore le climat sécuritaire du moment. Ainsi, Facebook apparaît bien comme un catalyseur de mobilisation, mais il n'est pas possible d'affirmer que chaque action hors ligne découle directement des publications analysées.

En somme, ces limites rappellent que l'étude propose une analyse exploratoire et qualitative, centrée sur un corpus ciblé et un réseau social particulier. Elles ouvrent néanmoins des pistes pour des recherches futures, notamment par l'élargissement du corpus, la comparaison entre plateformes et l'évaluation empirique plus précise du lien entre mobilisation numérique et action collective hors ligne.

6.3 Apports et l'utilité de la recherche

Cette recherche apporte d'abord une compréhension fine de l'usage de Facebook dans un contexte autoritaire africain. L'analyse du corpus a permis de montrer comment le FNDC a exploité les affordances de la plateforme pour contourner les canaux de communication traditionnels, diffuser ses messages et coordonner ses actions. Facebook s'est imposé comme un outil incontournable de mobilisation, mais aussi comme un espace de légitimation et de construction identitaire pour un mouvement contestataire privé d'accès aux médias publics.

L'étude met également en évidence la dialectique entre mobilisation citoyenne et répression étatique. Les publications du FNDC ne peuvent être comprises sans prendre en compte la réaction du régime Condé, marqué par des arrestations, la censure numérique et la violence policière. La répression a simultanément fragilisé le mouvement et nourri son discours de légitimation en renforçant l'indignation collective. Cette dynamique illustre la manière dont l'action d'un mouvement social et la réponse d'un régime autoritaire s'entrecroisent pour produire une trajectoire de mobilisation spécifique.

Sur le plan théorique, le travail contribue à l'articulation entre sphère publique, numérique, mobilisation hybride et théorie des opportunités politiques. Il démontre que les espaces numériques ne sont pas de simples supports, mais un terrain de contestation où se construit une mémoire collective qui négocie la légitimité des mouvements sociaux. L'étude confirme ainsi l'intérêt d'approcher les mouvements en ligne dans une perspective hybride, articulant ressources numériques, contraintes politiques et actions hors ligne.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ad392-la_democratie_guineenne_est-elle_piegee-depeche_afrobarometer-15sept20.pdf.
- Adebiyi, K. (2020, octobre). *Mitigating the Impact of Media Reporting of Terrorism – Case Study of the #BringBackOurGirls Campaign*. <https://icct.nl/sites/default/files/2022-12/StratComms-Report-Nigeria-FINAL.pdf>
- admin. (2019, 29 décembre). Hanging in the Balance: Online and Offline Freedom of the Press in Guinea. *Collaboration on International ICT Policy for East and Southern Africa (CIPESA)*. <https://cipesa.org/2019/12/hanging-in-the-balance-online-and-offline-freedom-of-the-press-in-guinea/>
- Alexandre, O., Beuscart, J.-S. et Broca, S. (2022). Une sociohistoire des critiques numériques: *Réseaux*, N° 231(1), 9-37. <https://doi.org/10.3917/res.231.0009>
- Ancelovici, M. et Rousseau, S. (2009). Présentation: Les mouvements sociaux et la complexité institutionnelle. *Sociologie et sociétés*, 41(2), 5. <https://doi.org/10.7202/039255ar>
- Aubin, F. (2019). Les mouvements sociaux et la mise à l’agenda des problèmes publics : le problème en construction du contrôle des armes à feu aux États-Unis: *Les Enjeux de l’information et de la communication*, N° 18/3A(S1), 11-26. <https://doi.org/10.3917/enic.hs6.0011>
- Balde, S. O. (2020). Les conséquences d’un changement constitutionnel sur le cadre électoral et l’alternance démocratique en Guinée. *Sens public*, 1. <https://doi.org/10.7202/1079441ar>
- Baldé, S. O. (2021). Les chemins ambigus de la démocratie ouest-africaine entre progrès et dérives autoritaires: La Côte d’Ivoire, la Guinée et le Mali à la croisée des chemins. *Sens public*, 1. <https://doi.org/10.7202/1089593ar>
- Banegas, R. (1993). Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique. *Cultures & conflits*, (12). <https://doi.org/10.4000/conflits.443>
- Baribeau, C. (2019). Recherches qualitatives : apport de la revue au développement de la recherche qualitative. *Recherches qualitatives*, 38(1), 141. <https://doi.org/10.7202/1059652ar>
- Barry, A. J. (2023, 31 mai). Réduire le nombre de partis ? « Les défis réels de la Guinée : Au-delà du multipartisme ». www.visionguinee.info/reduire-le-nombre-de-partis-les-defis-reels-de-la-guinee-au-dela-du-multipartisme/
- Bayart, J.-F. (2006). *L’Etat en Afrique: la politique du ventre*. Fayard. [https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=znIJzmBrj9AC&oi=fnd&pg=PP5&dq=++Bayart,+J.+F.+\(2006\).+L%27%C3%89tat+en+Afrique:+la+politique+du+ventre.+Fayard.&ots=wWzT5JJxBa&sig=atmWQtAmO486EukJEXMjgrk-Uy4](https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=znIJzmBrj9AC&oi=fnd&pg=PP5&dq=++Bayart,+J.+F.+(2006).+L%27%C3%89tat+en+Afrique:+la+politique+du+ventre.+Fayard.&ots=wWzT5JJxBa&sig=atmWQtAmO486EukJEXMjgrk-Uy4)

- Beaudet, P. (2009). Les mouvements sociaux en débat. *Nouvelles pratiques sociales*, 21(2), 230.
<https://doi.org/10.7202/038973ar>
- Bekkaj, R. (2020). Mouvements sociaux en Afrique: questions sociologiques actuelles et hypothèses. *Langues, Cultures et Communication*, 4(1), 7-17.
<https://revues.imist.ma/index.php/L2C/article/view/23031>
- Bennett, W. L. et Segerberg, A. (2012). The logic of connective action :Digital media and the personalization of contentious politics. *Information, Communication & Society*, 15(5), 739-768. <https://doi.org/10.1080/1369118X.2012.670661>
- Bernal, V. (2014). *Nation as network: Diaspora, cyberspace, and citizenship*. University of Chicago Press.
<https://www.degruyterbrill.com/document/doi/10.7208/9780226144955/html>
- Branch, A. et Mampilly, Z. (2015). *Africa uprising: Popular protest and political change*. Bloomsbury Publishing.
<https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=7CZOEAAAQBAJ&oi=fnd&pg=PP1&dq=Branch,+Adam+%26+Mampilly,+Zachariah,+Africa+Uprising:+Popular+Protest+and+Political+Change,+Zed+Books,+2015&ots=0gCnLU1BVO&sig=ZyBrsNielE7c1apwnrbDuXHN1Uo>
- Braun, V. et Clarke, V. (2006). Utilisation de l'analyse thématique en psychologie. *Recherche qualitative en psychologie*, 3(2), 77-101.
- Brief, J.-C. (1977). Le constructivisme piagétien et les épistémologies traditionnelles. *Philosophiques*, 4(2), 195. <https://doi.org/10.7202/203072ar>
- Brinkerhoff, J. M. (2009). *Digital diasporas: Identity and transnational engagement*. Cambridge University Press.
https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=Sj_0pSAZ6hUC&oi=fnd&pg=PR5&dq=Jennifer+M.+Brinkerhoff,+Digital+Diasporas:+Identity+and+Transnational+Engagement,+Cambridge+University+Press,+2009&ots=daoaPbL5Kn&sig=L5UCYBdrrQ1GCoix_Qrcqlds8tE
- Bullich, V. et Schmitt, L. (2019). Les industries culturelles à la conquête des plateformes ? : Introduction. *Tic & société*, (Vol. 13, N° 1-2), 1-12.
<https://doi.org/10.4000/ticetsociete.3032>
- Business& Human Rights resource centre. (2020, 26 octobre). Guinée : Coupure d'internet et situation tendue après l'élection présidentielle controversée remportée par Alpha Condé. <https://www.business-humanrights.org/fr/latest-news/guin%C3%A9-coupure-dinternet-et-situation-tendue-apr%C3%A8s-l%C3%A9lection-pr%C3%A9sidentielle-controvers%C3%A9-remport%C3%A9-par-alpha-cond%C3%A9/>
- Callon, M. et Law, J. (1997). Les limites de la rationalité. Tome 2. Dans *Les limites de la rationalité. Tome 2* (p. 99-118). La Découverte.
<https://doi.org/10.3917/dec.reyna.1997.01.0099>

- Castells, M. (2015). *Networks of outrage and hope: Social movements in the Internet age*. John Wiley & Sons.
<https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=MzDOCQAAQBAJ&oi=fnd&pg=PR3&dq=Manuel+Castells+2012&ots=B-4sdZlZYZ&sig=H3qpA-pPqCYckNRj2KYZu0LqE9E>
- Charmillot, M. et Dayer, C. (2007). Démarche compréhensive et méthodes qualitatives: clarifications épistémologiques. *Recherches qualitatives*, 3(1), 126-139.
<https://www.erudit.org/en/books/collection-hors-serie-les-actes-de-la-revue-recherches-qualitatives/bilan-et-prospectives-de-la-recherche-qualitative-en-sciences-humaines-et-sociales/5167co.pdf>
- Cheval, J.-J. (dir.). (2005). *Audiences, publics et pratiques radiophoniques*. Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine. <https://doi.org/10.4000/books.msha.4906>
- Colmard, T. (2015). Charles Tilly, Sidney Tarrow, Politique(s) du conflit, de la grève à la révolution. *Lectures*. <https://doi.org/10.4000/lectures.19390>
- Davenport, C. (2007). State repression and political order. *Annu. Rev. Polit. Sci.*, 10(1), 1-23.
<https://www.annualreviews.org/content/journals/10.1146/annurev.polisci.10.101405.143216>;
- De Bembereke, N. (s. d.). *Apport radio communautaires par l'usage des langues locales au développement de la base: cas des radios nonsina de bembèrèkè, su tii dera de nikki et bio guerra de sègbana*. http://djioul.org/wp-content/uploads/2024/01/Tire-a-part_11.pdf
- Deibert, R. J. (2013). *Black code: Inside the battle for cyberspace*. Signal.
[https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=vTZZP4WmxalC&oi=fnd&pg=PA1&dq=Ronald+J.+Deibert+\(2015\)+est+l%E2%80%99auteur+de+l%E2%80%99ouvrage+Black+Code:+Inside+the+Battle+for+Cyberspace,+publi%C3%A9+par+Signal/McClelland+%26+Stewart/Random+House&ots=qt7eZeKq-v&sig=xhSkwAqcvbSb4rWlC49syprUqYA](https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=vTZZP4WmxalC&oi=fnd&pg=PA1&dq=Ronald+J.+Deibert+(2015)+est+l%E2%80%99auteur+de+l%E2%80%99ouvrage+Black+Code:+Inside+the+Battle+for+Cyberspace,+publi%C3%A9+par+Signal/McClelland+%26+Stewart/Random+House&ots=qt7eZeKq-v&sig=xhSkwAqcvbSb4rWlC49syprUqYA)
- Diallo, F. D. (2019, 15 juin). Débat sur un 3ème mandat : « La RTG ne joue pas son rôle de service public », dénonce le PADES. *Guinée matin.com*.
<https://guineematin.com/2019/06/15/debat-sur-un-3eme-mandat-la-rtg-ne-joue-pas-son-role-de-service-public-denonce-le-pades/>
- Diarra, A. (2021, 9 avril). Tchad. Les coupures d'Internet, une entrave à la liberté d'expression. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/04/tchad-les-coupures-internet-une-entrave-la-liberte-dexpression/#:~:text=Entre%20f%C3%A9vrier%20et%20mars%202021,pendant%20192%20jours%20en%202020>.
- Dorvil, H. et Mayer, R. (2001). *Les approches théoriques*. J.-M. Tremblay.
https://scholar.archive.org/work/3dlrxkak3rgz5ijblrw5c4s3zm/access/wayback/http://classiques.uqac.ca/contemporains/dorvil_henri/approches_theoriques/approches_theoriques.pdf

- Earl, D., Bradnam, K., John, J. S., Darling, A., Lin, D., Fass, J., Yu, H. O. K., Buffalo, V., Zerbino, D. R. et Diekhans, M. (2011). Assemblathon 1: a competitive assessment of de novo short read assembly methods. *Genome research*, 21(12), 2224-2241. <https://genome.cshlp.org/content/21/12/2224.short>
- Earl, J. et Kimport, K. (2011). *Digitally enabled social change: Activism in the internet age*. Mit Press. [https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=IZAS_YGFVeMC&oi=fnd&pg=PP1&dq=Earl,+Jennifer+%26+Kimport,+Katrina.+\(2011\).+Digitally+Enabled+Social+Change:+Activism+in+the+Internet+Age.+Cambridge,+MA:+MIT+Press.&ots=jmXbyUoh_Y&sig=mjeUQUao18CC5mIaXfDkk3rHfAY](https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=IZAS_YGFVeMC&oi=fnd&pg=PP1&dq=Earl,+Jennifer+%26+Kimport,+Katrina.+(2011).+Digitally+Enabled+Social+Change:+Activism+in+the+Internet+Age.+Cambridge,+MA:+MIT+Press.&ots=jmXbyUoh_Y&sig=mjeUQUao18CC5mIaXfDkk3rHfAY)
- Ekine, S. (2010). *SMS uprising: Mobile activism in Africa*. Fahamu/Pambazuka. [https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=dNqpngjesvYC&oi=fnd&pg=PP1&dq=R%C3%A9f%C3%A9rence+:+Ekine,+Sokari+\(%C3%A9d.\),+SMS+Uprising:+Mobile+Activism+in+Africa,+Pambazuka+Press,+2010.&ots=a6_szhtOYR&sig=qFtktrl62BD4QNh pASf2IUyZbJ8](https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=dNqpngjesvYC&oi=fnd&pg=PP1&dq=R%C3%A9f%C3%A9rence+:+Ekine,+Sokari+(%C3%A9d.),+SMS+Uprising:+Mobile+Activism+in+Africa,+Pambazuka+Press,+2010.&ots=a6_szhtOYR&sig=qFtktrl62BD4QNh pASf2IUyZbJ8)
- Espineira, K. (2015). Pour une épistémologie trans et féministe: un exemple de production de savoirs situés. *Comment s'en sortir*, 2, 42-58. https://www.academia.edu/download/40840740/css-2_2015_KEspineira_epistemologie-trans-feministe.pdf
- Faris, D. M. (2012). La révolte en réseau : le « printemps arabe » et les médias sociaux: *Politique étrangère*, *Printemps*(1), 99-109. <https://doi.org/10.3917/pe.121.0099>
- Farro, A. L. (2000). *Les mouvements sociaux: Diversité, action collective et globalisation*. Presses de l'Université de Montréal. <https://doi.org/10.4000/books.pum.12287>
- Fillieule, O. (2009). De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ?*. *Politique et Sociétés*, 28(1), 15-36. <https://doi.org/10.7202/001723ar>
- Fillieule, O. et Mathieu, L. (2020). Structure des opportunités politiques: Dans *Dictionnaire des mouvements sociaux* (p. 573-580). Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.filli.2020.01.0573>
- Foucher, V. et Bihan, T. (s. d.). *Étude de cas: La Guinée Le Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC): Un mouvement citoyen face à un régime autoritaire*.
- Fraser, N. et Valenta, M. (2001). Repenser la sphère publique: une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement: Extrait de *Habermas and the Public Sphere*, sous la direction de Craig Calhoun, Cambridge, MIT Press, 1992, p. 109-142. *Hermès*, (3), 125-156. https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=HERM_031_0125&download=1&from-feuilleter=1

- Giasson, T., Greffet, F. et Chacon, G. (2018). Relever le défi de l'hybridité: Les objectifs des stratégies de campagnes numériques lors des élections française et québécoise de 2012. *Politique et sociétés*, 37(2), 19-46. <https://www.erudit.org/en/journals/ps/2018-v37-n2-ps03803/1048875ar/abstract/>
- Global information society watch 2013*. (2013). Association for Progressive Communications (APC).
- Goerg, O. (2003). Construction de sociétés urbaines en Afrique. *Le Mouvement social*, 204(3), 3-16. <https://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social1-2003-3-page-3.htm>
- Gonzalez-Quijano, Y. (2014). Les identités collectives arabes au temps d'Internet et des réseaux sociaux: *Revue internationale et stratégique*, n° 93(1), 91-99. <https://doi.org/10.3917/ris.093.0091>
- Granjon, F. (2011). Fracture numérique: *Communications*, n° 88(1), 67-74. <https://doi.org/10.3917/commu.088.0067>
- Granjon, F. (2022). *Classes populaires et usages de l'informatique connectée. Des inégalités sociales-numériques*. Mines (Presses des). <https://journals.openedition.org/lectures/54930>
- Granjon, F. et Cardon, D. Médiactivistes. Les Presses de Sciences Po. <https://hal.science/hal-02546843/> 2013.
- Granovetter, M. (2006). L'influence de la structure sociale sur les activités économiques: *Sociologies pratiques*, n° 13(2), 9-36. <https://doi.org/10.3917/sopr.013.0009>
- Groulx, L. (1985). l'analyse des mouvements sociaux urbains : questions de méthode. *Service social*, 34(2-3), 300. <https://doi.org/10.7202/706274ar>
- Guèye, B. (2009). La démocratie en Afrique : succès et résistances: *Pouvoirs*, n° 129(2), 5-26. <https://doi.org/10.3917/pouv.129.0005>
- Guichard, É. (2011). Le mythe de la fracture numérique. Dans É. Guichard (dir.), *Regards croisés sur l'Internet* (p. 70-100). Presses de l'enssib. <https://doi.org/10.4000/books.pressesensib.1940>
- Guinée : Les réseaux sociaux, nouveaux acteurs de l'opinion publique | Sahel Matin. (2025, 14 avril). <https://sahelmatin.com/guinee-les-reseaux-sociaux-nouveaux-acteurs-de-lopinion-publique/>
- GuinéeMatin.org. (2023, 6 mai). A quand la quasi-gratuité de l'Internet en Guinée ? *GuinéeMatin.org*. <https://www.visionguinee.info/a-quand-la-quasi-gratuite-de-linternet-en-guinee/>
- Habermas, J. (1992). « L'espace public », 30 ans après. *Quaderni*, 18(1), 161-191. https://www.persee.fr/doc/quad_0987-1381_1992_num_18_1_977

- Habermas, J. (2006). Political Communication in Media Society: Does Democracy Still Enjoy an Epistemic Dimension? The Impact of Normative Theory on Empirical Research. *Communication Theory*, 16(4), 411-426. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2885.2006.00280.x>
- Hagberg, S., Kibora, L., Ouattara, F. et Konkobo, A. (2015). Au cœur de la révolution burkinabè. *Anthropologie & développement*, 42-43, 199-224. <https://doi.org/10.4000/anthropodev.499>
- Hamel, M.-J., Auyeung, S., Bedou, S., Ding, Y. et Mongrain, C. (2021). Affordances de ressources numériques pour développer des littératies multiples en langues secondes: quatre études de cas. *Nouvelle Revue Synergies Canada*, (14), 1-15. <https://www.erudit.org/en/journals/nrsc/2021-n14-nrsc06653/1084955ar/abstract/>
- Hamel, P., Lesage, M., Maheu, L. et Saint-Pierre, C. (2016). Nouveaux mouvements sociaux et action collective: Débat autour du texte d'Alberto Melucci. *International Review of Community Development*, (10), 31-39. <https://doi.org/10.7202/1034653ar>
- Harrison, D. (2014). Quatre propositions pour une analyse sociologique de l'innovation sociale. *Cahiers de recherche sociologique*, (53), 195-214. <https://doi.org/10.7202/1023196ar>
- Howard, P. N., Duffy, A., Freelon, D., Hussain, M. M., Mari, W. et Maziad, M. (2011). Opening closed regimes: what was the role of social media during the Arab Spring? *Available at SSRN 2595096*. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2595096
- Janel, Q. (2014). *L'hybridation organisationnelle des mouvement sociaux - L'exemple de la Manif pour Tous*. Unpublished. <https://doi.org/10.13140/RG.2.2.27379.35361>
- Jasper, J. M. (1998). The Emotions of Protest: Affective and Reactive Emotions in and around Social Movements. *Sociological Forum*, 13(3), 397-424. <https://www.jstor.org/stable/684696>
- Jeunesse et cyberactivisme en Afrique: quel impact sur la démocratie ? - Gorée Institute. (2021, 25 octobre). <https://goreeinstitut.org/jeunesse-et-cyberactivisme-en-afrique-quel-impact-sur-la-democratie/>
- Keck, M. E. et Sikkink, K. A. (2014). *Activists beyond borders: Advocacy networks in international politics*. Cornell University Press. https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=JSF8AgAAQBAJ&oi=fnd&pg=PR9&dq=Keck,+Margaret+E.+%26+Sikkink,+Kathryn,+Activists+Beyond+Borders:+Advocacy+Networks+in+International+Politics,+Cornell+University+Press,+1998&ots=vc1_YpjPfi&sig=GAenbWQhPcZJqaGPj6DZJ0ewCeI
- Kerzil, J. (2009). Constructivisme . Cairn.info. Dans *L'ABC de la VAE* (p. 112-113). Érès. <https://doi.org/10.3917/eres.bouti.2009.01.0112>
- Kharoll-Ann Souffrant. (2021, 13 novembre). Mouvements sociaux et féminismes en ligne à l'ère de #MoiAussi.

- Klein, J.-L. et Huang, P. (2014). La lutte contre l'exclusion numérique et la revitalisation des collectivités locales: Une étude de cas à Pointe-Saint-Charles, à Montréal. *Nouvelles pratiques sociales*, 26(1), 84-101. <https://doi.org/10.7202/1024981ar>
- Kouakou, K. S. (2015). Fracture numérique: essai de définition et regard critique sur quelques stratégies déployées pour sa réduction en Afrique de l'Ouest francophone. *FRONTIÈRES NUMÉRIQUES & SAVOIR*. <https://auf.hal.science/hal-01591752/>
- Larose, M. (2003). Théories marxistes classiques de l'impérialisme. *Glendon Journal of International Studies*, 3. <https://gjis.journals.yorku.ca/index.php/gjis/article/download/35212/31931>
- le-constructivisme-selon-j-piaget. <https://academy-conseil.fr/le-constructivisme-selon-j-piaget/>
- Les biais cognitifs dans les moteurs de recommandation*. (2020, 29 mai). ActuIA. <https://www.actuia.com/contribution/guillaume-blot/les-biais-cognitifs-dans-les-moteurs-de-recommandation/>
- Le Saout, D. (1999). Les théories des mouvements sociaux. Structures, actions et organisations : les analyses de la protestation en perspective. *Insaniyat* / 163-145), 8, (إنسانيات). <https://doi.org/10.4000/insaniyat.8334>
- Libnanews, N. (2025, 25 mars). Algorithmes et polarisation : qui contrôle ce que nous lisons en 2025 ? *Libnanews, Le Média Citoyen du Liban*. <https://libnanews.com/algorithmes-et-polarisation-qui-controle-ce-que-nous-lisons-en-2025/>
- Luyat, M. et Regia-Corte, T. (2009). Les affordances : de James Jerome Gibson aux formalisations récentes du concept: *L'Année psychologique*, Vol. 109(2), 297-332. <https://doi.org/10.3917/anpsy.092.0297>
- Lycéennes enlevées au Nigeria : Michelle Obama rejoint #BringBackOurGirls*. (2014, 8 mai). France 24 § Afrique. <https://www.france24.com/fr/20140508-bringbackourgirls-nigeria-michelle-obama-twitter-retour-lyceennes-boko-haram>
- Manirakiza, D. (2020). « Les nouveaux espaces de la contestation ? »: Facebook, opinion publique et émergence d'un espace démocratique au Burundi. *Cahiers d'études africaines*, (238), 271-301. <https://doi.org/10.4000/etudesafricaines.30142>
- McAdam, D. (2000). Culture and Social Movements. Dans L. Crothers et C. Lockhart (dir.), *Culture and Politics* (p. 253-268). Palgrave Macmillan US. https://doi.org/10.1007/978-1-349-62397-6_14
- McAdam, D., Tarrow, S. et Tilly, C. (2003). Dynamics of Contention. *Social Movement Studies*, 2(1), 99-102. <https://doi.org/10.1080/14742837.2003.10035370>
- McCarthy, J. D. et Zald, M. N. (1977). Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory. *American Journal of Sociology*, 82(6), 1212-1241. <https://doi.org/10.1086/226464>

- Melucci, A. (1996). Challenging Codes: collective action in the information age. *Cambridge UP*. https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=-8HTh8dCFpcC&oi=fnd&pg=PR13&dq=Melucci,+Alberto,+Challenging+Codes:+Collective+Action+in+the+Information+Age,+Cambridge+University+Press,+1996&ots=kAqfO6GdMP&sig=_bhCWypR-5jQIHVRLPxHKMk5Us
- Melucci, A. (2002). Société en changement et nouveaux mouvements sociaux. *Sociologie et sociétés*, 10(2), 37-54. <https://doi.org/10.7202/001496ar>
- Mobilising the African Youth: Lessons from the Y'en a Marre Movement – Participedia*. (2011, 16 janvier). <https://participedia.net/case/mobilising-the-african-youth-lessons-from-the-yen-a-marre-movement-1>
- Moskolaï, D. D. (2024, 29 janvier). *La gouvernance numérique en Afrique : enjeux, défis et perspectives*. OpenEdition. <https://doi.org/10.58079/VOSJ>
- Mucchielli, A. (2007). Les processus intellectuels fondamentaux sous-jacents aux techniques et méthodes qualitatives. *Recherches qualitatives*, 3(1), 1-27. http://www.recherche-qualitative.qc.ca/documents/files/revue/hors_serie/hors_serie_v3/MucchielliFINAL2.pdf
- Muller dit Woulkoff Estelle et Busson Marine. (s. d.). La mobilisation sociale sous une nouvelle forme : enjeux et défis des réseaux sociaux. 19 oct. 202. <https://www.iec-ies.org/post/la-mobilisation-sociale-sous-une-nouvelle-forme-enjeux-et-d%C3%A9fis-des-r%C3%A9seaux-sociaux>
- Mutsvairo, B. (dir.). (2016). *Digital Activism in the Social Media Era: Critical Reflections on Emerging Trends in Sub-Saharan Africa*. Springer International Publishing. <https://doi.org/10.1007/978-3-319-40949-8>
- Neveu, É. (2011). IV. La mobilisation des ressources . Cairn.info (vol. 5e éd., p. 49-60). La Découverte. <https://www.cairn.info/sociologie-des-mouvements-sociaux--9782707169358-p-49.htm>
- Neveu, E. (2019). *Sociologie des mouvements sociaux*. La découverte.
- Ngono, S. (2018). Les réseaux sociaux comme nouvel espace de mobilisation dans des contextes postautoritaires: Le cas de «l'affaire Éva» au Cameroun. *Les Cahiers du numérique*, 14(3), 129-149. <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-du-numerique-2018-3-page-129.htm>
- Nkoala, S., Chan-Meetoo, C., Mwende Maweu, J., Moorman, M. J., Fosu, M. et Tsarwe, S. (2024, 13 février). 100 ans de radio en Afrique : de la propagande au pouvoir populaire. *The conversation*. <https://theconversation.com/100-ans-de-radio-en-afrique-de-la-propagande-au-pouvoir-populaire-223474>
- Noiseux, Y. (2004). Introduction aux théories des mouvements sociaux. Cartographie des approches théoriques: guide de lecture. *Institut d'études internationale de Montréal, Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC)*.

- Nshokano, I. B. (2023). *Le cas du mouvement social Lutte pour le changement (Lucha) en République Démocratique du Congo (2012-2022)*.
<https://ruor.uottawa.ca/handle/10393/44913>
- Odot, L. (2024, 24 janvier). Les algorithmes de recommandation sont-ils source de polarisation ? *Polytechnique Insights*. <https://www.polytechnique-insights.com/tribunes/digital/les-algorithmes-de-recommandation-sont-ils-source-de-polarisation/>
- Olson, J. S. (1996). *The peoples of Africa: an ethnohistorical dictionary*. Greenwood Press.
- Olson, M. (2012). The logic of collective action [1965]. *Contemporary sociological theory*, 124, 62-63. [https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=I_x-pc2SJX0C&oi=fnd&pg=PA124&dq=%C2%AB+The+Logic+of+Collective+Action+\(1965\)+%C2%BB&ots=_E9qUqh1-E&sig=e83ENXz-ziw6bQAb4WbLDlbrKX0](https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=I_x-pc2SJX0C&oi=fnd&pg=PA124&dq=%C2%AB+The+Logic+of+Collective+Action+(1965)+%C2%BB&ots=_E9qUqh1-E&sig=e83ENXz-ziw6bQAb4WbLDlbrKX0)
- Pagé, G. (2015). L’art de conquérir le contrepoublic: les zines féministes, une voie/x subalterne et politique? *Recherches féministes*, 27(2), 191-215. <https://doi.org/10.7202/1027925ar>
- Pariser, E. (2011). *The filter bubble: How the new personalized web is changing what we read and how we think*. Penguin.
[https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=wcalrOI1YbQC&oi=fnd&pg=PT7&dq=\(Pariser,+2011\)&ots=I4f6ynGCMz&sig=SX6dHI7HJ5gKzIw90Gby5WknLgQ](https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=wcalrOI1YbQC&oi=fnd&pg=PT7&dq=(Pariser,+2011)&ots=I4f6ynGCMz&sig=SX6dHI7HJ5gKzIw90Gby5WknLgQ)
- Patton, M. Q. (2014). *Qualitative research & evaluation methods: Integrating theory and practice*. Sage publications.
[https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=ovAkBQAAQBAJ&oi=fnd&pg=PP1&dq=+Patton,+Michael+Quinn+\(2015\).+Qualitative+research+%26+evaluation+methods:+Integrating+theory+and++practice+\(4th+ed.\).+Thousand+Oaks,+CA:+Sage.&ots=ZS-_8uyHA-&sig=G8OkEVYcjEns4PzxuNXiW4tq6c4](https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=ovAkBQAAQBAJ&oi=fnd&pg=PP1&dq=+Patton,+Michael+Quinn+(2015).+Qualitative+research+%26+evaluation+methods:+Integrating+theory+and++practice+(4th+ed.).+Thousand+Oaks,+CA:+Sage.&ots=ZS-_8uyHA-&sig=G8OkEVYcjEns4PzxuNXiW4tq6c4)
- Péchu, C. (2020). Dictionnaire des mouvements sociaux. Dans *Dictionnaire des mouvements sociaux* (p. 495-502). Presses de Sciences Po.
<https://doi.org/10.3917/scpo.filli.2020.01.0495>
- Petruciani, S. (2010). La théorie critique de l’école de Francfort et le mouvement des années 1968 : un rapport complexe: *Actuel Marx*, n° 48(2), 138-151.
<https://doi.org/10.3917/amx.048.0138>
- Peuch, B. (2023). Jürgen Habermas, Espace public et démocratie délibérative : un tournant. *Lectures*. <https://doi.org/10.4000/lectures.60435>
- Pires, A. (s. d.). “Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique”.
- Pizzorno, A. (1990). Considérations sur les théories des mouvements sociaux. *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 3(9), 74-80. https://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_1990_num_3_9_984

- Polle, B. (2016, 22 novembre). Qui sont les webactivistes africains ? *jeuneafrique*.
<https://www.jeuneafrique.com/376230/economie-entreprises/qui-sont-les-webactivistes-africains/>
- Raynaud, A. (2012). Doug McAdam, Freedom Summer. Luttres pour les droits civiques.
Lectures. <https://doi.org/10.4000/lectures.9704>
- Savoie-Zajc, L. (2006). Comment peut-on construire un échantillonnage scientifiquement valide.
Recherches qualitatives, 5(1), 99-111.
http://philippe.spoljar.free.fr/Files/Other/TER/txt_Recherches_qualitatives_hors_serie_5.pdf#page=102
- S.H. (2025, 7 juin). La polarisation sur les réseaux sociaux : impact des biais cognitifs.
Observatoire Psycho-Social du Numérique. <https://observatoirenumerique.fr/la-polarisation-sur-les-reseaux-sociaux-impact-des-biais-cognitifs/>
- Snow, D. A. et Benford, R. D. (1988). Ideology, frame resonance, and participant mobilization.
International social movement research, 1(1), 197-217.
- Snow, D. A., Soule, S. A. et Kriesi, H. (dir.). (2004). *The Blackwell Companion to Social Movements*. Blackwell Publishing Ltd. <https://doi.org/10.1002/9780470999103>
- Tamekem Ngoutsop, M. et Sarr Modiane, H. (2018). Crises et reconfigurations sociales en Afrique. La jeunesse au cœur des mouvements sociaux: Introduction du Dossier.
SociologieS. <https://doi.org/10.4000/sociologies.8006>
- Tarrow, S. (1998). *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics* (2^e éd.).
 Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511813245>
- Tarrow, S. (2005). *The new transnational activism*. Cambridge university press.
https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=173jBXRUAewC&oi=fnd&pg=PR11&dq=Tarrow,+Sidney,+The+New+Transnational+Activism,+Cambridge+University+Press,+2005.&ots=enjsorhgz_&sig=KFWygDfN1ESoS_01xhfvK5LghBk
- Tarrow, S. (2022). *Power in movement*. Cambridge university press.
<https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=OUt6EAAQBAJ&oi=fnd&pg=PR10&dq=sidney+tarrow+social+movement+theory&ots=jGezDXMOuW&sig=pRVU7EvOHZLYVdJAUhDUdkvhtMk>
- Technology Primer: Social Media Recommendation Algorithms | The Belfer Center for Science and International Affairs*. (2022, 25 août).
<https://www.belfercenter.org/publication/technology-primer-social-media-recommendation-algorithms>
- Thibaud, H. (2012). Le «printemps arabe», entre débat de normes et renormalisation.
Communiquer dans un monde de normes, 151.
https://www.academia.edu/download/90112908/boa_en.pdf#page=158

- Tilly, C. (2017). From mobilization to revolution. Dans *Collective violence, contentious politics, and social change* (p. 71-91). Routledge.
<https://www.taylorfrancis.com/chapters/edit/10.4324/9781315205021-5/mobilization-revolution-charles-tilly>
- Tufekci, Z. (2017). *Twitter and tear gas: The power and fragility of networked protest*. Yale University Press.
https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=x7S_DgAAQBAJ&oi=fnd&pg=PR9&dq=Zeynep+tufekci&ots=Rx_t3CMYL0&sig=MF1-d8hFCWj-xJp10cG6FAKCYy
- UNESCO. (2020, 21 juin). *Global education monitoring report*. <https://education-profiles.org/fr/afrique-sub-saharienne/guinee/~inclusion>
- Vahabzadeh, P. (2001). A Critique of Ultimate Referentiality in the New Social Movement Theory of Alberto Melucci. *Canadian Journal of Sociology / Cahiers canadiens de sociologie*, 26(4), 611. <https://doi.org/10.2307/3341494>
- Van De Walle, N. (2009). 5. Démocratisation en Afrique : un bilan critique: Dans *Hommes et sociétés* (p. 133-163). Karthala. <https://doi.org/10.3917/kart.gazib.2009.01.0133>
- van Cuyck, A. (2015). Manuel Castells, Communication et pouvoir: Trad. de l'anglais par M. Rigaud-Drayton, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, coll. 54, 2013 [2009], 668 pages. *Questions de communication*, (27), 364-367.
<https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9887>
- Verdict du procès du 28 septembre en Guinée : que s'était-il passé et qui sont les principales personnes condamnées avec Moussa Dadis Camara ?* (2024, 31 juillet). BBC News Afrique. <https://www.bbc.com/afrique/articles/clkyezwdxy0o>
- Voirol, O. (2010). La Théorie critique des médias de l'École de Francfort : une relecture: *Mouvements*, n° 61(1), 23-32. <https://doi.org/10.3917/mouv.061.0023>